Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 17 del 19 gennaio 1981

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 19 gennaio 1981** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 4

LEGGE 29 novembre 1980, n. **962.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, con allegato, adottata a New York il 10 dicembre 1976 e aperta alla firma a Ginevra il 18 maggio 1977.

LEGGE 29 novembre 1980, n. **963.**

Adesione al trattato sull'Antartide, firmato a Washington il 1° dicembre 1959, e sua esecuzione.

LEGGE 29 novembre 1980, n. **964.**

Adesione all'accordo di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, con allegati, adottato a Ginevra il 15 novembre 1974, e sua esecuzione.

LEGGE 29 novembre 1980, n. **965.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo, adottata a Nizza il 17 dicembre 1976.

LEGGE 29 novembre 1980, n. **966.**

Approvazione ed esecuzione dell'accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia per la definizione di problemi finanziari in sospeso, con allegati, firmato a Roma il 23 aprile 1977, e della dichiarazione e accordo, firmati in pari data.

LEGGE 29 novembre 1980, n. **967.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'adesione della Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonchè al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, firmata a Lussemburgo il 9 ottobre 1978.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma · Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 29 novembre 1980, n. 962.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, con allegato, adottata a New York il 10 dicembre 1976 e aperta alla firma a Ginevra il 18 maggio 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, con allegato, adottata a New Yok il 10 dicembre 1976 e aperta alla firma a Ginevra il 18 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IX della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — LAGORIO — BIASINI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION

sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles

LES ETATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,

GUIDÉS par les intérêts du renforcement de la paix et désireux de contribuer à arrêter la course aux armements, à réaliser un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, ainsi qu'à préserver l'humanité du danger de voir utiliser de nouveaux moyens de guerre,

RÉSOLUS à poursuivre des négociations en vue de réaliser des progrès effectifs vers de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement,

RECONNAISSANT que les progrès de la science et de la technique peuvent ouvrir de nouvelles possibilités en ce qui concerne la modification de l'environnement,

RAPPELANT la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, adopté à Stockholm le 16 juin 1972,

CONSCIENTS du fait que l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques pourrait améliorer les relations entre l'homme et la nature et contribuer à protéger et à améliorer l'environnement pour le bien des générations actuelles et à venir,

RECONNAISSANT, toutefois, que l'utilisation de ces techniques à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles pourrait avoir des effets extrêmement préjudiciables au bien-être de l'homme,

DÉSIREUX d'interdir efficacement l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, afin d'éliminer les dangers que cette utilisation présente pour l'humanité, et affirmant leur volonté d'oeuvrer à la réalisation de cet objectif,

DÉSIREUX ÉGALEMENT de contribuer au renforcement de la confiance entre les nations et à une nouvelle amélioration de la situation internationale, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE I.

1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves, en tant que moyens de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre Etat partie.

2. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à n'aider, encourager ou inciter aucun Etat, groupe d'Etats ou organisation internationale à mener des activités contraires aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE II.

Aux fins de l'articles premier, l'expression « techniques de modification de l'environnement » désigne toute technique ayant pour object de modifier - grâce à une manipulation délibérée de processus naturels - la dynamique, la composition ou la structure de la Terre, y compris ses biotes, sa lithosphère, son hydrosphère et son atmosphère, ou l'espace extra-atmosphérique.

ARTICLE III.

1. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques et sont sans préjudice des principes généralement reconnus et des règles applicables du droit international concernant une telle utilisation.

2. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faciliter un échange aussi complet que possible d'informations scientifiques et techniques sur l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques, et ont le droit de participer à cet échange. Les Etats parties qui sont en mesure de le faire devront contribuer, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, à une coopération internationale économique et scientifique en vue de la protection, de l'amélioration et de l'utilisation pacifique de l'environnement, compte dûment tenu des besoins des régions en développement du monde.

ARTICLE IV.

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires conformément à ses pro-

cédures constitutionnelles pour interdire et prévenir toute activité contrevenant aux dispositions de la présente Convention en tous lieux relevant de sa juridiction ou de son contrôle.

ARTICLE V.

1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à se consulter mutuellement et à coopérer entre eux pour résoudre tous problèmes qui pourraient se poser à propos des objectifs de la présente Convention ou de l'application de ses dispositions. Les activités de consultation et de coopération visées au présent article peuvent également être entreprises grâce à des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte. Ces procédures internationales peuvent comprendre les services d'organisations internationales appropriées, ainsi que ceux d'un comité consultatif d'experts comme prévu dans le paragraphe 2 du présent article.

2. Aux fins énoncées dans le paragraphe 1 du présent article, le Dépositaire, dans le mois qui suivra la réception d'une demande émanant d'un Etat partie, convoquera un comité consultatif de experts. Tout Etat partie peut désigner un expert audit comité, dont les fonctions et le règlement intérieur sont énoncés dans l'Annexe, laquelle fait partie intégrante de la Convention. Le Comité consultatif communiquera au Dépositaire un résumé de ses constatations de fait où figureront toutes les opinions et information présentées au Comité au cours de ses délibérations. Le Dépositaire distribuera le résumé à tous les Etats parties.

3. Tout Etat partie à la présente Convention qui a des raisons de croire qu'un autre Etat partie agit en violation des obligations découlant des dispositions de la Convention peut déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Cette plainte doit être accompagnée de tous les renseignements pertinents ainsi que de tous les éléments de preuve possibles confirmant sa validité.

4. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à coopérer à toute enquête que le Conseil de sécurité pourrait entreprendre, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, sur la base de la plainte reçue par le Conseil. Ce dernier communique les résultats de l'enquête aux Etats parties.

5. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à venir en aide ou à prêter son appui, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, à tout Etat partie qui en fait la demande, si le Conseil de Securité décide que ladite partie a été lésée ou risque d'être lésée par suite d'une violation de la Convention.

ARTICLE VI.

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Le texte de tout amendement proposé sera soumis au Dépositaire, qui le communiquera sans retard à tous les Etats parties.

2. Un amendement entrera en vigueur à l'égard de tous les Etats parties à la présente Convention qui l'auront accepté dès le dépôt auprès du Dépositaire des instruments d'acceptation par une majorité des Etats parties. Par la suite, il entrera en vigueur à l'égard de tout autre Etat partie à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

ARTICLE VII.

La présente Convention a une durée illimitée.

ARTICLE VIII.

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Dépositaire convoquera une conférence des Etats parties à la Convention, à Genève (Suisse). Cette conférence examinera le fonctionnement de la Convention en vue de s'assurer que ses objectifs et ses dispositions sont en voie de réalisation; elle examinera en particulier l'efficacité des dispositions du paragraphe 1 de l'article premier pour éliminer les dangers d'une utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

2. Par la suite, à des intervalles non inférieurs à cinq ans, une majorité des Etats parties à la présente Convention pourra, en soumettant une proposition à cet effet au Dépositaire, obtenir la convocation d'une conférence avant les mêmes objectifs.

3. Si aucune conférence n'a été convoquée conformément au paragraphe 2 du présent article dans les dix ans ayant suivi la fin d'une précédente conférence, le Dépositaire demandera l'avis de tous les Etats parties à la présente Convention au sujet de la convocation d'une telle conférence. Si un tiers des Etats parties ou dix d'entre eux, le nombre à retenir étant le plus faible des deux, répondent par l'affirmative, le Dépositaire prendra immédiatement des mesures pour convoquer la conférence.

ARTICLE IX.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification par vingt gouvernements, conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le Dépositaire informera sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou qui y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date de depôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et de tous amendements y relatifs, ainsi que de la réception de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par le Dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE X.

La présente Convention, dont les textes français, anglais, arabe, chinois, espagnol et russe font également foi, sera déposée aupres du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies dûment certifiées conformes aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention on y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Genève le dix-huit mai mil neuf cent soixante-dix-sept.

Pour l'Allemagne (République fédéreale d')

CARL HERNER SANNE

Pour la Belgique

PAUL NOTERDAEME

Pour la Bolivie

TOMAS G. ELIO

Pour la Bulgarie

PETER MLADONOV

Pour le Canada

RAYMONT H. JAY

Pour le Danemark

HANS ERIK KASTOFT

Pour les Etats-Unis d'Amerique

CYRUS VANCE

Pour l'Ethiopie

ALULA GEBREKIDAN

Pour l'Espagne

F. BENITO

Pour la Finlande

MATTI TUOVINEN

Pour la Hongries

FRIGYES PUJA

Pour l'Iran

MANOUCHEHR FARTASH

Pour l'Irlande

SEAN GAYNER

Pour l'Islande

HARALDUR KRÖYER

Pour l'Italie

RAIMONDO MANZINI

Pour le Liban

MAHMOUD BANNA

Pour le Luxembourg

JEAN RETTEL

Pour le Maroc

ALI SKALLI

Pour la Mongolie

MANGALYN BUGERSUREN

Pour la Norvege

JOHAN CAPPELEN

Pour l'Ouganda

A. M. OGOLA

Pour les Pays-Bas

GH. A. VAN DER KLAAUW

Pour le Portugal

ADRIANO DE CARVALHO

Pour la Pologne

EMIL WOJTASZEK

Pour la Republique democratique Allemagne

OSKAR FISCHER

Pour la Republique Socialiste Sovietique de Bielorussie

A. GURINOVICH

Pour la Republique Socialiste Sovietique d'Ukraine

G. G. SHEVEL

Pour la Roumanie

CONSTANTIN ENE

Pour le Royaume-Uni

GERENWY ROBERTS

Pour la Tchecoslovaquie

BOHUSLAV CHNOUPEK

Pour la Turquie

ERCÜMENT YAVUZALP

Pour l'Union des Republiques Socialistes Sovietiques

ANDREI A. GROMYKO

Pour le Yemen

ADNAN TARCICI

Pour la Liberia

HARRY T. FREEMAN

ANNEXE A LA CONVENTION

COMITE CONSULTATIF D'EXPERTS

1. Le Comité consultatif d'experts entreprendra de faire les constatations de fait appropriées et de fournir des avis autorisés concernant tout problème soulevé, conformément au paragraphe 1 de l'article V de la présente Convention, par l'Etat partie qui demande la convocation du Comité.

2. Les travaux du Comité consultatif d'experts seront organisés de façon à lui permettre de s'acquitter des fonctions énoncées au paragraphe 1 de la présente Annexe. Le Comité prendra les décisions sur des questions de procédure relatives à l'organisation de ses travaux si possible par consensus mais, sinon, a la majorité de ses membres et votants. Il ne sera pas procédé à des votes sur des questions de fond.

3. La Dépositaire ou son représentant exercera les fonstions de Président du Comité.

4. Chaque expert peut être assisté lors des séances par un ou plusieurs conseillers.

5. Chaque expert aura le droit, par l'intermédiaire du Président, de demander aux Etats et aux organisations internationales les renseignements et l'assistance qu'il jugera souhaitables pour permettre au Comité de s'acquitter de sa tâche.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE

sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile

GLI STATI PARTI DELLA PRESENTE CONVENZIONE,

GUIDATI dall'interesse del rafforzamento della pace e desiderosi di contribuire ad arrestare la corsa agli armamenti, a realizzare un disarmo generale e completo sotto un controllo internazionale rigoroso ed efficace, nonché a preservare l'umanità dal pericolo di veder utilizzati nuovi metodi di guerra,

RISOLUTI a proseguire negoziati al fine di realizzare degli effettivi progressi verso nuove misure nel campo del disarmo,

RICONOSCENDO che il progresso della scienza e della tecnica può aprire delle nuove possibilità per quanto riguarda la modificazione dell'ambiente,

RICORDANDO la dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente, adottata a Stoccolma il 16 giugno 1972,

CONSCI del fatto che l'utilizzazione delle tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici potrebbe migliorare i rapporti fra l'uomo e la natura e contribuire a proteggere ed a migliorare l'ambiente per il bene delle generazioni presenti e future,

RICONOSCENDO, tuttavia, che l'utilizzazione di tali tecniche a fini militari o ad ogni altro scopo ostile potrebbe avere degli effetti estremamente pregiudizievoli per il benessere dell'uomo,

DESIDEROSI di vietare efficacemente l'utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, al fine di eliminare i pericoli che tale utilizzazione presenta per l'umanità ed affermando la loro volontà di operare per la realizzazione di tale obiettivo,

DESIDEROSI INOLTRE di contribuire al rafforzamento della fiducia tra le nazioni e ad un nuovo miglioramento della situazione internazionale, conformemente agli scopi ed ai princìpi della Carta delle Nazioni Unite,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO I.

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a non utilizzare a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, tecniche di modifica dell'ambiente che abbiano effetti diffusi, durevoli o gravi, in quanto mezzi che causano distruzioni, danni, pregiudizi ad ogni altro Stato parte.

2. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a non aiutare, incoraggiare od incitare alcuno Stato o gruppo di Stati od organizzazione internazionale a svolgere attività contrarie alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

ARTICOLO II.

Ai fini dell'articolo primo, l'espressione « tecniche di modifica dell'ambiente » indica ogni tecnica che abbia per oggetto la modifica - grazie ad una deliberata manipolazione di processi naturali - della dinamica, della composizione, o della struttura della Terra ivi compresi i propri complessi biotici, la propria litosfera, idrosfera, ed atmosfera o lo spazio extra atmosferico.

ARTICOLO III.

1. Le disposizioni della presente Convenzione non vietano la utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici e non pregiudicano i princìpi generalmente riconosciuti e le norme applicabili del diritto internazionale relativi ad una tale utilizzazione.

2. Gli Stati parti della presente Convenzione si impegnano a facilitare uno scambio, il più completo possibile, di informazioni scientifiche e tecniche sull'utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici ed hanno diritto a partecipare a tale scambio. Gli Stati parti che sono in grado di farlo dovranno contribuire, a titolo individuale od unitamente ad altri Stati od organizzazioni internazionali, ad una cooperazione internazionale economica e scientifica al fine della protezione, del miglioramento e della utilizzazione pacifica dell'ambiente, tenuto debito conto delle necessità delle regioni del mondo in via di sviluppo.

ARTICOLO IV.

Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna ad adottare tutte le misure che riterrà opportune conformemente alle pro-

prie procedure costituzionali per vietare e prevenire ogni attività in contrasto con le disposizioni della presente Convenzione in tutti i luoghi che si trovino sotto la propria giurisdizione e il proprio controllo.

ARTICOLO V.

1. Gli Stati parti della presente Convenzione si impegnano a consultarsi reciprocamente ed a collaborare fra di loro per risolvere tutti i problemi che potrebbero sorgere relativamente agli obiettivi della presente Convenzione od alla applicazione delle sue disposizioni. Le attività di consultazione e di collaborazione previste dal presente articolo possono inoltre essere intraprese grazie ad adeguate procedure internazionali nel quadro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed in conformità della sua Carta. Tali procedure internazionali possono comprendere i servizi di organizzazioni internazionali appropriate, nonché quelli di un comitato consultivo di esperti, come previsto dal paragrafo 2 del presente articolo.

2. Ai fini enunciati nel paragrafo 1 del presente articolo, il Depositario, nel mese che seguirà la ricezione di una domanda proveniente da uno Stato parte, convocherà un comitato consultivo di esperti. Ogni Stato parte può designare un esperto in seno a detto comitato, le cui funzioni ed il cui regolamento interno sono enunciati nell'allegato che costituisce parte integrante della Convenzione. Il comitato consultivo comunicherà al Depositario un riassunto delle proprie constatazioni di fatto ove figureranno tutti i giudizi ed informazioni presentati al comitato nel corso delle sue deliberazioni. Il Depositario distribuirà il riassunto a tutti gli Stati parti.

3. Ogni Stato parte della presente Convenzione che abbia motivi di ritenere che un altro Stato parte agisca in violazione degli obblighi derivanti dalle disposizioni della Convenzione può presentare un reclamo presso il Consiglio di sicurezza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Tale reclamo deve essere accompagnato da tutte le informazioni pertinenti nonché da tutti gli elementi di prova possibili a conferma della sua validità.

4. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a collaborare ad ogni inchiesta che il Consiglio di Sicurezza potrebbe intraprendere, conformemente alle disposizioni della Carta delle Nazioni Unite, sulla base del reclamo ricevuto dal Consiglio. Quest'ultimo comunica i risultati dell'inchiesta agli Stati parti.

5. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a venire in aiuto o a fornire il proprio appoggio, conformemente alle disposizioni della Carta delle Nazioni Unite, ad ogni Stato parte che ne faccia richiesta se il Consiglio di Sicurezza decide che la detta parte ha subito un danno o rischia di subirlo in conseguenza di una violazione della Convenzione.

ARTICOLO VI.

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione può proporre degli emendamenti alla Convenzione. Il testo di ogni emendamento proposto sarà sottoposto al Depositario che lo comunicherà senza indugio a tutti gli Stati parti.

2. Un emendamento entrerà in vigore nei confronti di tutti gli Stati parti della presente Convenzione che l'avranno accettato, a partire dal deposito, presso il Depositario, degli strumenti di accettazione da parte di una maggioranza degli Stati parti. In seguito, esso entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato parte alla data del deposito del suo strumento di accettazione.

ARTICOLO VII.

La presente Convenzione ha una durata illimitata.

ARTICOLO VIII

1. Cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Depositario convocherà una conferenza degli Stati parti della Convenzione, a Ginevra (Svizzera). Tale Conferenza esaminerà il funzionamento della Convenzione al fine di assicurarsi che i suoi obiettivi e le sue disposizioni sono in via di realizzazione; essa esaminerà in particolare l'efficacia delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo I per eliminare i pericoli di una utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile.

2. In seguito, ad intervalli non inferiori a cinque anni una maggioranza degli Stati parti della presente Convenzione potrà, sottoponendo al Depositario una proposta a tale scopo, ottenere la convocazione di una Conferenza che abbia gli stessi obiettivi.

3. Ove non sia stata convocata alcuna conferenza conformemente al paragrafo 2 del presente articolo nei dieci anni successivi al termine di una precedente conferenza, il Depositario chiederà il parere di tutti gli Stati parti della presente Convenzione in merito alla convocazione di una tale conferenza. Ove un terzo degli Stati parti o dieci di essi, con prevalenza del numero minore tra i due, risponda affermativamente, il Depositario adotterà immediatamente delle misure per indire la conferenza.

ARTICOLO IX.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati. Ogni Stato che non avrà firmato la presente Convenzione prima della sua entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo potrà aderirvi in ogni momento.

2. La presente Convenzione sarà soggetta alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione entrerà in vigore successivamente al deposito degli strumenti di ratifica da parte di venti Governi, conformamente al paragrafo 2 del presente articolo.

4. Per gli Stati i cui strumenti di ratifica o di adesione verranno depositati successivamente all'entrata in vigore della presente Convenzione quest'ultima entrerà in vigore alla data del deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione.

5. Il Depositario informerà senza indugio tutti gli Stati che avranno firmato la presente Convenzione o che vi avranno aderito, dalla data di ogni firma, dalla data del deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione, della data di entrata in vigore della presente Convenzione, di tutti gli emendamenti ad essa relativi nonché della ricezione di ogni altra comunicazione.

6. La presente Convenzione sarà registrata dal Depositario conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO X.

La presente Convenzione i cui testi francese, inglese, arabo, cinese, spagnolo e russo fanno ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne invierà copie debitamente certificate conformi ai Governi degli Stati che avranno firmato la Convenzione o che vi avranno aderito.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma a Ginevra il diciotto maggio millenovecentosettantasette.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO ALLA CONVENZIONE

COMITATO CONSULTIVO DI ESPERTI

1. Il comitato consultivo di esperti si assumerà il compito di compiere le constatazioni di fatto appropriate e di fornire dei pareri tecnici concernenti ogni problema che venga sollevato, conformemente al paragrafo 1 dell'articolo V della presente Convenzione, dallo Stato parte che richiede la convocazione del comitato.

2. I lavori del comitato consultivo di esperti saranno organizzati in modo da permettergli di svolgere le funzioni di cui al paragrafo 1 del presente allegato. Il comitato prenderà le decisioni su questioni procedurali relative all'organizzazione dei suoi lavori se possibile all'unanimità, ma, in caso contrario alla maggioranza dei suoi membri presenti e votanti. Non si procederà a votazioni su questioni di merito.

3. Il Depositario o il suo rappresentante eserciterà le funzioni di Presidente del comitato.

4. Ogni esperto può essere assistito al momento delle sedute da uno o più consulenti.

5. Ogni esperto avrà il diritto, per il tramite del presidente, di chiedere agli Stati ed alle Organizzazioni internazionali le informazioni e l'assistenza che riterrà auspicabili per permettere al comitato di svolgere il proprio compito.

LEGGE 29 novembre 1980, n. 963.

Adesione al trattato sull'Antartide, firmato a Washington il 1° dicembre 1959, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al trattato sull'Antartide, firmato a Washington il 1° dicembre 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XIII del trattato stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI —
LAGORIO — BODRATO — COMPAGNA

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE

Les Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Chili, de la République Française, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de l'Union Sud-Africaine, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt de l'humanité toute entière que l'Antarctique soit à jamais réservée aux seules activités pacifiques et ne devienne ni le théâtre ni l'enjeu de différends internationaux;

Appréciant l'ampleur des progrès réalisés par la science grâce à la coopération internationale en matière de recherche scientifique dans l'Antarctique;

Persuadés qu'il est conforme aux intérêts de la science et au progrès de l'humanité d'établir une construction solide permettant de poursuivre et de développer cette coopération en la fondant sur la liberté de la recherche scientifique dans l'Antarctique telle qu'elle a été pratiquée pendant l'Année Géophysique Internationale;

Persuadés qu'un Traité réservant l'Antarctique aux seules activités pacifiques et maintenant dans cette région l'harmonie internationale, servira les intentions et les principes de la Charte des Nations Unies;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

1. Seules les activités pacifiques sont autorisées dans l'Antarctique. Sont interdites, entre autres, toutes mesures de caractère militaire telles que l'établissement de bases, la construction de fortifications, les manoeuvres, ainsi que les essais d'armes de toutes sortes.

2. Le présent Traité ne s'oppose pas à l'emploi de personnel ou de matériel militaires pour la recherche scientifique ou pour toute autre fin pacifique.

ARTICLE II.

La liberté de la recherche scientifique dans l'Antarctique et la coopération à cette fin, telles qu'elles ont été pratiquées durant l'Année Géophysique Internationale, se poursuivront conformément aux dispositions du présent Traité.

ARTICLE III.

1. En vue de renforcer dans l'Antarctique la coopération internationale en matière de recherche scientifique, comme il est prévu à l'Article II du présent Traité, les Parties Contractantes conviennent de procéder, dans toute la mesure du possible:

a) à l'échange de renseignements relatifs aux programmes scientifiques dans l'Antarctique, afin d'assurer au maximum l'économie des moyens et le rendement des opérations;
b) à des échanges de personnel scientifique entre expéditions et stations dans cette région;
c) à l'échange des observations et des résultats scientifiques obtenus dans l'Antarctique qui seront rendus librement disponibles.

2. Dans l'application de ces dispositions, la coopération dans les relations de travail avec les Institutions Spécialisées des Nations Unies et les autres organisations internationales pour lesquelles l'Antarctique offre un intérêt scientifique ou technique, sera encouragée par tous les moyens.

ARTICLE IV.

1. Aucun disposition du présent Traité ne peut être interprétée:

a) comme constituant, de la part d'aucune des Parties Contractantes, une renonciation à ses droits de souveraineté territoriale, ou aux revendications territoriales, precédemment affirmés par elle dans l'Antarctique;
b) comme un abandon total ou partiel de la part d'aucune des Parties Contractantes, d'une base de revendication de souveraineté territoriale dans l'Antarctique, qui pourrait résulter de ses propres activités ou de celles de ses ressortissants dans l'Antarctique, ou de toute autre cause;
c) comme portant atteinte à la position de chaque Partie Contractante en ce qui concerne la reconnaissance ou la non reconnaissance par cette Partie, du droit de souveraineté, d'une revendication ou d'une base de revendication de souveraineté territoriale de tout autre Etat, dans l'Antarctique.

2. Aucun acte ou activité intervenant pendant la durée du présent Traité ne constituera une base permettant de faire valoir, de soutenir ou de contester une revendication de souveraineté territoriale dans l'Antarctique, ni ne créera des droits de souveraineté dans cette région. Aucune revendication nouvelle, ni aucune extension d'une revendication de souveraineté territoriale précédemment affirmée, ne devra être présentée pendant la durée du présent Traité.

ARTICLE V.

1. Toute explosion nucléaire dans l'Antarctique est interdite, ainsi que l'élimination dans cette région de déchets radioactifs.

2. Au cas où seraient conclus des accords internationaux, auxquels participeraient toutes les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire y compris les explosions nucléaires et l'élimination de déchets radioactifs, les règles établies par de tels accords seront appliquées dans l'Antarctique.

ARTICLE VI.

Les dispositions du présent Traité s'appliquent à la région située au sud du 60ème degré de latitude Sud, y compris toutes les plates-formes glaciaires; mais rien dans le présent Traité ne pourra porter préjudice ou porter atteinte en aucune façon aux droits ou à l'exercice des droits reconnus à tout Etat par le droit international en ce qui concerne les parties de haute mer se trouvant dans la région ainsi délimitée.

ARTICLE VII.

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent Traité et d'en faire respecter les dispositions, chacune des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions mentionnées à l'Article IX de ce Traité, a le droit de désigner des observateurs chargés d'effectuer toute inspection prévue au présent Article. Ces observateurs seront choisis parmi les ressortissants de la Partie Contractante qui les désigne. Leurs noms seront communiqués à chacune des autres Parties Contractantes habilitées à désigner des observateurs; la cessation de leurs fonctions fera l'objet d'une notification analogue.

2. Les observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article auront complète liberté d'accès à tout moment à l'une ou à toutes les régions de l'Antarctique.

3. Toutes les régions de l'Antarctique, toutes les stations et installations, tout le matériel s'y trouvant, ainsi que tous les navires et aéronefs aux points de débarquement et d'embarquement de fret ou de personnel dans l'Antarctique, seront accessibles à tout moment à l'inspection de tous observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article.

4. Chacune des Parties Contractantes habilitées à désigner des observateurs peut effectuer à tout moment l'inspection aérienne de l'une ou de toutes les régions de l'Antarctique.

5. Chacune des Parties Contractantes doit, au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité en ce qui la concerne, informer les autres Parties Contractantes et par la suite leur donner notification préalable:

(*a*) de toutes les expéditions se dirigeant vers l'Antarctique ou s'y déplaçant, effectuées à l'aide de ses navires ou par ses ressortissants, de toutes celles qui seront organisées sur son territoire ou qui en partiront;

(*b*) de l'existence de toutes stations occupées dans l'Antarctique par ses ressortissants;

(*c*) de son intention de faire pénétrer dans l'Antarctique, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 1 du présent Traité, du personnel ou du matériel militaires quels qu'ils soient.

ARTICLE VIII.

1. Afin de faciliter l'exercice des fonctions qui leur sont dévolues par le présent Traité et sans préjudice des positions respectives prises par les Parties Contractantes en ce qui concerne la juridiction sur toutes les autres personnes dans l'Antarctique, les observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article VII et le personnel scientifique faisant l'objet d'un échange aux termes de l'alinea 1-(*b*) de l'Article III du Traité ainsi que les personnes qui leur sont attachées et qui les accompagnent, n'auront à répondre que devant la juridiction de la Partie Contractante dont ils sont ressortissants, en ce qui concerne tous actes ou omissions durant le séjour qu'ils effectueront dans l'Antarctique pour y remplir leurs fonctions.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent Article et en attendant l'adoption des mesures prévues à l'alinéa 1-(*e*) de l'Article IX, les Parties Contractantes se trouvant parties à tout différend relatif à l'exercice de la juridiction dans l'Antarctique devront se consulter immédiatement en vue de parvenir à une solution acceptable de part et d'autre.

ARTICLE IX.

1. Les représentants des Parties Contractantes qui sont mentionnées au préambule du présent Traité se réuniront à Canberra dans les deux mois suivant son entrée en vigueur et, par la suite, à des intervalles et en des lieux appropriés, en vue d'échanger des informations, de se consulter sur des questions d'intérêt commun concernant l'Antarctique, d'étudier, formuler et recommander à leurs Gouvernements des mesures destinées à assurer le respect des principes et la poursuite des objectifs du présent Traité, et notamment des mesures:

(*a*) se rapportant à l'utilisation de l'Antarctique à des fins exclusivement pacifiques;

(*b*) facilitant la recherche scientifique dans l'Antarctique;

(*c*) facilitant la coopération scientifique internationale dans cette région;

(*d*) facilitant l'exercice des droits d'inspection prévus à l'Article VII du présent Traité;

(*e*) relatives à des questions concernant l'exercice de la juridiction dans l'Antarctique;

(*f*) relatives à la protection et à la conservation de la faune et de la flore dans l'Antarctique.

2. Toute Partie Contractante ayant adhéré au présent Traité conformément aux dispositions de l'Article XIII a le droit de nommer des représentants qui participeront aux réunions mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, aussi longtemps qu'elle démontre l'intérêt qu'elle porte à l'Antarctique en y menant des activités substantielles de recherche scientifique telles que l'établissement d'une station ou l'envoi d'une expédition.

3. Les rapports des observateurs mentionnés à l'Article VII du présent Traité seront transmis aux représentants des Parties Contractantes qui participent aux réunions mentionnées au paragraphe 1 du présent Article.

4. Les mesures prévues au paragraphe 1 du présent Article prendront effet dès leur approbation par toutes les Parties Contractantes dont les représentants étaient habilités à participer aux réunions tenues pour l'examen desdites mesures.

5. L'un quelconque ou tous les droits établis par le présent Traité peuvent être exercés dès son entrée en vigueur, qu'il y ait eu ou non, comme il est prévu au présent Article, examen, proposition ou approbation de mesures facilitant l'exercice de ces droits.

Article X.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à prendre des mesures appropriées, compatibles avec la Charte des Nations Unies, en vue d'empêcher que personne n'entreprenne dans l'Antarctique aucune activité contraire aux principes ou aux intentions du présent Traité.

Article XI.

1. En cas de différend entre deux ou plusieurs des Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Traité, ces Parties Contractantes se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation, enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Tout différend de cette nature qui n'aura pu être ainsi réglé, devra être porté, avec l'assentiment dans chaque cas de toutes

les parties en cause, devant la Cour Internationale de Justice en vue de règlement; cependant l'impossibilité de parvenir à un accord sur un tel recours ne dispensera aucunement les parties en cause de l'obligation de continuer à rechercher la solution du différend par tous les modes de règlement pacifique mentionnés au paragraphe 1 du présent Article.

ARTICLE XII.

1. (*a*) Le présent Traité peut être modifié ou amendé à tout moment par accord unanime entre les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX. Une telle modification ou un tel amendement entrera en vigueur lorsque le Gouvernement dépositaire aura reçu de toutes ces Parties Contractantes avis de leur ratification;

(*b*) Par la suite une telle modification ou un tel amendement entrera en vigueur à l'égard de toute autre Partie Contractante lorsqu'un avis de ratification émanant de celle-ci aura été reçu par le Gouvernement dépositaire. Chacune de ces Parties Contractantes dont l'avis de ratification n'aura pas été reçu dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la modification ou de l'amendement conformément aux dispositions de l'alinéa 1-(*a*) du présent Article, sera considérée comme ayant cessé d'être partie au présent Traité à l'expiration de ce délai.

2. (*a*) Si à l'expiration d'une période de trente ans à dater de l'entrée en vigueur du présent Traité, une des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, en fait la demande par une communication adressée au Gouvernement dépositaire, une Conférence de toutes les Parties Contractantes sera reunie aussitôt que possible, en vue de revoir le fonctionnement du Traité.

(*b*) Toute modification ou tout amendement au présent Traité, approuvé à l'occasion d'une telle Conférence par la majorité des Parties Contractantes qui y seront représentées, y compris la majorité des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, sera communiqué à toutes les Parties Contractantes par le Gouvernement dépositaire, dès la fin de la Conférence, et entrera en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article.

(*c*) Si une telle modification ou un tel amendement n'est pas entré en vigueur, conformement aux dispositions de l'alinéa 1-(*a*) du présent Article, dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle toutes les Parties Contractantes en auront reçu communication, toute Partie Contractante peut, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Gouvernement dépositaire qu'elle cesse d'être partie au présent Traité; ce retrait prendra effet deux ans après la réception de cette notification par le Gouvernement dépositaire.

ARTICLE XIII.

1. Le présent Traité sera soumis à la ratification des Etats signataires. Il restera ouvert à l'adhésion de tout Etat membre des Nations Unies, ou de tout autre Etat qui pourrait être invité à adhérer au Traité avec le consentement de toutes les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions mentionnées à l'Article IX du Traité.

2. La ratification du présent Traité ou l'adhésion à celui-ci serà effectuée par chaque Etat conformément à sa procédure constitutionelle.

3. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés près le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qua sera le Gouvernement dépositaire.

4. Le Gouvernement dépositaire avisera tous les Etats signataires et adhérents de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion ainsi que de la date d'entrée en vigueur du Traité et de toute modification ou de tout amendement qui y serait apporté.

5. Lorsque tous les Etats signataires auront déposé leurs instruments de ratification, le présent Traité entrera en vigueur pour ces Etats et pour ceux des Etats qui auront déposé leurs instruments d'adhésion. Par la suite, le Traité entrera en vigueur pour tout Etat adhérent, à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

6. Le présent Traité sera enregistré par le Gouvernement depositaire conformement aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XIV.

Le présent Traité, rédigé dans les langues anglaise, française, russe et espagnole, chaque version faisant également foi, sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en transmettra des copies certifiées conformes aux Gouvernements des Etats signataires ou adhérents.

THE ANTARCTIC TREATY

The Governments of Argentina, Australia, Belgium, Chile, the French Republic, Japan, New Zealand, Norway, the Union of South Africa, the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America.

Recognizing that it is in the interest of all mankind that Antarctica shall continue forever to be used exclusively for peaceful purposes and shall not become the scene or object of international discord;

Acknowledging the substantial contributions to scientific knowledge resulting from internazional cooperation in scientific investigation in Antarctica;

Convinced that the establishment of a firm foundation for the continuation and development of such cooperation on the basis of freedom of scientific investigation in Antarctica as applied during the International Geophysical Year accords with the interests of science and the progress of all mankind;

Convinced also that a treaty ensuring the use of Antarctica for peaceful purposes only and the continuance of international harmony in Antarctica will further the purposes and principles embodied in the Charter of the United Nations;

Have agreed as follows:

ARTICLE I.

1. Antarctica shall be used for peaceful purposes only. There shall be prohibited, *inter alia*, any measures of a military nature, such as the establishment of military bases and fortifications, the carrying out of military maneuvers, as well as the testing of any type of weapons.

2. The present Treaty shall not prevent the use of military personnel or equipment for scientific research or for any other peaceful purpose.

ARTICLE II.

Freedom of scientific investigation in Antarctica and cooperation toward that end, as applied during the International Geophysical Year, shall continue, subject to the provisions of the present Treaty.

ARTICLE III.

1. In order to promote international cooperation in scientific investigation in Antarctica, as provided for in Article II of the present Treaty, the Contracting Parties agree that, to the greatest extent feasible and practicable:

(*a*) information regarding plans for scientific programs in Antarctica shall be exchanged to permit maximum economy and efficiency of operations;

(*b*) scientific personnel shall be exchanged in Antarctica beetween expeditions and stations;

(*c*) scientific observations and results from Antarctica shall be exchanged and made freely available.

2. In implemeting this Article, every encouragement shall be given to the establishment of cooperative working relations with those Specialized Agencies of the United Nations and other international organizations having a scientific or technical interest in Antarctica.

ARTICLE IV.

1. Nothing contained in the present Treaty shall be interpreted as:

(*a*) a renunciation by any Contracting Party of previously asserted rights of claims to territorial sovereignty in Antrctica;

(*b*) a renunciation or diminution by any Contracting Party of any basis of claim to territorial sovereignty in Antarctica which it may have whether as result of its activities or those of its nationals in Antarctica, or otherwise;

(*c*) prejudicing the position of any Contracting Party as regards its recognition or non-recognition of any other State's right of or claim or basis of claim to territorial sovereignty in Antarctica.

2. No acts or activities taking place while the present Treaty in in force shall constitute a basis for asserting, supporting or denying a claim to territorial sovereignty in Antarctica or create any rights of sovereignty in Antarctica. No new claimfi or enlargement of an existing claim, to territorial sovereignty in Antarctica shall be asserted while the present Treaty is in force.

ARTICLE V.

1. Any nuclear explosions in Antarctica and the disposal there of radioactive waste material shall be prohibited.

2. In the event of the conclusion of international agreements concerning the use of nuclear energy, including nuclear explosions and the disposal of radioactive waste material, to which all of the Contracting Parties whose representatives are entitled to partecipate in the meetings provided for under Article IX are parties, the rules established under such agreements shall apply in Antarctica.

ARTICLE VI.

The provisions of the present Treaty shall apply to the area south of 60° South Latitude, including all ice shelves, but nothing in the present Treaty shall prejudice or in any way affect the rigts, or the exercise of the rights, of any State under international law with seas within that area.

ARTICLE VII.

1. In order to promote tha objectives and ensure the observance of the provisions of the present Treaty each Contracting Party whose representatives are entitled to participate in the meetings referred to in Article IX of the Treaty shall have the right to designate observers to carry out any inspection provided for by the present Article. Observers shall be nationals of the Contracting Parties which designate them. The names of observers shall be communicated to every other Contracting Party having the right to designate observers, and like notice shall be given of the termination of their appointment.

2. Each observer designated in accordance with the provisions of paragraph 1 of this Article shall have complete freedom of access at any time to any or all areas of Antarctica.

3. All areas of Antarctica, including all stations, installations and equipment within those areas, and all ships and aircraft at points of discharging or embarking cargoes or personnel in Antarctica, shall be open at all times to inspection by any observers designated in accordance with paragraph 1 of this Article.

4. Aerial observation may be carried out at any time over any or all areas of Antarctica by any of the Contracting Parties having the right to designate observers.

5. Each Contracting Party shall, at the time when the present Treaty enters into force for it, inform the other Contracting Parties, and thereafter shall give them notice in advance, of

(*a*) all expeditions to and within Antarctica, on the part of its ships or nationals, and all expeditions to Antarctica organized in or-proceeding from its territory;

(*b*) all stations in Antarctica occupied by its nationals; and

(*c*) any military personnel or equipment intended to be introduced by it into Antarctica subject to the conditions prescribed in paragraph 2 of Article I of the present Treaty.

ARTICLE VIII.

1. In order to facilitate the exercise of their functions under the present Treaty, and without prejudice to the respective positions of the Contracting Parties relating to jurisdiction over all other persons in Antarctica, observers designated under paragraph 1 of Article VII and scientific personnel exchanged under subparagraph 1-(*b*) of Article III of the Treaty, and members of the staff accompanying any such persons, shall be subject only to the jurisdiction of the Contracting Party of which they are nationals in respect of all acts or omissions occurring while they are in Antartica for the purpose of exercising their functions.

2. Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of this Article, and pending the adoption of measures in persuance of subparagraph 1-(*e*) of Article IX, the Contracting Parties concerned in any case of dispute with regard to the exercise of jurisdiction in Antarctica shall immediately consult together with a view to reaching a mutually acceptable solution.

ARTICLE IX.

1. Representatives af the Contracting Parties named in the preamble to the present Treaty shall meet at the City of Canberra within two months after the date of entry into force of the Treaty, and thereafter at suitable intervals and places, for the purpose of exchanging information, consulting together on matters of common interest pertaining to Antarctica, and formulating and considering, and recommending to their Governments, measures in fultherance of the principles and objectives of the Treaty, including measures regarding:

(*a*) use of Antarctica for peaceful purpose only;

(*b*) facilitation of scientific research in Antarctica;

(*c*) facilitation of international scientific cooperation in Antarctica;

(*d*) facilitation of the exercise of the rights of inspection provided for in Article VII of the Treaty;

(*e*) questions relating to the exercise of jurisdiction in Antarctica;

(*f*) preservation and conservation of living resources in Antarctica.

2. Each Contracting Party which has become a party to the present Treaty by accession under Article XIII shall be entitled to appoint respectives to participate in the meetings referred to in paragraph 1 of the present Article, during such time as that Contracting Party demonstrates its interest in Antarctica by conducting substantial scientific research activity there, such as the establishment of a scientific station or the despatch of a scientific expedition.

3. Reports from the observers referred to in Article VII of the present Treaty shall be transmitted to the representatives of the Contracting Parties participating in the meetings referred to in paragraph 1 of the present Article.

4. The measures referred to in paragraph 1 of this Article shall become effective when approved by all the Contracting Parties whose representatives were entitled to participate in the meetings held to consider those measures.

5. Any or all of the rights established in the present Treaty may be exercised as from the date of entry into force af the Treaty whether or not any measures faciliting the exercise of such rights have been proposed, considered or approved as provided in this Article.

ARTICLE X.

Each of the Contracting Parties undertakes to exert appropriate efforts, consistent with the Charter of the United Nations, to the end that no one engages in any activity in Antarctica contrary to the principles or purposes of the present Treaty.

ARTICLE XI.

1. If any dispute arises between two or more of the Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Treaty, those Contracting Parties shall consult among themselves with a view to having dispute resolved by negotiation, inquiry, mediation, conciliation, arbitration, judical settlement or other peaceful means of their own choice.

2. Any dispute of this character not so resolved shall with the consent, in each case, of all parties to the dispute, be referred to the International Court of Justice for settlement; but failure to reach agreement on reference to the International Court shall not absolve parties to the dispute from the responsability of continuing to seek to resolve it by any of the various peaceful means referred to in paragraph 1 of this Article.

ARTICLE XII.

1. (*a*) The present Treaty may be modified or armed at any time by unanimous agreement of the Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX. Any such modification or amendment shall enter into force when the depositary Government has received notice from all such Contracting Parties that they have ratified it.

(*b*) Such modification or amendment shall thereafter enter into force as to any other Contracting Party when notice of ratification by it has received by the depositary Government. Any such Contracting Party from which no notice of ratification is received whitin a period of two years from the date of entry into force of the modification or amendment in accordance with the provisions of subparagraph 1-(*a*) of this Article shall be deemed to have withdrawn from the present Treaty on the date of the expiration of such period.

2. (*a*) If after the expiration of thirdy years from the date of entry into force of the present Treaty, any of the Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX so requests by a communication addressed to the depositary Government, a Conference of all the Contracting Parties shall be held as soon as practicable to review the operation of the Treaty.

(*b*) Any modification or amendment to the present Treaty which is approved at such a Conferenze by a majority of the Contracting Parties there represented, including a majority of those whose representatives are entitled to partecipate in the meetings provided for under Article IX, shall be communicated by depositary Government to all the Contracting Partiese immediately after the termination of the Conference and shall enter into force in accordance with the provisions of paragraph 1 of the present Article.

(*c*) If any such modification or amendment has not entered into force in accordance with the provisions of subparagraph 1-(*a*) of this Article within a period of two years after the date of its communication to all the Contracting Parties, any Contracting Party may at any time after the expiration of that period give notice to the depositary Government of its withdrawal from the present Treaty; and suc hwithdrawal shall take effect two years after the receipt of the notice by the depositary Government.

ARTICLE XIII.

1. The pre sent Treaty shall be subject to ratification by the signatory States. It shall be open for accession by any State which is a Member of the United Nations, or by any other State which ma be invited to accede to the Treaty with the consent of all the

Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX of the Traety.

2. Ratification of or accession to the present Treaty shall be effected by each State in accordance with its constitutional processes.

3. Instruments of ratification and instruments of accession shall be deposited with the Government of the United States of America, hereby designated as the depositary Government.

4. The depositary Government shall inform all signotory and acceding States of the date of each deposit of an instrument of ratificatio nor accession, and the date of entry into force of the Treoty and of any modification or amendment thereto.

5. Upon the deposit of ınstruments of ratification by all the signatory States, the present Treaty shall enter into force for those States and for State which have deposited instruments of accession. Thereafter the Treaty shall enter ınto force for any accending State upon the deposit of its instrument of accessıon.

6. The present Treaty shall be registered by the depositary Government pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

ARTICLE XIV.

The present Treaty, done in the English, French, Russian and Spanish languages, each versıon being equally authentic, shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America, which shall transmit duly certified copies thereof to the Government of the sıgnatory and accending States.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont apposé leur signature au présent Traité.
FAIT à Washington le premıer décembre mille neuf cent cinquante-neuf.

IN WETNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized, have sıgned the present Treaty.
DONE at Washington this first day of December, one thousand nine hundred and fifty-nine.

Pour l'Argentine
For Argentina

ADOLFO SCILIGO
F. BELLO

Pour l'Australie
For Australia

HOWARD BEALE

Pour la Belgique
For Belgium

OBERT DE THIEUSIES

Pour le Chili
For Chile

MARCIAL MORA M.

E. GAJARDO V.

JULIO ESCUDERO

Pour la République Française
For the French Republic

PIERRE CHARPENTIER

Pour le Japon

KOICHIRO ASAKAI

T. SHIMODA

Pour la Nouvelle-Zélande
For New Zealand

G. D. L. WHITE

Pour la Norvège
For Norway

PAUL KOHT

Pour l'Union Sud-Africaine
For the Union of South Africa

WENTZEL C. DU PLESSIS

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques
For the Union of Soviet Socialist Republics

V. KUZNETSOV

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
For the United Kingdom of Great Britain and Northtrn Ireland

HAROLD CACCIA

Pour les États-Unis d'Amérique
For the United States of America

HERMAN PHLEGÉR

PAUL C. DANIELS

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel trattato.

TRATTATO SULL'ANTARTIDE

I Governi dell'Argentina, dell'Australia, del Belgio, del Cile, della Repubblica francese, del Giappone, della Nuova Zelanda, della Norvegia, dell'Unione del Sud-Africa, dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord, e degli Stati Uniti d'America,

Riconoscendo che è nell'interesse dell'intera umanità che l'Antartide continui ad essere sempre usata esclusivamente a fini pacifici e non divenga teatro od oggetto di discordie internazionali;

Apprezzando i contributi sostanziali apportati alla conoscenza scientifica dalla cooperazione internazionale in materia di ricerca scientifica nell'Antartide;

Convinti che la creazione di basi solide per la continuazione e lo sviluppo di tale cooperazione fondata sulla libertà della ricerca scientifica nell'Antartide quale è stata praticata nel corso dell'Anno Geofisico Internazionale è conforme agli interessi della scienza e del progresso dell'intera umanità;

Persuasi inoltre che un Trattato che assicuri l'uso dell'Antartide per soli scopi pacifici nonché il mantenimento della concordia internazionale nell'Antartide favorirà gli scopi ed i princìpi contenuti nella Carta delle Nazioni Unite;

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

1. L'Antartide verrà usata a soli scopi pacifici. Verrà proibita, tra l'altro, ogni misura di natura militare, quale la creazione di basi e fortificazioni militari, lo svolgimento di manovre militari, nonché il collaudo di qualsiasi tipo di armi.

2. Il presente Trattato non vieterà l'uso di personale o di attrezzature militari per la ricerca scientifica o per ogni altro scopo pacifico.

ARTICOLO II.

Conformemente alle disposizioni del presente Trattato, proseguiranno la libertà della ricerca scientifica nell'Antartide e la cooperazione a tale fine, come sono state applicate nel corso dell'Anno Geofisico Internazionale.

ARTICOLO III.

1. Allo scopo di promuovere la cooperazione internazionale nel campo della ricerca scientifica nell'Antartide, come previsto dall'articolo II del presente Trattato, le Parti Contraenti convengono che, nella più larga misura possibile ed attuabile:

a) vengano scambiate informazioni relative a piani per attuare programmi scientifici nell'Antartide al fine di permettere la massima economia ed efficienza delle operazioni;

b) venga scambiato il personale scientifico nell'Antartide fra spedizioni e stazioni;

c) vengano scambiati e resi liberamente disponibili le osservazioni scientifiche ed i risultati ottenuti nell'Antartide.

2. Nell'applicazione del presente Articolo, verrà dato ogni incoraggiamento alla creazione di relazioni di lavoro cooperative con le agenzie specializzate delle Nazioni Unite ed altre organizzazioni internazionali che abbiano interessi scientifici o tecnici nell'Antartide.

ARTICOLO IV.

1. Nessuna disposizione del presente Trattato dovrà essere interpretata come:

a) una rinuncia da parte di ogni Parte Contraente a diritti fatti valere precedentemente od a rivendicazioni alla sovranità territoriale nell'Antartide;

b) una rinuncia o diminuzione da parte di ogni Parte Contraente ad ogni base di rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide che essa possa avere sia quale risultato delle proprie attività o di quelle dei propri cittadini nell'Antartide, o altrimenti;

c) pregiudizievole alla posizione di ogni Parte Contraente per quanto attiene al proprio riconoscimento o mancato riconoscimento del diritto di ogni altro Stato o rivendicazione o base di rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide.

2. Nessun atto od attività che abbia luogo mentre il presente Trattato è in vigore costituirà la base per asserire, sostenere o negare una rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide, né per creare alcun diritto alla sovranità dell'Antartide. Nessuna nuova rivendicazione od estensione di una rivendicazione esistente alla sovranità territoriale nell'Antartide potrà essere fatta valere mentre il presente Trattato è in vigore.

ARTICOLO V.

1. Sarà vietata ogni esplosione nucleare nell'Antartide nonché il deposito in detta regione di scorie radioattive.

2. In caso di conclusione di accordi internazionali relativi all'uso dell'energia nucleare, incluse le esplosioni nucleari e la eliminazione di scorie radioattive, ai quali siano parti tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti sono autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX, verranno applicate all'Antartide le norme stabilite in base a tali Accordi.

ARTICOLO VI.

Le disposizioni del presente Trattato si applicheranno all'area situata a sud del 60° di latitudine sud, ivi incluse tutte le piattaforme di ghiaccio, ma nulla nel presente Trattato potrà pregiudicare o in ogni modo ledere i diritti, o l'esercizio dei diritti di ogni Stato in base al diritto internazionale per quanto riguarda le zone di alto mare poste all'interno di tale area.

ARTICOLO VII.

1. Al fine di raggiungere gli obiettivi e di assicurare l'osservanza delle disposizioni del presente Trattato, ciascuna Parte Contraente i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX del Trattato avrà il diritto di designare degli osservatori per effettuare qualsiasi ispezione prevista dal presente Articolo. Gli osservatori dovranno essere cittadini delle Parti Contraenti che li hanno designati. I nomi degli osservatori dovranno essere comunicati ad ogni altra Parte Contraente che abbia diritto a designare osservatori, ed analogamente dovrà essere data notizia relativamente alla cessazione del loro incarico.

2. Ogni osservatore designato in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo dovrà avere completa libertà di accesso in ogni momento ad una od a tutte le aree dell'Antartide.

3. Tutte le aree dell'Antartide, incluse tutte le stazioni, installazioni ed attrezzature all'interno di tali aree, nonché tutte le navi ed aeromobili nei punti di sbarco o imbarco a bordo di merci o personale nell'Antartide, dovranno essere aperte in ogni momento all'ispezione di ogni osservatore designato in conformità del paragrafo 1 del presente Articolo.

4. Potranno essere effettuate osservazioni aeree in ogni momento su una o tutte le aree dell'Antartide da parte di ogni Parte Contraente che abbia diritto a designare osservatori.

5. Ciascuna Parte Contraente dovrà, al momento dell'entrata in vigore del presente Trattato nei suoi confronti, informare le altre Parti Contraenti, e successivamente notificare ad esse in anticipo:

a) tutte le spedizioni verso l'Antartide o all'interno di essa, da parte di proprie navi o cittadini, nonché tutte le spedizioni verso l'Antartide organizzate o provenienti dal proprio territorio;

b) tutte le stazioni nell'Antartide occupate da propri cittadini;

c) ogni attrezzatura o personale militare che intenda essere portato da essa nell'Antartide subordinatamente alle condizioni del paragrafo 2 dell'Articolo I del presente Trattato.

ARTICOLO VIII.

1. Allo scopo di facilitare l'esercizio delle proprie funzioni in base al presente Trattato, e senza pregiudicare le rispettive posizioni delle Parti Contraenti relative alla giurisdizione su tutte le altre persone nell'Antartide, gli osservatori designati in base al paragrafo 1 dell'Articolo VII ed il personale scientifico scambiato in base al sottoparagrafo 1-(*b*) dell'Articolo III del Trattato, nonché i membri del personale che accompagnino tali persone, saranno soggetti unicamente alla giurisdizione della Parte Contraente della quale essi sono cittadini per tutti gli atti od omissioni che si siano verificati mentre essi si trovano nell'Antartide allo scopo di esercitare le proprie funzioni.

2. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo, e in attesa dell'adozione di misure in esecuzione del sottoparagrafo 1-(*e*) dell'Articolo IX, le Parti Contraenti interessate in ogni caso di controversia relativamente all'esercizio della giurisdizione nell'Antartide dovranno immediatamente consultarsi al fine di raggiungere una soluzione accettabile da tutte.

ARTICOLO IX.

1. I rappresentanti delle Parti Contraenti menzionate nel preambolo del presente Trattato si incontreranno nella città di Canberra entro due mesi dalla data di entrata in vigore del Trattato, e successivamente a intervalli e in luoghi adeguati, allo scopo di scambiare informazioni, di consultarsi su questioni di comune interesse relative all'Antartide, di formulare e considerare, nonché di raccomandare ai propri Governi delle misure destinate ad assicurare il rispetto dei princìpi, il perseguimento degli obiettivi del Trattato, incluse misure relative:

a) all'uso dell'Antartide a soli fini pacifici;

b) alla facilitazione della ricerca scientifica nell'Antartide;

c) alla facilitazione della cooperazione scientifica internazionale nell'Antartide;

d) alla facilitazione dell'esercizio dei diritti di ispezione previsti dall'Articolo VII del Trattato;

e) ai problemi relativi all'esercizio della giurisdizione nell'Antartide;

f) alla preservazione ed alla conservazione della fauna e della flora nell'Antartide.

2. Ciascuna Parte Contraente che sia divenuta Parte del presente Trattato mediante adesione in base all'Articolo XIII avrà diritto a nominare rappresentanti a partecipare alle riunioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo, per tutto il tempo in cui tale Parte Contraente dimostri il proprio interesse nell'Antartide conducendo sostanziali attività di ricerca scientifica in tale territorio, quali la creazione di una stazione scientifica o l'invio di una spedizione scientifica.

3. Verranno trasmesse ai rappresentanti delle Parti Contraenti che partecipino alle riunioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo le relazioni degli osservatori di cui all'Articolo VII del presente Trattato.

4. Le misure di cui al paragrafo 1 del presente Articolo acquisteranno efficacia quando verranno approvate da tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti siano stati autorizzati a partecipare alle riunioni indette allo scopo di studiare tali misure.

5. Uno qualsiasi o la totalità dei diritti stabiliti nel presente Trattato potranno essere esercitati a partire dalla data di entrata in vigore del Trattato sia che le misure istituite allo scopo di facilitare l'esercizio di detti diritti siano state o meno proposte, studiate o approvate come previsto dal presente Articolo.

ARTICOLO X.

1. Nel caso abbia a sorgere una controversia fra due o più Parti Contraenti sull'interpretazione o l'applicazione del presente Trattato, tali Parti Contraenti si consulteranno fra loro al fine di comporre la controversia mediante negoziato, inchiesta, mediazione, conciliazione, arbitrato, componimento giudiziale o altri mezzi pacifici di loro propria scelta.

2. Ogni controversia di questo tipo che non venga composta in tale modo, dovrà, con il consenso in ogni caso di tutte le parti in controversia, essere deferita alla Corte Internazionale di Giustizia perché venga risolta; tuttavia il mancato accordo sul deferimento alla Corte Internazionale non dispensera le parti in controversia dall'obbligo di continuare a cercare di comporre la controversia con uno qualsiasi dei mezzi pacifici di cui al paragrafo 1 del presente Articolo.

ARTICOLO XII.

1. *a*) Il presente Trattato potrà essere modificato od emendato in ogni momento col consenso unanime delle Parti Contraenti i cui rappresentanti abbiano diritto a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX. Ogni modifica od emendamento di tale genere entrerà in vigore quando il Governo depositario avrà ricevuto notifica da tutte le Parti Contraenti interessate che esse lo hanno ratificato;

b) tale modifica od emendamento entrerà successivamente in vigore nei confronti di ogni altra Parte Contraente quando il Governo depositario avrà ricevuto comunicazione dell'avvenuta ratifica da parte di essa. Si riterrà che una Parte Contraente dalla quale non si sia ricevuta alcuna comunicazione di ratifica entro un termine di due anni dalla data di entrata in vigore della modifica o dell'emendamento in conformità alle disposizioni del sottoparagrafo 1*a*) del presente Articolo si sia ritirata dal presente Trattato, alla data dello scadere di tale termine.

2. *a*) Ove, successivamente al decorso di un termine di trenta anni dalla data di entrata in vigore del presente Trattato, una delle Parti Contraenti i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX lo richieda mediante comunicazione indirizzata al Governo depositario, sarà tenuta una conferenza di tutte le Parti Contraenti nel più breve termine possibile, allo scopo di rivedere il funzionamento del Trattato;

b) qualsiasi modifica od emendamento del presente Trattato che sia approvata nel corso di una tale conferenza dalla maggioranza delle Parti Contraenti in essa rappresentate, inclusa la maggioranza di quelle i cui rappresentanti hanno diritto a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX, verrà comunicata dal Governo depositario a tutte le Parti Contraenti immediatamente dopo la chiusura della conferenza ed entrerà in vigore in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo;

c) ove una tale modifica od emendamento non sia entrato in vigore in conformità alle disposizioni del sottoparagrafo 1 *a*) del presente Articolo entro un periodo di due anni dalla data in cui sia stato comunicato a tutte le Parti Contraenti, ogni Parte Contraente potrà in ogni momento, successivamente allo scadere di tale termine, notificare al Governo depositario il proprio ritiro dal presente Trattato, e tale ritiro avrà efficacia due anni dopo il ricevimento di detta notifica da parte del Governo depositario.

ARTICOLO XIII.

1. Il presente Trattato sarà soggetto a ratifica da parte degli Stati firmatari. Resterà aperto all'adesione da parte di ogni Stato che sia membro delle Nazioni Unite, o di ogni altro Stato che possa essere invitato ad aderire al Trattato con il consenso di tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX del Trattato stesso.

2. Ogni Stato procederà alla ratifica od all'adesione al presente Trattato in conformità alle proprie procedure costituzionali.

3. Gli strumenti di ratifica e di adesione verranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, designato quale Governo depositario.

4. Il Governo depositario informerà tutti gli Stati firmatari od aderenti della data di ogni deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione, nonché della data di entrata in vigore del Trattato e di ogni modifica od emendamento allo stesso.

5. All'atto del deposito degli strumenti di ratifica da parte di tutti gli Stati firmatari, il presente Trattato entrerà in vigore per tali Stati e per gli Stati che avranno depositato gli strumenti di adesione. Il Trattato entrerà successivamente in vigore per ogni Stato aderente all'atto del deposito del proprio strumento di adesione.

6. Il presente Trattato verrà registrato dal Governo depositario conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo XIV.

Il presente Trattato, fatto nelle lingue inglese, francese, russa e spagnola, ogni testo facente ugualmente fede, sarà depositato negli Archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, che ne trasmetterà copie conformi ai Governi degli Stati firmatari ed aderenti.

In fede di che, i Plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno apposto la propria firma al presente Trattato.

Fatto a Washington il primo dicembre millenovecentocinquantanove.

(Seguono le firme)

LEGGE 29 novembre 1980, n. 964.

Adesione all'accordo di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, con allegati, adottato a Ginevra il 15 novembre 1974, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'accordo di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, con allegati, adottato a Ginevra il 15 novembre 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 dell'accordo stesso.

Art. 3.

La quota annuale relativa alla partecipazione italiana all'accordo di cui all'articolo 1 è iscritta nello stato di previsione della spesa del Ministero della difesa in apposito capitolo da classificarsi «Spese obbligatorie».

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno finanziario 1980, valutato in lire 600 milioni, si provvede mediante corrispondente riduzione del capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — ANDREATTA — LAGORIO

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

ACCORD

de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique nord

(Genève - novembre 1974)

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE

Les gouvernements parties au présent Accord et dénommés ci-après « les Parties Contractantes »,

Notant que l'Accord sur les stations océaniques de l'Atlantique Nord, conclu à Paris le 25 février 1954, tel qu'il a été revu et reconduit, prendra fin le 30 juin 1975,

Reconnaissant qu'en plus de l'acquisition des renseignements météorologiques à l'échelon national et de leur échange entre pays, l'acquisition et l'échange des renseignements météorologiues provenant d'autres zones sont également indispensables pour permettre aux services météorologiques provenant d'autres zones sont également indispensables pour permettre aux services météorologiques des différents pays du globe de s'acquitter efficacement de leurs obligations et qu'une coopération internationale constitue le meilleur moyen d'obtenir ces renseignements,

Considérant que le système de stations océaniques de l'Atlantique Nord est indispensable pour fournir une assistance météorologique dans l'Atlantique Nord, en Europe et en Méditerranée et qu'il contribue dans une large mesure à la prestation de services dans d'autres régions de l'hémisphère Nord,

Considerant que maintes activités humaines dépendent de plus en plus des renseignements météorologiques,

Convaincus, par conséquent, de la nécessité de maintenir en service un réseau de stations océaniques de l'Atlantique Nord pour répondre aux besoins météorologiques susmentionnés en général et pour assurer la mise en oeuvre intégrale du Programme de la Veille météorologique mondiale en particulier,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

(*Definitions*).

Aux fins du présent Accord, les termes ci-après sont employés dans le sens suivant:

1) « Organisation »: L'Organisation météorologique mondiale,

2) « Secrétaire général »: Le Secrétaire général de l'Organisation;

3) « Station »: Les stations océaniques de l'Atlantique Nord indiquées dans l'annexe I au présent Accord;

4) « Navires »: Les navires en service à ces stations;

5) « Parties exploitantes »: Les Parties Contractantes qui exploitent des navires;

6) « Conseil »: Le Conseil établi en vertu du paragraphe 1) de l'article 4;

7) « Dépenses d'exploitation »: Les dépenses indiquées au paragraphe 2, section A, de l'annexe III;

8) « Dépenses d'immobilisations »: Les d'penses indiquées au paragraphe 2, section B, de l'annexe III.

ARTICLE 2.

(*Obligations des Parties Contractantes*).

Les Parties Contractantes s'engagent soit à financer, soit à fournir, entretenir, exploiter et financer les navires affectés à des stations dans l'Atlantique Nord, conformément aux dispositions contenus dans le présent Accord et dans ses annexes I, II et III, qui en font partie intégrante.

ARTICLE 3.

(*Obligations des Parties exploitantes*).

1) Les Parties exploitantes s'engagent à ce que les navires qu'elles exploitent aux stations assurent les services spécifiés dans l'annexe II au présent Accord.

2) Une Partie exploitante peut s'entendre avec une autre Partie Contractante pour que celle-ci assure temporairement les services que fournissait la première. Un arrangement de cet ordre n'entraînera aucune augmentation des obligations finanzières des autres Parties Contrastantes. Un tel arrangement et les raison qui l'ont motivé sont notifiés au Secrétaire général.

Tout arrangement semblable, ne revêtant toutefois pas un caractère temopaire, par lequel les services par une Partie exploitante seraient reprise en charge par une autre Partie Contractante, nécessite l'autorisation du Conseil.

3) Au cas où une Partie exploitante ne peut, pendant une période supérieure à quarante-cinq jours, assurer les services qui lui incombent, elle en informe les autres Parties Contractantes par l'intermédiaire du Secrétaire général en indiquant les motif et la durée probable de cette situation.

Si les circostances ainsi créées ne rencontrent pas une acceptation général, le Secrétaire général convoque une session du Conseil.

ARTICLE 4.

(Le Conseil).

1) Un Conseil est établi par le présent acte pour administrer l'Accord.

2) Le Conseil est composé de représentants de chacune des Parties Contractantes. Le Secrétaire général ou son représentant ont le droit d'assister aux session du Conseil avec des functions consultatives.

3) Chaque Partie Contractante dispose d'une seule voix.

4) Le Conseil s'acquitte notamment des fonctions suivantes:

a) suivre de près le fonctionnement du réseau et s'assurer que l'Accord est appliqué aussi efficacement et économiquement que possible;

b) coordonner le programme général des travaux aux stations;

c) approuver les nouvelles dépenses d'immobilisations importantes, telles que celles relatives à la construction de nouveaux navires, à la location de navires ou à la refonte des navires existants;

d) approuver les autres dépenses d'immobilisations, y compris les dépenses d'équipement, jusqu'à concurrence d'un montant de 100.000 livres sterling par navire au cours d'un exercice financier donné;

e) examiner et accepter les prévisions budgétaires et les relevés de comptes annuels.

5) Le Conseil est habilité à constituer des comités et des groupes de travail composés de personnes choisies parmi ses membres, pour exécuter certaines tâches qui leur auront été confiées.

6) A sa première session, le Conseil élit parmi ses membres un précident et un vice-président dont le mandat se termine à la fin du premier exercice financier. Au cours dudit exercice et de chaque exercice financier ultérieur, le Conseil élit un président et un vice-président qui exercent respectivement leurs fonctions depuis la fin de l'exercice financier au cours dequel ils ont été élus jusqu'à la fin de l'exercice financier suivant. Le président et le vice-président sont rééligibles.

7) Le secrétaire du Conseil est assuré par l'Organisation.

8) Sauf dispositions contraires du présent Accord, le Secrétaire général convoque les session du Conseil à la date arrêtée par le Conseil ou à la demande d'au moins trois Parties Contractantes.

9) Le Conseil se réunit au siège de l'Organisation, à moins qu'il n'en ait décidé autrement.

10) Le Conseil établit son propre règlement intérieur.

11) Le quorum est constitué par la majorité des Parties Contractantes.

12) Le président peut demander au Secrétaire général d'inviter des Etats qui ne sont pas parties au présent Accord et des organisations internationales à envoyer des observateurs pendant une partie ou pendant toute la durée des sessions du Conseil, sans aucune obligation financière pour les Parties Contractantes ou l'Organisation.

ARTICLE 5.

(Procedures de vote).

1) Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil prend ses décisions à la majorité simple des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote, sauf dispositions contraires du présent Accord.

2) La décision du Conseil prise en vertu du paragraphe 1) de l'article 17 est adoptée à la majorité des deux tiers de toutes les Parties Contractantes, majorité qui doit comprendre les deux tiers des voix des Parties exploitantes et les deux tiers des voiz des autres Parties Contractantes.

3) Les décisions du Conseil prises en vertu du paragraphe 4), alinéas *d*) et *e*), de l'article 4 sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote, sous réserve que l'ensemble des contributions de ces Parties Contractantes représente au moins les deux tiers du total des contributions versées par toutes les Parties Contractantes.

4) Les décisions du Conseil prises en vertu des dispositions du paragraphe 2) de l'article 3, du paragraphe 4), alinéa *c*), de l'article 4, de l'article 13 et du paragraphe 5) de l'article 19 sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présents et prenant part au vote. Les décisions qui comportent une augmentation des obligations financières des Parties Contractantes entrent en vigueur sur acceptation des deux tiers des Parties Contractantes et, pour chaque Partie Contractante restante, sur acceptation de celle-ci.

5) Toute décisio ndu Conseil de modifier le plafond stipulé au paragraphe 4), alinéa *d*), de l'article 4 est adopté à la majorité simple des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote et est immédiatement exécutoire.

6) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions du Conseil prennent effet immédiatement ou bien à une date ultérieure fixée par le Conseil.

ARTICLE 6.

(Rapports avec l'Organisation).

En administrant le présent Accord, le Conseit tient compte des programmes et des principes directeurs de l'Organisation.

ARTICLE 7.

(Principes de financement).

1) Les Parties exploitantes sont remboursées à 90 pour cent des dépenses d'exploitation qu'elles ont encourues en assurant les services convenus, conformément aux dispositions des articles 9 et 12 et de l'annexe III.

2) Les Parties exploitantes reçoivent le montant fixé pour leurs immobilisations conformément aux dispositions des articles 10 et 12 et de l'annexe III.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, il n'est pas remboursé ni payé aux Parties exploitantes des sommes supérieures au montant total des contributions effectivement reçues par l'Organisation, conformément à l'article 12, après déduction des dépenses qui doivent être remboursées à l'Organisation en vertu des dispositions du paragraphe 4) du présent article.

4) Les dépenses annuelles engagées par l'Organisation pour l'administration du présent Accord lui sont remboursées, déduction faite des intérêts échus au titre des contributions.

5) L'unité de compte est la livre sterling. Toutes les sommes payées à l'Organisation ou par elle sont versées dans l'unité de compte.

6) L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice financier commence le 1er juillet 1975 et se termine le 31 décembre 1976.

ARTICLE 8.

(Contributions volontaires).

Le Conseil peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, è condition qu'elles soient offertes a des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité du système des station océaniques de l'Atlantique Nord.

ARTICLE 9.

(Dépenses d'exploitation et d'administration).

1) Le 1[er] avril de chaque année au plus tard, chaque Partie exploitante soumet au Secrétaire général:

a) pour l'exercice financier écoulé:

i) un rapport sur l'exploitation de sa ou ses stations et sur les services qui y ont été assurés;

ii) le compte final de ses dépenses d'exploitation effectives, selon la méthode prescrite au paragraphe 2, section A, de l'annexe III;

b) pour l'exercice financier suivant, les prévisions budgétaires afférentes à ses dépenses d'exploitation, selon la méthode prescrite au paragraphe 2, section A, de l'annexe III.

2) Le 1[er] avril de chaque année au plus tard, l'Organisation prépare des prévisions budgétaires afférentes à ses dépenses pour l'exercice financier suivant.

3) Chaque Partie exploitante exprime toutes ses dépenses effectives et prévues dans sa propre monnaie. Le Secrétaire général convertit les montants indiqués dans l'unité de compte spécifiée à l'article 7, paragraphe 5), au taux de chanque officiel des Nations Unies en vigueur au 1[er] avril.

4) En soumettant leurs prévisions budg: taires, chaque Partie exploitante ainsi que l'Organisation donnent une explication complète des causes qui sont à l'origine d'éventuelles différences par rapport à leurs prévisions budgétaires pour l'exercice précédent.

ARTICLE 10.

(Dépenses d'immobilisations).

Les Parties exploitantes sont remboursées par les Parties Contractantes de leurs dépenses d'immobilisations approuvées par le Conseil; il leur est versé à cet effet une somme, fixée conformément à des tables d'annuités et au taux d'intérêt en vigueur dans leur pays, à la date de l'investissement, pour le financement de projets gouvernementaux analogues. En soumettant le compte final de leurs dépenses d'exploitation effectives et leurs prévisions budgétaires, conformément aux paragraphes 1) *a)* ii) et 1) *b)* de l'article 9, les Parties exploitantes déclarent leur droit au recouvrement des dépensès d'immobilisations, selon la metmode prescrite au paragraphe 2, section B, de l'annexe III.

ARTICLE 11.

(Acceptation des prévisions budgétaires et des relevés de comptes annuels).

1) Le Secrétaire général envoie à toutes les Parties Contractantes, avant le 1er mai, copies des prévisions budgétaires et des relevés des comptes finals mentionnés à l'article 9, accompagnées des explications soumises en application de l'article 9, paragraphe 4), et de la déclaration présentée en application de l'article 10.

2) Ensuite, le Secrétaire général convoque une sessio du Conseil, qui doit avoir lieur avant le 1er septembre au plus tard, en vue d'accepter les prévisions budgétaires et les relevés de comptes annuels.

ARTICLE 12.

(Procedure comptable).

1) Le 1er octobre au plus tard, l'Organisation présente aux Parties Contractantes un relevé de compte, dans l'unité de compte, indiquant les contributions en espèces et les droits à compensation en espèces pour l'exercice financier suivant, en tenant dûment compte des dispositions du paragraphe 1) de l'article 7. Ce relevé:

a) est établi sur la base des éléments suivants:

i) les prévisions des dépenses d'exploitation acceptées par le Conseil et le recouvrement des dépenses d'immobilisations approuvées par le Conseil;

ii) les différences entre les prévisions de dépenses utilisées comme base de calcul des contributions en espèces et des droits à compensation en espèces pour l'exercice financier précédent, d'une part, et les relevés de comptes annuels acceptés par le Conseil, d'autre part;

iii) les ajustements aux droits à compensation en espèces des Parties exploitantes, résultant des modifications des taux de change officiels des Nations Unies survenues entre la date, deux ans plus tôt, à laquelle les prévisions budgétaires ont été présentées et les dates, un an plus tôt, auxquelles l'Organisation dévait recevoir les sommes payées par les Parties Contractantes;

iv) les dépenses engagées par l'Organisation pour l'administration de l'Accord, y compris une session ordinaire du Conseil;

v) d'autres dépenses approuvées par le Conseil, notamment les dépenses afférentes aux sessions extraordinaires de celui-ci;

vi) les contributions volontaires versées conformément aux dispositions de l'article 8 et remises à l'Organisation le 1er septembre ou avant cette date;

b) est calculé de la manière suivante:

i) l'Organisation convertit les différences mentionnées à l'alinéa *a*) iii) ci-dessus dans l'unité de compte au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date à laquelle le compte final doit être présenté par les Parties exploitantes;

ii) le montant total de toutes contributions volontaires mentionnées à l'alinéa *a*) vi) ci-dessus est déduit du montant total des différentes sommes visées aux alinéas *a*) i) à *a*) v) ci-dessus. Le montant net des dépenses ainsi obtenu est réparti, conformément au barème des contribution figurant au paragraphe 1 de l'annexe III;

c) indique le montant net des dépenses ainsi réparties.

Dans le cas d'une Partie exploitante, les chiffres indiquées correspondent à la différence entre la somme qui lui est due et la contribution qu'elle doit payer.

2) Les Parties Contractantes paient à l'Organisation les sommes qu'elles lui doivent d'après la relevé de compte présenté. Les paiements doivent être effectués dans l'unité de compte spécifiée et en deux versements d'un montant égal, le 1er avril et le 1er octobre de l'exercice suivant.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3) de l'article 7, l'Organisation paie aux Parties exploitants, le 1er mai et le 1er novembre de chanque exercice financier, les montants qui leur sont dus d'après le relevé de compte.

4) Si une Partie exploitante constate que ses dépenses d'exploitation effectives, dans la monnaie nationale, risquent de dépasser de plus de 8 pour cent par an les dépenses prévues, elle en avise immédiatement le Secrétaire général. Celui-ci en informe toutes les Parties Contractantes.

5) Pour le premier exercice financier, les prévisions des dépenses de chaque Partie exploitante et de l'Organisation sont déterminées au paragraphe 5 de l'annexe III. Le cas échéant, ces dépenses seront confermes aux procédures indiquées dans le présent article. Trois versements d'un montant égal seront effectuées au cours du premier exercice.

Article 13.

(*Manquement aux obligations*).

Si une Partie Contractante, sans le consentement des autres Parties Contractantes, ne s'acquitte pas de la totalité ou d'une partie des obligations financières, ou autres, qui lui incombent en vertu du présent Accord, le Secrétaire général consulte les autres Parties Contractantes quant aux mesures qu'il convient de prendre

et convoque une session du Conseil, si ces consultations ne permettent pas de parvenir è un arrangement acceptable pour toutes les autres Parties Contractantes.

ARTICLE 14.

(*Arbitrage*).

1) Tout litige entre des Parties Contractantes découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et/ou de ses annexes qui n'est pas réglé entre lesdites parties par un autre moyen est soumis à un arbitrage, à la demande de l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

2) Toute Partie Contractante peut se joindre à l'une ou l'autre des parties au litige qui est soumis à l'arbitrage.

3) La sentence est rendue par trois arbitres. Chaque partie au litige désigne un arbitre. Ces deux arbitres désignent un troisième arbitre, qui est le président et qui n'aura la nationalité ni de l'une ni de l'autre partie au litige.

4) Si, dans les trois mois qui suivent la date où le litige est soumis à l'arbitrage, l'une ou l'autre des parties ne désigne pas d'arbitre, le Secrétaire général désigne celui-ci à la demande de l'autre partie. Cette même procédure s'applique si, dans un délai d'un mois à compter de la date de désignation du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne peuvent se metter d'accord sur la désignation du troisième arbitre.

5) Les arbitres établissent leur propre procédure d'arbitrage. Ils prennent leurs décisions à la majorité simple.

6) La sentence arbitrale est définitive et lie les parties. Dans le cas d'un litige concernant le sens ou la portée de la sentence, il incombe aux arbitres d'interpréter celle-ci à la demande de l'une ou l'autre des parties.

7) Chaque partie supportera les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les parties supporteront, à parts égales, les frais du troisième arbitre, ainsi que les autres dépenses afférentes à l'arbitrage.

ARTICLE 15.

(*Signature*).

1) Le présent Accord reste ouvert à la signature jusqu'au 31 mai 1975, au Siège de l'Organisation, et reste ensuite ouvert à l'adhésion.

2) Les Gouvernements des Etats Membres de l'Organisation deviennent parties au présent Accord:

a) par signature non soumise à ratification, acceptation ou applobation;

b) par signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) par adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 16.

(*Entrée en vigueur*).

1) Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les gouvernements devenus parties à l'Accord, conformément à l'article 15, y compris les gouvernements exploitant les navires conformément aux indications de l'annexe I sont, d'après le barème indiqué au paragraphe 1, alinéa *e*), de l'annexe III, suffisamment nombreux pour assurer un montant total de contributions égal à au moins 80 pour cent du montant des dépenses afférentes aux stations, qui sont indiquées au paragraphe 5, alinéa *b*), de l'annexe III. Les gouvernements qui ont permis l'entrée en vigueur de l'Accord conformément au présent paragraphe sont liés par les dispositions de l'Accord et de ses annexes à compter du 1er juillet 1975.

2) Pour les gouvernements qui deviennent parties au présent Accord après que les conditions prescrites au paragraphe 1) du présent article ont été remplies, ledit Accord prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 17.

(*Expiration*).

1) Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981 et sera par la suite reconduit tacitement d'année en année, à moins que le Conseil ne décide d'y mettre fin.

2) Si le Conseil décide de mettre fin à l'Accord, il doit prendre toutes les décisions nécessaires concernant la liquidation de l'Accord. Le Conseil peut confier cette liquidation au Secrétaire général.

3) Sauf dans les cas où le Conseil en a décidé autrement, tout solde excédentaire au moment de la liquidation est réparti entre les Parties Contractantes qui sont alors parties à l'Accord, proportionnellement aux contributions qu'elles ont versées depuis la date à laquelle elles sont devenues parties au présent Accord. Un déficit éventuel au moment de la liquidation est couvert par les Parties Contractantes qui sont alors parties à l'Accord, proportionnellement au montant de leurs contributions fixé pour l'exercice financier en cours.

ARTICLE 18.

(*Amendement*).

1) Le Secrétaire général communique à tontes les Parties Contractantes le texte de tout amendement qu'une Partie Contractante propose d'apporter au présent Accord ou à ses annexes, au moins six mois avant que la proposition d'amendement soit examinée par le Conseil. Toutefois, le Conseil peut, à la majorité simple des membres présents et prenant part au vote, décider d'examiner des amendements qui ont été communiqués moins de six mois à l'avance ou qui ont été proposés au cours de l'une des ses sessions.

2) Les amendements au présent Accord ou à ses annexes, qui comportent une augmentation des obligations financières des Parties Contractantes, ainsi que les amendements au présent paragraphe, sont approuvés par le Conseil à la majorité des deux tiers des membres présents et prenant part au vote et entrent en vigueur sur acceptation par les deux tiers des Parties Contractantes et, pour chaque Partie Contractante restante, sur acceptation de celle-ci.

3) Tout autre amendement au présent Accord ou à ses annexes entre en vigueur, pour toutes les Parties Contractantes, après avoir été approuvé à la majorité des deux tiers de toutes les Parties Contractantes.

ARTICLE 19.

(*Denonciation*).

1) Cet Accord ne peut être dénoncé par une Partie Contractante qu'après avoir été en vigueur pour cette Partie Contractante pendant une période de deux ans. Toute dénonciation du présent Accord est notifiée par écrit au Secrétaire génral.

2) La dnonciation de l'Accord prend effet à la fin de l'année suivant l'année pendant laquelle ladite dénonciation a été notifiée.

3) Si, dans le cas prévu au paragraphe 3) de l'article 3, une Partie Contractante ne peut accepter une interruption temporaire du programme d'une ou de plusieurs stations, dont le Conseil a pris note, elle a le droit, si l'interruption dure six mois consécutifs, de dénoncer l'Accord avec effet immédiat, nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article.

4) Une Partie Contractante qui a dénoncé l'Accord doit s'acquitter de ses contributions, y compris sa part des dépenses d'exploitation, exigibles jusqu'à la date à laquelle la dénonciation prend effet; elle doit également verser la part des dépenses d'immobilisation qu'il lui reste à payer pour la période d'amortissement considérée. Cependant, dans le cas prévu au paragraphe 3) du présent article, et hormis le cas de force majeure, reconnu comme tel par le Conseil, ayant causé une avarie irréparable à un navire, une Partie Contractante qui dénonce l'Accord n'est pas liée vis-à-vis des Parties Contractantes responsables de l'interruption temporaire.

5) Après avoir recu le préavis de dénonciation, le Secrétaire général consulte les autres Parties Contractantes quant aux mesures qu'il convient de prendre. Si ces consultations ne permettent pas de parvenir à un arrangement acceptable pour toutes les autres Parties Contractantes, le Secrétaire général convoque une session du Conseil pour qu'il prenne une décision appropriée.

ARTICLE 20.

(*Notification*).

Le Secrétaire général notifie aux Parties Contractantes ce qui suit:

a) toute signature de l'Accord;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) l'entrée en vigueur du présent Accord;

d) l'approbation, l'acceptation et l'entrée en vigueur de tout amendement au présent Accord ou à ses annexes;

e) toute dénonciation du présent Accord;

f) la décision de mettre fin au présent Accord;

g) toute décision prise par le Conseil en vertu des dispositions du présent Accord et la date d'entrée en vigueur de cette décision;

h) tout arrangement conclu en vertu des dispositions de l'article 3, paragraphe 2).

ARTICLE 21.

(*Enregistrement*).

Le Secrétaire général enregistre le présent Accord auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, étant dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le quinze du mois de novembre de l'an mil neuf cent soixante-quatorze, en anglais, en français, en espagnol et en russe, tous les textes faisant également foi; sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires et adhérents, au nom.

de la République fédérale d'Allemagne:

de la République d'Autriche:

du Royaume de Belgique:

du Danemark:

de l'Espagne:

de la République de Finlande:

de la République française:

R. DU CHAXEL

de la République populaire hongroise:

de l'Irelande:

de l'Islande:

HLYNUR SIGTRYGGSSON

de la République italienne:

de la Norvège:

du Royaume des Pays-Bas:

de la République populaire de Pologne:

de la République démocratique allemande:

du Royaume-uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

de la Suède:

de la Confédération suisse:

RAYMOND SCHNEIDER

de la République socialiste tchecoslovaque:

de la Tunisie:

de l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

de la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

DJURO RADINOVIC

ANNEXE I

RESEAU ET PARTIES EXPLOITANTES

Réseau de stations océaniques de l'Atlantique Nord:

Station M	66°00'N,	02°00'E
Station L	57°00'N,	20°00'W
Station R	47°00'N,	17°00'W
Station C	52°45'N,	35°30'W

Parties exploitantes:

France	**station R**
Norvège	**station M**
Pays-Bas	**station M**
Royaume-Uni	**station L**
Suède (*)	**station M**
Union des République Socialistes Soviétiques .	**station C**

(*) La Suède cessera d'être une Partie exploitante lorsque le navire (*Polarfront II*) actuellement exploité conjointement par la Norvège et la Suède sera définitivement retiré du service.

ANNEXE II

SERVICES QUE DEVRONT ASSURER LES NAVIRES-STATIONS OCEANIQUES

Les services é assurer par les navires-station océaniques sont classés en services primaires, services secondaires et autres services. Les services primaires sont les services indispensables dont la prestation est la raison principale de la mise en place des navires. Les services secondaires et autres sont les services qui sont assurés en raison de la présence des navires en station.

1. *Services primaires*

a) Des observations météorologiques seront effectuées à bord de tous les navires-stations océaniques, conformement au programme suivant:

i) observations en surface toutes les heures, comprenant tous les éléments prescrits pour les observations de navires par l'Organisation météorologique mondiale;

ii) observations quotidiennes du vent en altitude à 0000, 0,600, 1200, 1800 heures TMG et observations de la pression, de la température et de l'humidité en altitude au moins deux fois par jour (à 0000 et 1200 heures TMG), toutes ces observations devant être faites de préférence jusqu'à una altitude de 24 km ou supérieure.

b) Les observations mentionnées au paragraphe *a*) ci-dessus seront transmises rapidement aux stations côtières appropriées dans le code international prescrit par l'Organisation météorologique mondiale et, à cette fin, les communications indispensables entre les navires et la côte seront assurées.

2. *Services secondaires et autres services*

En plus des services spécifiées au paragraphe ci-dessus, les navires-stations océaniques assureront les services secondaires et les autres services qui pourront se rélever utiles, à condition que ces services n'entraînent pas d'augmentation du personnel et de lequipement de bord obligatoire, et ne compromettent pas la fourniture des services primaires.

2. 1 *Services secondaires*

a) Les observations météorologiques d'autres navires-stations océaniques pourront être reçues et retransmises en vertu d'accord nationaux ou bilatéraux.

b) Les messages d'observation météorologiques des navires marchands pourront être retransmis aux stations radio côtières.

2. 2 *Autres services*

Ces autres services comprennent:

a) la réception et la retransmission des comptes rendus AMVER des navires équipés d'une installation radiotéléphonique, dans la mesure où les navires-stations océaniques peuvent s'en acquitter dans le cadre de leurs attributions normales;

b) des services de sécurité à l'autres navires et aux aéronefs, ainsi qu'il est indiqué dans le Manuel des navires-stations oc'aniques, publié sous l'autorité du Conseil;

c) le mouillage, l'entretien et la récupération des bouées météorologiques et des bouées océanographiques;

d) l'exécution d'observations océanographiques et d'autres observations scientifiques. Les Parties exploitantes s'efforcent d'exécuter ces observations, mais sans frait pour les autres Parties Contractantes.

ANNEXE III

PRINCIPES FINANCIERS ET PROCEDURES COMPTABLES

1. *Barème des contributions*

a) Le barème des contributions est basé sur le produit de deux facteurs conceptuels, à savoir la « capacité de payer » de chaque Parties Contractante à l'Accord et l'« avantage météorologique » relatif retiré des observations météorologiques effectuées aux stations aux termes de l'Accord.

b) Trois paramètres expriment la « capacité de payer » d'une Partie Contractante: le revenu national tel qu'il est indiqué dans la publication « *Données sur le revenu national et statistiques connexes* » établie par le Bureau des statistiques des Nations Unies pour le Comité des contributions, le nombre d'unités de contributions figurant dans le barème de l'OMM, et la contribution annuelle versée à la Organisation des Nations Unies.

c) Sept paramètres expriment l'« avantage météorologique ». Pour colcules l'« avantage mgétéorologique », la position du centre du réseau est définie par la moyenne arithmétique des latitudes et des longitudes des stations qui composent la réseau défini à l'annexe I. La distance R est définie comme étant la longueur, en kilomètres, sur une terre sphérique de 6.373 km de rayon, de l'arc de grand cercle joignant le centre du réseau et la capitale de la Partie Contractante considérée. Les formules servant à déterminer le facteur repréhentant l'« avantage météorologique » M sont les suivantes:

1) *Fonction à échelons radiaux*

$0 < R < 1850$ km	$M = 1{,}00$
$1850 < R < 2780$ km	$M = 0{,}75$
$2780 < R$	$M = 0{,}50$

2) *Fonction rampe simple*

$0 < R < 930$ km	$M = 1{,}00$
$930 < R < 3700$ km	pente linéaire entre $M = 1{,}00$ à 930 km et $M = 0{,}25$ à 3700 km
3700 km $< R$	$M = 0{,}25$

3) *Fonctions rampe double*

R = 0	M = 0,33
0 < R < 1500 km	pente linéaire entre M = 0,33 à 0 km et M = 1,00 à 1500 km
R = 1500 km	M = 1,00
1500 < R < 4000 km	pente linéaire entre M = 1,00 à 1500 km et M = 0,33 à 4000 km
4000 < < R	M = 0,33

4) *Fonction danoise*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{2R + 3000 \text{ km}}$$

5) *Fonction danoise modifiée*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{3R + 3000 \text{ km}}$$

6) *Facteur de proximité*

R < 1250 km	M = 1,00
R > 1250 km	M = 1250 km/R

7) *Formule longitude/latitude*

La situation des pays étant définie par la position de leur capitale, les facteurs représentant l'« avantage météorologique » à court, moyen et long terme s'appliquent ainsi qu'il suit:

i) pour les pays situés à proximité du réseau et à l'ouest du méridien de 5°W, le facteur « avantage météorologique » est de 0,7;

ii) pour les pays situés entre les méridiens da 5°W et 50°E, le facteur « avantage météorologique » est de 1,0 à la limite occidentale, les facteurs représentant l'« avantage météorologique » à court, à la limite orientale;

iii) pour les pays situés à l'est du méridien de 50°E, le facteur « avantage météorologique » est de 0,3;

iv) pour les pays situés à l'ouest du méridien de 50°W, le facteur « avantage météorologique » est de 0,3;

v) pour les pays situés au sud du parallèle de 30°N, le facteur « avantage météorologique » est de 0,3, quelle que soit la longitude;

vi) pour les pays situés entre les parallèles de 45°N et de 30°N, le facteur « avantage météorologique » est égal aux 75/100 de la valeur indiquée aux alinéas i) et ii) ci-dessus, mais ne peut en aucun cas être inférieur à 0,3.

d) La combinaison des trois facteurs raprésentant la « capacité de payer » et des sept facteurs représentant l'« avantage météorologique » donne 21 possibilités de barèmes de contributions. La contribution de une partie à l'Accord sera exprimée en pourcentage sous forme de la moyenne des deux grandeurs suivantes:

i) la moyenne, pour le pays considéré, des contributions, exprimées en pourcentage, déduites des 21 barèmes possibles;

ii) la moyenne, pour le pays considéré, des pourcentages maximal et minimal tirés des 21 barèmes.

e) Le barème des contributions qui figure ci-après et qui a été calculé conformément aux dispositions des paragraphes *a*), *b*), *c*) et *d*) ci-dessus est destiné à servir à la mise en application du paragraphe 1) de l'article 16 de l'Accord:

Allemagne, République Fédérale d'	15,1471
Autriche	1,0995
Belgique	2,8857
Danemark	1,5179
Espagne	2,4344
Finlande	0,8919
France	13,7076
Hongrie	0,8368
Irlande	0,5670
Islande	0,1473
Italie	5,6800

Norvège	1,2815
Pays-Bas	3,0822
Pologne	2,5678
République Démocratique Allemande	2,8267
Royaume-Uni	15,6115
Suède	2,9302
Suisse	2,2234
Tchécoslovaquie	1,9860
Tunisie	0,0989
URSS	21,6899
Yougoslavie	0,7867
	100,000%

f) Le Conseil revoit, tous les trois ans et chaque fois que le nombre des Parties Contractantes est modifié, les valeurs numériques des facteurs « capacité de payer » qui sont utilisés pour le calcul du barème des contributions. Cette revisions n'est pas considérée comme un aumendement aux dispositions de la présente annexe.

2. *Méthodes de présentation des renseignements concernant les dépenses des Parties exploitantes*

A. *Dépenses d'exploitation*

Poste	Montant	Observation
1. *Total des rémunérations* (Personnel de bord – joindre l'état des traitements du personnel de chaque catègorie en service et hors service. Les dépenses et prestations de sécurité sociale doivent figurer sous une seule rubrique pour chaque catégorie de personnel)	. . . .	

Poste	Montant	Observation
1. 1 Officiers	. . . .	
1. 2 Hommes d'équipage (y compris officiers mariniers, stewards et cuisiniers)	. . . .	
1. 3 Personnel spécialisé		
a) Météorologistes	. . . .	
b) Personnel des communications	. . . .	
c) Techniciens	. . . .	
1. 4 Heures supplémentaire (total toutes categories)	. . . .	
1. 5 Dépenses secondaires concernant le personnel (frais de voyage et de subsistance, de recrutement, d'examen médical, etc., de l'équipage)	. . . .	
2. *Combustible du navire*		
2. 1 Combustible des moteurs (y compris lubrifiants)	. . . .	
2. 2 Autres combustibles – par type (cuisine, génératrices, moteur diesel, chaloupes, etc.)	. . . .	
3. *Vivres et approvisionnements*		
3. 1 Vivres, (eau comprise)	. . . .	
3. 2 Provisions de bord (pont, machines, commissariat)	. . . .	
3. 3 Matériel météorologique	. . . .	
3. 4 Matériel radio et radar	. . . .	
3. 5 Distractions (films, livres, jeux, etc.)	. . . .	
4. *Autres dépenses*		
4. 1 *Dépenses au port d'attache* (Compter dans ces dépenses toute somme qui serait ver-		

Poste	Montant	Observation
sée à une compagnie maritime pour l'exploitation de navires météorologiques pour le compte de l'Etat)	....	
4. 1. 1 Traitements, salaires, heures supplementaires au port d'attache (personnel de relève, gardiennage, etc.)	....	
4. 1. 2 Combustible consommé au port d'attache (y compris le chauffage des locaux de la base)	....	
4. 1. 3 Divers:		
i) Electricité (éclairge et force), eau	....	
ii) Enlèvement des ordures	....	
iii) Poste et téléphone	....	
iv) Déplacements et subsistance	....	
v) Provisions de la base	....	
4. 2 *Frais d'exploitation* (En cas d'escales effectuées ailleurs qu'au port d'attache, indiquer séparément les installations et services qui ont été utilisés à ces escales et les dépenses directes qui en ont ventuellement résulté).		
4. 2. 1 Droits de pilotage	....	
4. 2. 2 Droit de port	....	
4. 2. 3 Blanchissage	....	
4. 2. 4 Divers		
i)	....	
ii)	....	
iii)	....	
4. 2. 5 Assurance du navire pour couvrir le risque de responsabilité civile - 0,4 pour cent de la valeur initiale du navire	....	
5. *Entretien et revisions* (y compris le remplacement de matériel lourd endommagé tel que chaloupes, matériel radio, etc. Préciser les dépenses spéciales au moyen de notes).		

Poste	Montant	Observation
—	—	—
5. 1 Pont	. . . .	
5. 2 Machines		
5. 3 Equipement électrique	. . . .	
5. 4 Radio/radar		

B. *Dépenses d'immobilisations.*

Dépenses indirectes.

1. *Immobilisation - Port d'attache* (Compter dans ces dépenses toute somme qui serait versée à une compagnie maritime pour la exploitation de navires météorologiques pour le compte de l'Etat).

a) Immeubles:	Valeur initiale	. . . .	(au......19....)
	Valeur résiduelle	. . . .	(au......19....)
b) Equipements:	Valeur initiale	. . . .	(au......19....)
	Valeur résiduelle	. . . .	(au......19....)

1. 1 *Amortissement.*

a) Immeubles (......%)

b) Equipement (......%) . . . .

1. 2 *Intérêt.*

a) Immeubles (......%) . . . .

b) Equipement (......%) . . . .

2. *Immobilisations - Navire.*

a) Navire:	Valeur initiale	. . . .	(au......19....)
	Valeur résiduelle	. . . .	(au......19....)
b) Equipement:	Valeur initiale	. . . .	(au......19....)
	Valeur résiduelle	. . . .	(au......19....)

Poste	Montant	Observation
2. 1 *Amortissement.*		
a) Navire (......%)	....	
b) Equipement (......%)	....	
2. 2 *Intérêt.*		
a) Navire (......%)	....	
b) Equipement (......%)	....	
2. 3 Assurance pour « perte totale »	....	
Total des dépenses d'immobilisations	....	

3. *Amortissement, intérêt et assurance.*

a) Amortissement des navires, des bâtiments et de l'équipement.

On trouvera ci-après, pour chaque élément, la période d'amortissement la plus courte que les Parties exploitantes seront autorisées à utiliser:

1) Immeubles 20 ans

2) Equipement (au port d'attache ou sur les navires) 8 ans

3) Nouveaux navires 15 ans

b) Intérêt.

L'intérêt sur la valeur résiduelle des navires, des bâtiments et de l'équipement devra être imputé par les Parties exploitantes suivant le taux qui est en vigueur dans leur pays pour le financement de dépenses publiques de même nature.

c) Assurance.

Les Parties exploitantes pourront inclure un élément indicatif pour l'assurance au taux maximal annuel de: 0,5 pour cent de la valeur résiduelle du navire et de son équipement, afin de couvrir la parte totale jusqu'à cette valeur.

La parte partielle du navire et de son équipement ou les dégâts au navire et à son équipement peuvent être portés aux différents postes du paragraphe précédent au, si les réparations sont exceptionnellement importantes, au poste 2. B. 2 ci-dessus.

En cas de perte totale, les immobilisations non encore remboursées au titre de l'amortissement (c'est-à-dire la valeur d'amortissement indiquée) seront considérées comme étant récupérées par la partie intéressée par l'intermédiaire de cette assurance.

4. *Vente de navires ou d'équipement.*

Une Partie exploitante qui vend un navire ou un équipement et le remplace par un aultre doit déduire du prix d'achat de ce dernier le prix de vente du précédent et ajouter le montant ainsi obtenu à la valeur résiduelle du précédent (au sens de l'Accord), afin de déterminer le montant de la nuovelle immobilisation sur lequel l'amortissement sera calculé. Une Partie exploitante a cependant la faculté, si le Conseil est d'accord, d'apter une autre méthode pour porter en déduction le prix de vente du navire ou de l'équipement ancien.

5. *Coût pour le premier exercice financier.*

a) Les prévisions budgétaires des dépenses pour le premier exercice financier, du 1[er] juillet 1975 au 31 décembre 1976, s'élèvent à 6.540.000 livres sterling au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1[er] octobre 1974.

b) Les prévisions budgétaires des dépenses à supporter par toutes les Parties Contractantes au cours de l'exercice financier susmentionné, sur la base d'un remboursement des frais d'exploitation à 90 pour cent, s'élèvent à 5.944.500 livres sterling.

c) Les prévisions figurant au paragraphe *a*) ont été établies comme suit:

i) dépenses prévues en milliers de livres sterling:

	Dèpenses d'exploitation	Dépenses d'immobilisation	Total
	—	—	—
France	1.316	119	1.435
Norvège/Suède	586	—	586
Pays-Bas	638	97	735
Royaume-Uni	1.255	75	1.330
URSS	2.160	240	2.400

ii) les prévisions budgétaires des dépenses encourues par l'Organisation pour l'administration de l'Accord au cours du premier exercice financier sont:

54.000 livres sterling au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1[er] octobre 1974,

dans l'hypothèse qu'au cours du premier exercice financier le Conseil tiendra deux sessions d'une durée maximale d'une semaine, soit 5 jours ouvrables, chacune avec service d'interprétation dans les quatre langues officielles (anglais, français, espagnol et russe), si nécessaire.

6. *Garantie des dépenses d'immobilisations.*

a) Les Parties Contarctantes sont censées avoir accepté ce qui suit dans le dessein de maintenir en exploitation, pendant la durée de l'Accord, le réseau indiqué à l'annexe I:

i) la refonte par le Gouvernement du Royaume-Uni de deux de ses navires actuels, au prix estimé de 1.000.000 de livres sterling par navire, selon le tarif en vigueur en novembre 1974, et, conséquemment, le recouvrement par ce gouvernement de l'intégralité de ses dépenses d'immobilisations sur une période d'ammortissement de cinq ans;

ii) l'armement par le Gouvernement du Royaume de Norvège d'un navire destiné à remplacer le navire actuel, sur la base d'un contrat de location pour cinq ans, prenant effet à dater du 1[er] janvier 1977, et, conséquemment, le recouvrement par ce gouvernement de la partie des frais de location déclarée comme relevant des dépenses d'immobilisations estimées à 287.000 livres sterling par an sur la base des prix en vigueur en novembre 1974.

b) Les dépenses visées aux alinéas i) et ii) du paragraphe *a*) cidessus seront recouvrées par les gouvernements intéressés, conformément aux dispositions de l'article 10 et du paragraphe 4) de l'article 19.

c) Les Parties exploitantes qui exploiteront, au titre de l'Accord, des navires en service lorsque se terminera l'Accord sur les stations océanique de l'Atlantique Nord signé à Paris le 25 février 1954, seront en droit d'inclure la poursuite de l'amortissement de leurs dépenses d'immobilisations et devront en faire la déclaration conformément aux dispositions de l'article 10.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes *b*) et *c*) ci-dessus, une Partie exploitante qui retire définitivement un navire du service ne pourra prétendre à aucun remboursement au titre de l'amortissement ou de la location de ce navire pour la partie de la période restant à courir.

Conferenza dei rappresentanti dei Governi che avevano partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari relativa all'Accordo NAOS (1974)

RAPPORTO FINALE

OMISSIS

RÉSOLUTION 2

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

(11 juin 1975)

La Conférence,

notant:

1) l'Accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique Nord et l'Acte final de la Conférence des Plénipotentaires en vue de la conclusion d'un nouvel Accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlántique Nord (Genève, novembre 1974);

2) le fait que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'Accord, qui sont précisées dans l'article 16, n'ont pas été remplies, mais qu'il semble très probable que l'Accord entrera en vigueur durant les premiers mois de 1976,

Considerant la nécessité absolue de maintenir en service sans interruption le réseau NAOS,

Notant avec satisfaction que les Gouvernements qui seronti des Parties exploitantes son prêts à commencer l'exploitation des navires conformément aux dispositions le fait que l'Accord ne sera pas encore entré en vigueur à cette date,

Considerant cependant que ces Gouvernements ne peuvent assumer, à eux seuls, le coût de leurs activités, pas plus que l'OMM ne peut prendre en chage les dépenses administratives essentielles,

Demande aux autres Gouvernements d'effectuer, le ler octobre 1975, un versement provisionnel conformément au barème des contri-

butions figurant au paragraphe 1, alinéa *e*), de l'annexe III à l'Accord, sur la base d'un tiers des dépenses afférentes aux stations, dont le montant est indiqué au paragraphe 5, alinéa *b*) de l'annexe III et de faire, le ler avril 1976, au cas où l'Accord ne serait pas entré en vibucur au ler mars 1976, un nouveau versement provisionnel, sur la même base;

Prie l'OMM:

1) d'agir en la matière, pedant la période transitoire, en se conformant le plus stictement possible aux dispositions de l'Accord et de ses annexes, et aussi de régler ses propres dépenses essentielles;

2) de soumettre à la première session du Conseil un relevé de compte conformément à l'article 12 de l'Accord, en prenant en considération les dispositions adoptées pour la période transitoire.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

ACCORDO

di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord (Ginevra - novembre 1974)

SOMMARIO

PREMESSA

I governi parti del presente Accordo e denominati in seguito « le Parti Contraenti »,

Notando che l'Accordo sulle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, concluso a Parigi il 25 febbraio 1964, quale è stato riveduto e prorogato, avrà termine il 30 giugno 1975,

Riconoscendo che oltre all'acquisizione delle informazioni meteorologiche su scale nazionale ed al loro scambio fra paesi, l'acquisizione e lo scambio delle informazioni meteorologiche provenienti da altre zone sono ugualmente indispensabili per permettere ai servizi meteorologici dei diverzi paesi del globo di adempiere efficacemente i loro obblighi e che una cooperazione internazionale costituisce il mezzo migliore per ottenere tali informazioni,

Considerando che il sistema di stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord è indispensabile per fornire un'assistenza meteorologica nell'Atlantico del Nord, in Europa e nel Mediterraneo e che contribuisce in ragguardevole misura alla prestazione di servizi in altre regioni dell'emisfero settentrionale.

Considerando che un gran numero di attività umane dipende sempre più dalle informazioni meteorologiche,

Concinti, di conseguenza, della necessità di mantenere in servizio una rete di stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord per soddisfare le esigenze meteorologiche soprammenzionate in generale e per garantire, in particolare, la messa in opera integrale del Programma della Veglia meteorologica mondiale,

Concordano quanto segue:

ARTICOLO 1.

(*Definizioni*).

Ai fini del presente Accordo, i termini qui appresso elencati sono impiegati nel senso seguente:

1) « Organizzazione »: l'Organizzazione meteorologica mondiale;

2) « Segretario Generale »: il Segretario generale dell'Organizzazione;

3) « Stazioni »: le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord indicate nell'allegato 1 del presente Accordo;

4) « Navi »: le navi in servizio presso tali stazioni;

5) « Parti concessionarie del diritto di esercizio »: le parti Contraenti che gestiscono l'esercizio di navi;

6) « Consiglio »: il Consiglio stabilito in virtù del paragrafo 1) dell'articolo 4;

7) « Spese di esercizio »: le spese indicate al paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III;

8) « Spese di immobilizzo »: le spese indicate al paragrafo 2, sezione B, dell'allegato III.

ARTICOLO 2.

(Obblighi delle Parti Contraenti).

Le Parti Contraenti si impegnano sia a finanziare, sia a fornire, mantenente in buono stato, gestire e finanziare le navi destinate a delle stazioni nell'Atlantico del Nord, conformemente alle disposizioni contenute nel presente Accordo e nei suoi allegati I, II e III, che ne sono parte integrante.

ARTICOLO 3.

(Obblighi delle Parti concessionarie del diritto di esercizio).

1) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio si impegnano a che le navi che esse gestiscono presso le stazioni assicurino i servizi specificati nell'allegato II del presente Accordo.

2) Una Parte concessionaria del diritto di esercizio può accordarsi con un'altra Parte Contraente perché quest'ultima assicuri temporaneamente i servizi che forniva la prima. Un simile accordo non comporterà alcun aumento degli oneri finanziari delle altre Parti Contraenti. Tale accordo e le ragioni che l'hanno motivato sono notificate al Segretario generale.

Per ogni accordo di questo genere, che non rivesta tuttavia carattere temporaneo, secondo il quale un'altra parte contraente assumerebbe l'incarico dei servizi forniti da una Parte concessionaria del diritto di esercizio, è necessaria l'autorizzazione del Consiglio.

3) Nel caso in cui una Parte concessionaria del diritto di esercizio non potesse, durante un periodo superiore a quarantacinque giorni, assicurare i servizi che le incombono, ne informa le altre Parti Contraenti per il tramite del Segretario generale indicandone i motivi e la durata probabile di tale situazione.

Se le circostanze così create non incontrano un'accettazione generale, il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio.

ARTICOLO 4.

(Il Consiglio)

1) Un Consiglio è istituito con il presente Atto per amministrare l'Accordo.

2) Il Consiglio è composto da rappresentanti di ciascuna delle Parti Contraenti. Il Segretario generale o il suo rappresentante hanno il diritto di assistere alle sessioni del Consiglio con funizoni consultive.

3) Ogni Parte Contraente dispone di un solo voto.

4) Il Consiglio assolve, in particolare, le seguenti funzioni:

a) seguire da vicino il funzionamento della rete ed assicurarsi che l'Accordo sia applicato il più efficientemente ed economicamente possibile;

b) coordinare il programma generale dei lavori presso le stazioni;

c) approvare le nuove spese di importanti immobilizzi, come quelle relative alla costruzione di nuove navi, alla locazione di navi o alla riparazione di navi esistenti;

d) approvare le altre spese di immobilizzo, comprese le spese di equipaggiamento, fino alla concorrenza di una somma totale di 100.000 lire sterline per nave nel corso di un dato esercizio finanziario;

e) esaminare ed approvare le previsioni di bilancio e gli estratti conto annui.

5) Il Consiglio è autorizzato a costituire dei comitati e dei gruppi di lavoro composti di persone scelte fra i suoi membri, per assolvere alcuni compiti che saranno a loro affidati.

6) Nel corso della sua prima sessione. Il Consiglio elegge fra i suoi membri un presidente e un vice presidente il cui mandato scade alla fine del primo esercizio finanziario. Durante il suddetto esercizio e nel corso di ogni esercizio finanziario successivo, il Consiglio elegge un presidente ed un vice-presidente che esercitano rispettivamente le loro funzioni a partire dalla fine dell'esercizio finanziario nel corso del quale sono stati eletti fino alla fine dell'esercizio finanziario seguente. Il presidente ed il vice-presidente sono rieleggibili.

7) Il Sgretariato del Consiglio è assicurato dall'Organizzazione.

8) Salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo, il Segretario generale convoca le sessioni del Consiglio alla data stabilita dal Consiglio o a richiesta di almeno tre Parti Contraenti.

9) Il Consiglio si riunisce nella sede dell'Organizzazione, a meno che sia stato altrimenti deciso.

10) Il Consiglio stabilisce il proprio regolamento interno.

11) Il numero legale è costituito dalla maggioranza delle Parti Contraenti.

12) Il presidente può richiedere al Segretario Generale di invitare degli Stati che non sono parti del presente Accordo e delle organizzazioni internazionali ad inviare degli osservatori durante una parte o durante tutta la durata delle sessioni del Consiglio, senza alcun obbligo finanziario per le Parti Contraenti o l'Organizzazione.

ARTICOLO 5.

(*Procedure di voto*).

1) Nell'esercizio delle sue funzioni, il Consiglio prende le proprie risoluzioni a maggioranza semplice delle Parti Contraenti presenti e partecipanti al voto, salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo.

2) La risoluzione del Consiglio presa in virtù del paragrafo 1) dell'articolo 17 è adottata a maggioranza dei due terzi di tutte le Parti Contraenti, maggioranza che deve comprendere i due terzi dei voti delle Parti concessionarie del diritto di esercizio ed i due terzi dei voti delle altre Parti Contraenti.

3) Le risoluzioni del Consiglio prese in virtù del paragrafo 4), lettere *d*) ed *e*), dell'articolo 4 sono adottate a maggioranza dei due terzi delle Parti Contraenti presenti e prendenti parte al voto, con la riserva che l'insieme dei contributi di tali Parti Contraenti rappresenti almeno i due terzi del totale dei contributi versati da tutte le Parti Contraenti.

4) Le risoluzioni del Consiglio prese in virtù delle disposizioni del paragrafo 2) dell'articolo 3, del paragrafo 4), lettera *c*), dell'articolo 4, dell'articolo 13 e del paragrafo 5) dell'articolo 19 sono adottate a maggioranza dei due terzi delle Parti Contraenti presenti e prendenti parte al voto. Le risoluzioni che comportano un aumento degli oneri finanizari delle Parti Contraenti entrano in vigore con approvazione dei due terzi delle Parti Contraenti e, per ogni Parte Contraente restante. con approvazione di quest'ultima.

5) Qualsiasi risoluzione del Consiglio di modificare il limite massimo stabilito al paragrafo 4), lettera *d*), dell'articolo 4 è adottata a maggioranza semplice delle Parti Contraenti presenti e partecipanti al voto ed è immediatamente esecutiva.

6) Salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo, le risoluzioni del Consiglio hanno effetto immediatamente oppure a partire da una data ulteriore stabilita dal Consiglio.

ARTICOLO 6.

(*Rapporti con l'Organizzazione*).

Amministrando il presente Accordo, il Consiglio tiene conto dei programmi e dei princìpi direttivi dell'Organizzazione.

ARTICOLO 7.

(*Princìpi di finanziamento*).

1) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio sono rimborsate al 90 per cento delle spese di esercizio sostenute per assicurare i servizi convenuti, conformemente alle disposizioni degli articoli 9 e 12 e dell'allegato III.

2) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio ricevono la somma stabilita per i loro immobilizzi conformente alle disposizioni degli articoli 10 e 12 e dell'allegato III.

3) Nonostante le disposizioni contenute nei paragrafi 1) e 2) del presente articolo, alle Parti concessionarie del diritto di esercizio non sono rimborsate né pagate somme superiori all'ammontare totale dei contributi effettivamente ricevuti dall'Organizzazione, conformemente all'articolo 12, previa deduzione delle spese che devono essere rimborsate all'Organizzazione in virtù delle disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo.

4) Le spese annue sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione del presente Accordo le sono rimborsate, deduzione fatta degli interessi maturati a titolo di contributi.

5) L'unità di conto è la lire sterlina. Tutte le somme pagate all'Organizzazione o da essa sono versate nell'unità di conto.

6) L'esercizio finanziario comincia il primo gennaio e termina il 31 dicembre. Tuttavia, il primo esercizio finanziario comincia il 1° luglio 1975 e termina il 31 dicembre 1976.

ARTICOLO 8.

(Contributi volontari).

Il Consiglio può accettare dei contributi volontari, siano essi in denaro o meno, a condizione che siano offerti per dei fini compatibili con la linea di condotta, gli scopi e l'attività del sistema delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord.

ARTICOLO 9.

(Spese di esercizio e di amministrazione).

1) Il 1° aprile di ogni anno al più tardi, ogni Parte consessionaria del diritto di esercizio sottopone al Segretario generale:

a) per l'esercizio finanziario trascorso:

i) un rapporto sull'esercizio della propria o delle proprie stazioni e sui servizi che vi sono stati assicurati;

ii) il conto finale delle proprie spese di esercizio effettive, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III;

b) per l'esercizio finanziario successivo, le previsioni di bilancio concernenti le proprie spese di esercizio, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III.

2) il 1° aprile di ogni anno al più tardi, l'Organizazizone prepara delle previsioni di bilancio concernenti le proprie spese per l'esercizio finanziario successivo.

3) Ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio esprime tutte le sue spese effettive e previste nella propria moneta. Il Segretario generale converte le cifre indicate nell'unità di conto specificata all'articolo 7, paragrafo 5), al tasso del cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore al 1° aprile.

4) Sottoponendo le loro previsioni di bilancio, ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio come pure l'Organizzazione forniscono una spiegazione completa delle cause che sono all'origine di eventuali differenze rispetto alle loro previsioni di bilancio per l'esercizio precedente.

ARTICOLO 10.

(Spese di immobilizzo).

Alle Parti concessionarie del diritto di esercizio sono rimborsate dalle Parti Contraenti le loro spese di immobilizzo approvate dal Consiglio; a questo fine è loro versata una somma, stabilita conformemente a delle tabelle di annualità ed al tasso di interesse in vigore nei loro paesi, alla data dell'investimento, per il finanziamento di analoghi progetti governativi. Nel sottoporre il conto finale delle loro spese di esercizio effettive e le loro previsioni di bilancio, conformemente ai paragrafi 1) *a*) ii) e 1) *b*) dell'articolo 9, le Parti concessionarie del diritto di esercizio dichiarano il loro diritto al ricupero delle spese di immobilizzo, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione B, dell'allegato III.

ARTICOLO 11.

(Accettazione delle previsioni di bilancio e degli estratti conto annuali).

1) Il Segretario generale invia a tutte le Parti Contraenti, prima del 1° maggio, copie delle previsioni di bilancio e degli estratti conto finali indicati all'articolo 9, accompagnate dalle spiegazioni sottoposte in applicazione dell'articolo 9, paragrafo 4), e dalla dichiarazione presentata in applicazione dell'articolo 10.

2) Successivamente il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio, che deve aver luogo prima del 1° settembre al più tardi, in vista di approvare le previsioni di bilancio e gli estratti conto annuali.

ARTICOLO 12.

(Procedura contabile).

1) Il 1° ottobre al più tardi, l'Organizzazione presenta alle Parti Contraenti un estratto conto, nell'unità di conto, indicando i contri-

buti in denaro ed i diritti e compensi in denaro per l'esercizio finanziario successivo, tenendo in debito conto le disposizioni del paragrafo 1) dell'articolo 7. Tale estratto conto:

a) è stabilito sulla base degli elementi seguenti:

i) le previsioni delle spese di esercizio approvate dal Consiglio ed il ricupero delle spese di immobilizzo approvate dal Consiglio;

ii) le differenze fra le previsioni di spese utilizzate come base di calcolo dei contributi in denaro e dei diritti di compensazione in denaro per l'esercizio finanziario precedente da una parte, e gli estratti conto annuali accettati dal Consiglio, dall'altra parte;

iii) gli adeguamenti ai diritti di compensazione in denaro delle Parti concessionarie del diritto di esercizio, risultanti da modifiche dei tassi di cambio ufficiali delle Nazioni Unite sopravvenute tra la data, due anni prima, alla quale le previsioni di bilancio sono state presentate e le date, un anno prima, alle quali l'Organizzazione dovev ricevere le somme pagate dalle Parti Contraenti;

iv) le spese sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione dell'Accordo, ivi compresa una sessione ordinaria del Consiglio;

v) d'altre spese approvate dal Consiglio, e in particolare le spese riguardanti le sessioni straordinarie di quest'ultimo;

vi) i contributi volontari versati conformemente alle disposizioni contenute nell'articolo 8 e rimessi all'Organizzazione il 1° settembre o prima di questa data;

b) è calcolato nel modo seguente:

i) l'Organizzazione converte le differenze menzionate al capoverso *a*) ii) precedente nell'unità di conto al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore alla data in cui il conto finale deve essere preesntato dalle Parti concessionarie del diritto di esercizio;

ii) l'ammontare totale di tutti i contributi volontari indicati al capoverso *a*) vi) precedente è dedotto dall'ammontare totale delle diverse somme previste ai capoversi da *a*) i) fino a *a*) v) precedenti. L'ammontare netto delle spese così ottenute è suddiviso, conformemente all'indice dei contributi di cui al paragrafo 1 dell'allegato III;

c) indica l'ammontare netto delle spese così suddivise.

Nel caso in cui si tratti di una Parte concessionaria del diritto di esercizio, le cifre indicate corrispondono alla differenza fra la somma che le è dovuta ed il contributo che essa deve pagare.

2) Le Parti Contraenti pagano all'Organizzazione le somme che le devono secondo l'estratto conto presentato. I pagamenti devono essere effettuati nell'unità di conto specificata ed in due versamenti di pari entità, il 1° aprile ed il 1° ottobre dell'esercizio successivo.

3) Con riserva delle disposizioni contenute nel paragrafo 3) dell'articolo 7, l'Organizzazione paga alle Parti concessionarie del diritto

di esercizio, il 1° maggio ed il 1° novembre di ogni esercizio finanziario, le somme che sono loro dovute secondo l'estratto conto.

4) Se una Parte concessionaria del diritto di esercizio constata che le proprie spese di esercizio effettive, nella moneta nazionale, rischiano di superare di oltre l'8 per cento per anno le spese previste, ne avverte immediatamente il Segretario generale. Questi ne informa tutte le Parti Contraenti.

5) Per quanto concerne il primo esercizio finanziario, le previsioni delle spese di ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio e dell'Organizzazione sono determinate al paragrafo 5 dell'allegato III. All'occorrenza, tali spese saranno conformi alle procedure indicate nel presente articolo. Tre versamenti per importi di pari entità saranno effettuati nel corso del primo esercizio.

Articolo 13.

(Inadempimento degli obblighi).

Se una Parte Contraente, senza il consenso delle altre Parti Contraenti, non assolve la totalità o una parte degli obblighi finanziari, o altri, che le incombono in virtù del presente Accordo, il Segretario generale consulta le altre Parti Contraenti riguardo alle misure che conviene siano prese e convoca una sessione del Consiglio, se tali consultazioni non consentono di giungere ad un accordo accettabile per tutte le altre Parti Contraenti.

Articolo 14.

(Arbitrato).

1) Ogni controversia fra le Parti Contraenti derivante dall'interpretazione o dall'applicazione del presente Accordo e/o dei suoi allegati che non sia stata altrimenti composta fra le dette parti è sottoposta ad arbitrato, a richiesta dell'una o dell'altra delle Parti Contraenti.

2) Ogni Parte Contraente può unirsi all'una o all'altra delle parti nella controversia che è sottoposta all'arbitrato.

3) Il lodo è emesso da tre arbitri. Ciascuna delle parti in litigio designa un arbitro. Questi due arbitri designano un terzo arbitro, che è il presidente e che non avrà la nazionalità né dell'una né dell'altra parte in litigio.

4) Se, nei tre mesi successivi alla data in cui la controversia è sottoposta all'arbitrato, l'una o l'altra delle parti non designa un arbitro, il Segretario generale designa tale arbitro a richiesta dell'altra parte. Questa stessa procedura viene applicata se, entro il termine

di un mese a partire dalla data di designazione del secondo arbitro, i due primi arbitri non possono trovare un accordo per la designazione del terzo arbitro.

5) Gli arbitri stabiliscono la loro propria procedura di arbitrato. Prendono le loro decisioni a maggioranza semplice.

6) Il lodo è definitivo e vincola le parti. Nel caso di una controversia sul senso o la portata del lodo, è compito degli arbitri interpretarlo a richiesta dell'una o dell'altra parte.

7) Ciascuna parte sosterrà le spese dell'arbitro da essa designato, e le parti sosterranno, in uguale misura, le spese del terzo arbitro, come pure le altre spese attinenti all'arbitrato.

ARTICOLO 15.

(*Firma*).

1) Il presente Accordo rimane aperto alla firma sino al 31 maggio 1975, presso la Sede dell'Organizzazione, e rimane in seguito aperto all'adesione.

2) I Governi degli Stati Membri dell'Organizzazione divengono parti del presente Accordo:

a) con firma non sottoposta a ratificazione, accettazione o approvazione;

b) con firma con riserva di ratificazione, accettazione o approvazione, seguita da ratificazione, accettazione o approvazione;

c) per mezzo di adesione.

3) Gli strumenti di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione sono depositati presso il Segretario generale.

ARTICOLO 16.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Accordo entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo la data in cui i governi divenuti parti dell'Accordo, conformemente all'articolo 15, ivi compresi i governi che gestiscono le navi conformemente alle indicazioni dell'allegato I sono, secondo l'indice indicato al paragrafo 1, capoverso *e*), dell'allegato III, sufficientemente numerosi per assicurare un ammontare totale di contributi pari almeno all'80 per cento dell'ammontare delle spese concernenti le stazioni, che sono indicate al paragrafo 5, capoverso *b*) dell'allegato III. I governi che hanno permesso l'entrata in vigore del-

l'Accordo conformemente al presente paragrafo sono vincolati dalle disposizioni contenute nell'Accordo e nei suoi allegati a partire dal 1° luglio 1975.

2) Per quanto riguarda i governi che divengono parti del presente Accordo dopo che le condizioni prescritte dal paragrafo 1) del presente articolo sono state soddisfatte, detto Accordo ha effetto il primo giorno del secondo mese successivo la data del deposito del loro strumento di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione.

ARTICOLO 17.

(*Scadenza*).

1) Il presente Accordo resterà in vigore fino al 31 dicembre 1981, e sarà in seguito tacitamente prorogato di anno in anno, a meno che il Consiglio non decida di porvi termine.

2) Se il Consiglio decide di porre termine all'Accordo, deve prendere tutte le decisioni necessarie relative alla liquidazione dell'Accordo. Il Consiglio può affidare tale liquidazione al Segretario generale.

3) Salvo il caso in cui il Consiglio abbia diversamente deciso, ogni saldo in eccedenza al momento della liquidazione è suddiviso fra le Parti Contraenti che sono allora parti dell'Accordo, proporzionalmente ai contributi da esse versati a partire dalla data in cui sono divenute parti del presente Accordo. Un eventuale *deficit* al momento della liquidazione è coperto dalle Parti Contraenti che sono allora parti dell'Accordo, proporzionalmente all'ammontare dei loro contributi fissato per l'esercizio finanziario in corso.

ARTICOLO 18.

(*Emendamento*).

1) Il Segretario generale comunica a tutte le parti Contraenti il testo di qualsiasi emendamento che una Parte Contraente propone di apportare al presente Accordo o ai suoi allegati, almeno sei mesi prima che la proposta di emendamento sia esaminata dal Consiglio. Tuttavia, il Consiglio può, a maggioranza semplice dei membri presenti e che prendono parte al voto, decidere di esaminare degli emendamenti che sono stati comunicati meno di sei mesi prima o che sono stati proposti nel corso di una delle sue sessioni.

2) Gli emendamenti al presente Accordo o ai suoi allegati, che comportano un aumento degli oneri finanziari delle Parti Contraenti, come pure gli emendamenti al presente paragrafo, sono approvati dal Consiglio a maggioranza dei due terzi dei membri presenti e che

prendono parte al voto ed entrano in vigore con accettazione dei due terzi delle Parti Contraenti, e, per ogni Parte Contraente restante, con accettazione di quest'ultima.

3) Ogni altro emendamento al presente Accordo o ai suoi allegati entra in vigore, per tutte le Parti Contraenti, dopo essere stato approvato a maggioranza dei due terzi di tutte le Parti Contraenti.

ARTICOLO 19.

(*Denunzia*).

1) Questo Accordo non può essere denunciato da una Parte Contraente che dopo essere stato in vigore per questa Parte Contraente durante un periodo di due anni. Qualsiasi denuncia del presente Accordo è notificata per iscritto al Segretario generale.

2) La denuncia dell'Accordo ha effetto alla fine dell'anno successivo all'anno durante il quale detta denuncia è stata notificata.

3) Se, nel caso previsto al paragrafo 3) dell'articolo 3, una Parte Contraente non può accettare un'interruzione temporanea del programma di una o di più stazioni, di cui il Consiglio ha preso nota, essa ha il diritto, se l'interruzione dura sei mesi consecutivi, di denunciare l'Accordo con effetto immediato, nonostante le disposizioni contenute nei paragrafi 1) e 2) del presente articolo.

4) Una Parte Contraente che ha denunciato l'Accordo è tenuta a pagare i suoi contributi, ivi compresa la sua parte di spese di esercizio, esigibili fino alla data in cui la denuncia ha effetto; è del pari tenuta a versare la sua parte di spese di immobilizzo che le resta da pagare per il periodo di ammortamento considerato. Tuttavia, nel caso previsto al paragrafo 3) del presente articolo, ed eccettuato il caso di forza maggiore, come tale riconosciuto dal Consiglio, che abbia provocato un'avaria irreparabile ad una nave, una Parte Contraente che denuncia l'Accordo non è vincolata nei confronti delle Parti Contraenti responsabili dell'interruzione temporanea.

5) Dopo aver ricevuto il preavviso di denuncia, il Segretario generale consulta le altre Parti Contraenti riguardo alle misure che conviene siano prese. Se tali consultazioni non consentono di raggiungere un accordo accettabile per tutte le altre Parti Contraenti, il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio affinché prenda una decisione adeguata.

ARTICOLO 20.

(*Notifica*).

Il Segretario generale notifica alle Parti Contraenti quanto segue:

a) ogni firma dell'Accordo;

b) il deposito di ogni strumento di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione;

c) l'entrata in vigore del presente Accordo;

d) l'approvazione, accettazione ed entrata in vigore di qualsiasi emendamento al presente Accordo o ai suoi allegati;

e) ogni denuncia del presente Accordo;

f) la decisione di porre fine al presente Accordo;

g) ogni decisione presa dal Consiglio in virtù delle disposizioni contenute nel presente Accordo e la data di entrata in vigore di tale decisione;

h) ogni accordo concluso in virtù delle disposizioni contenute nell'articolo 3, paragrafo 2).

ARTICOLO 21.

(*Registrazione*).

Il Segretario generale registra il presente Accordo presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, essendo debitamente autorizzati a tale effetto dai loro rispettivi governi, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Ginevra, il quindici del mese di novembre dell'anno millenovecentosettantaquattro, in inglese, in francese, in spagnolo e in russo, tutti i testi facenti ugualmente fede; sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione meteorologica mondiale, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati firmatari e aderenti.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO I

RETE E PARTI CONCESSIONARIE DEL DIRITTO DI ESERCIZIO.

Rete di Stazioni Oceaniche dell'Atlantico del Nord:

Stazione M	66°00'N,	02°00'E
Stazione L	57°00'N,	20°00'O
Stazione R	47°00'N,	17°00'O
Stazione C	52°45'N,	35°30'O

Parti concessionarie del diritto di esercizio:

Francia	stazione R
Norvegia	stazione M
Paesi Bassi	stazione M
Regno Unito	stazione L
Svezia (*)	stazione M
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche .	stazione C

(*) La Svezia cesserà di essere una Parte concessionaria del diritto di esercizio quando la nave (*Polarfront II*) attualmente gestita unitamente dalla Norvegia e dalla Svezia sarà definitivamente ritirata dal servizio.

ALLEGATO II

SERVIZI CHE DOVRANNO ASSICURARE LE NAVI-STAZIONI OCEANICHE.

I servizi che dovranno assicurare le navi-stazioni oceaniche sono classificati in servizi primari, servizi secondari e altri servizi. I servizi primari sono i servizi indispensabili la cui prestazione è la ragione principale della messa in opera delle navi. I servizi secondari e altri sono i servizi che sono assicurati data la presenza delle navi in stazione.

1. *Servizi primari*:

a) Delle osservazioni meteorologiche saranno effettuate a bordo di tutte le navi-stazioni oceaniche, conformemente al programma seguente:

i) osservazioni in superficie tutte le ore, comprendenti tutti gli elementi prescritti per le osservazioni di navi dall'Organizzazione meteorologica mondiale;

ii) osservazioni quotidiane del vento in altitudine a 0000, 0600, 1200, 1800 ore TMG e osservazioni della pressione, della temperatura e dell'umidità in altitudine almeno due volte al giorno (a 0000 e 1200 ore TMG), tutte queste osservazioni dovendo essere fatte di preferenza fino ad un'altitudine di 24 chilometri o superiore.

b) Le osservazioni menzionate al paragrafo *a*) precedente saranno trasmesse rapidamente alle stazioni costiere adeguate nel codice internazionale prescritto dall'Organizzazione meteorologica mondiale e, a tal fine, saranno assicurate le comunicazioni indispensabili fra le navi e la costa.

2. *Servizi secondari ed altri servizi.*

Oltre i servizi specificati al paragrafo precedente, le navi-stazioni oceaniche assicureranno i servizi secondari e gli altri servizi che potranno rivelarsi utili, a condizione che questi servizi non comportino aumenti del personale e dell'attrezzatura di bordo obbligatoria, e non compromettano la fornitura dei servizi primari.

2. 1 Servizi secondari.

a) Le osservazioni meteorologiche di altre navi-stazioni oceaniche potranno essere ricevute e ritrasmesse in virtù di accordi nazionali o bilaterali.

b) I messaggi di osservazione meteorologica delle navi mercantili potranno essere ritrasmessi alle stazioni radio costiere.

2. 2 Altri servizi.

Questi altri servizi comprendono:

a) la ricezione e la ritrasmissione dei resoconti AMVER delle navi fornite di un'installazione radiotelefonica, nella misura in cui le navi-stazioni oceaniche possono svolgere tale compito nel quadro delle loro attribuzioni ordinarie;

b) dei servizi di sicurezza ad altre navi ed alle aeronavi, così come indicato nel Manuale delle navi-stazioni oceaniche, pubblicato sotto l'autorità del Consiglio;

c) l'ormeggio, la manutenzione ed il ricupero delle boe meteorologiche e delle boe oceanografiche;

d) l'esecuzione di osservazioni oceanografiche e di altre osservazioni scientifiche. Le Parti concessionarie del diritto di esercizio fanno ogni sforzo per eseguire tali osservazioni, ma senza spese per le altre Parti Contraenti.

ALLEGATO III

PRINCIPI FINANZIARI E PROCEDURE CONTABILI.

1. *Indice dei contributi.*

a) L'indice dei contributi è basato sul prodotto di due fattori concettuali, e cioè la « capacità di pagare » di ogni Parte Contraente dell'Accordo e il « vantaggio meteorologico » relativo ottenuto dalle osservazioni meteorologiche effettuate presso le stazioni ai termini dell'Accordo.

b) Tre parametri esprimono la « capacità di pagare » di una Parte Contraente: il reddito nazionale così come indicato nella pubblicazione « *Dati sul reddito nazionale e statistiche connesse* » fatta dall'Ufficio delle statistiche delle Nazioni Unite per il Comitato dei contributi, il numero di unità di contributi che figura nel tariffario dell'OMM, ed il contributo annuo versato all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

c) Sette parametri esprimono il « vantaggio meteorologico ». Per calcolare il « vantaggio meteorologico », la posizione del centro della rete è determinata per mezzo della media che compongono la rete definita nell'allegato I. La distanza R è definita come la lunghezza, in chilometri, su di una terra sferica di 6.373 chilometri di raggio, dell'arco di circolo massimo che unisce il centro della rete e la capitale della Parte Contraente considerata. Le formule che servono a determinare il fattore che rappresenta il « vantaggio meteorologico » M sono le seguenti:

1) *Funzione a gradini radiali*

$0 < R < 1850$ km	$M = 1,00$
$1850 < R < 2780$ km	$M = 0,75$
$2780 < R$	$M = 0,50$

2) *Funzione rampa semplice*

$0 < R < 930$ km	$M = 1,00$
$930 < R < 3700$ km	pendio lineare fra $M = 1,00$ a 930 km e $M = 0,25$ a 3700 km
$3700 \text{ km} < R$	$M = 0,25$

3) *Funzione rampa doppia*

$R = 0$	$M = 0{,}33$
$0 < R < 1500$ km	pendio lineare fra $M = 0{,}33$ a 0 km e $M = 1{,}00$ a 1500 km
$R = 1500$ km	$M = 1{,}00$
$1500 < R < 4000$ km	pendio lineare fra $M = 1{,}00$ a 1500 km e $M = 0{,}33$ a 4000 km
$4000 < R$	$M = 0{,}33$

4) *Funzione danese*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{2R + 3000 \text{ km}}$$

5) *Funzione danese modificata*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{3R + 3000 \text{ km}}$$

6) *Fattore di prossimità*

$R < 1250$ km	$M = 1{,}00$
$R > 1250$ km	$M = 1250$ km/R

7) *Formula longitudine/latitudine*

La situazione dei paesi essendo definita dalla posizione della loro capitale, i fattori che rappresentano il « vantaggio meteorologico » a breve, medio e lungo termine si applicano nel modo seguente:

i) per i paesi situati in prossimità della rete e ad ovest del meridiano di 5°O, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,7;

ii) per i paesi situati fra i meridiani di 5°O e 50°E, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 1,0 al limite occidentale di tale zona e decresce regolarmente fino al valore di 0,3 al limite orientale;

iii) per i paesi situati ad est del meridiano di 50°E, il fattore « vantaggio meteorologico » e di 0,3;

iv) per i paesi situati ad ovest del meridiano di 50°O, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,3;

v) per i paesi situati a sud del parallelo di 30°N, il fattore « vantaggio meteorologico » e di 0,3, quale che sia la longitudine;

vi) per i paesi situati fra i paralleli di 45°N e di 30°N, il fattore « vantaggio meteorologico » è pari ai 75/100 del valore indicato ai capoversi i) e ii) precedenti, ma non può in alcun caso essere inferiore a 0,3.

d) La combinazione dei tre fattori che rappresentano la « capacità di pagare » e dei sette fattori che rappresentano il « vantaggio meteorologico » offre 21 possibilità di indici di contributi. Il contributo di una parte dell'Accordo sarà espresso in percentuale sotto forma della media delle due grandezze seguenti:

i) la media, per il paese considerato, dei contributi, espressi in percentuale, dedotti dai 21 indici possibili;

ii) la media, per il paese considerato, delle percentuali massima e minima derivate dai 21 indici.

e) L'indice dei contributi che figura qui di seguito e che è stato calcolato conformemente alle disposizioni dei paragrafi *a*), *b*), *c*) e *d*) precedenti è destinato a servire alla messa in applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 16 dell'Accordo:

Austria	1,0995
Belgio	2,8857
Cecoslovacchia	1,9806
Danimarca	1,5179
Finlandia	0,8919
Francia	13,7076
Germania, Repubblica Federale di	15,1471
Irlanda	0,5670
Islanda	0,1473
Italia	5,6800
Jugoslavia	0,7867
Norvegia	1,2815
Paesi Bassi	3,0822
Polonia	2,5678
Regno Unito	15,6115
Repubblica Democratica Tedesca	2,8267
Spagna	2,4344
Svezia	2,9302
Svizzera	2,2234
Tunisia	0,0989
Ungheria	0,8368
U.R.S.S.	21,6899
	100,0000%

f) Il Consiglio riceve, ogni tre anni ed ogni volta che il numero delle Parti Contraenti viene modificato, il valore numerico dei fattori « capacità di pagare » che sono utilizzati per il calcolo dell'indice dei contributi. Tale revisione non è da considerarsi come un emendamento alle disposizioni del presente allegato.

2. *Metodi di presentazione delle informazioni relative alle spese delle Parti concessionarie del diritto di esercizio.*

A. *Spese di esercizio*

POSTO	Ammontare	Osservazioni
1. *Totale delle rimunerazioni* (Personale di bordo – unire lo stato degli stipendi del personale di ogni categoria in servizio e fuori servizio. Le spese e prestazioni di previdenza sociale devono figurare sotto un'unica voce per ogni categoria di personale)	. . . .	
1. 1 Ufficiali	. . . .	
1. 2 Uomini dell'equipaggio (ivi compresi i sottufficiali di marina, i camerieri di bordo ed i cuochi)	. . . .	
1. 3 Personale specializzato		
a) meteorologi	. . . .	
b) personale delle comunicazioni	. . . .	
c) tecnici		
1. 4 Ore supplementari (totale tutte le categorie)		
1. 5 Spese secondarie relative al personale (spese di viaggio e di sussistenza, di reclutamento, di esami medici, ecc., dell'equipaggio)	. . . .	
2. *Combustibile della nave*		
2. 1 Combustibile dei motori (ivi compresi i lubrificanti)	. . . .	
2. 2 Altri combustibili – per tipo (cucina, generatori, motore *diesel*, scialuppe, ecc.)		
3. *Viveri ed approvvigionamenti*		
3. 1 Viveri (compresa l'acqua)		
3. 2 Provviste di bordo (ponte, macchine, commissariato)	. . . .	
3. 3 Materiale meteorologico	. . . .	
3. 4 Materiale radio e radar	. . . .	
3. 5 Distrazioni (films, libri, giochi, ecc.)	. . . .	

4. *Altre spese* ....

4. 1 *Spese al porto di immatricolazione* (Includere in queste spese ogni somma che verrebbe versata ad una compagnia marittima per lo sfruttamento delle navi meteorologiche per conto dello Stato) ....

POSTO	Ammontare	Osservazioni
4. 1. 1 Stipendi, salari, ore supplementari al porto di immatricolazione (personale di cambio, vigilanza, ecc.)	....	
4. 1. 2 Combustibile consumato al porto di immatricolazione (ivi compreso il riscaldamento dei locali della base)	....	
4. 1. 3 Varie:		
i) Elettricità (illuminazione e forza), acqua	....	
ii) Rimozione dell'immondizia	....	
iii) Posta e telefono	....	
iv) Spostamenti e sussistenza	....	
v) Provviste della base	....	
4. 2 *Spese di esercizio* (in caso di scali effettuati altrove che nel porto di immatricolazione, indicare separatamente le installazioni ed i servizi che sono stati utilizzati presso questi scali e le spese dirette che ne sono eventualmente derivate).		
4. 2. 1 Diritto di pilotaggio	....	
4. 2. 2 Diritto di porto	....	
4. 2. 3 Lavaggio	....	
4. 2. 4 Varie		
i)	..	
ii)		
iii)	....	
4. 2. 5 Assicurazione della nave per coprire il rischio di responsabilità civile – 0,4 per cento del valore iniziale della nave	....	

5. *Manutenzione e revisioni* (ivi compresa la sostituzione del materiale pesante danneggiato – ad esempio, scialuppe, materiale radio, eccetera. Precisare le spese speciali per mezzo di note).

5. 1 Ponte	....
5. 2 Macchine	....
5. 3 Impianto elettrico	....
5. 4 Radio/radar	....

B. *Spese di immobilizzo*

Spese indirette

1. *Immobili – Porto di immatricolazione* (Includere in queste spese ogni somma che verrebbe versata ad una compagnia marittima per lo sfruttamento delle navi metereologiche per conto dello Stato).

POSTO		Ammontare	Osservazioni
a) Immobili:	Valore iniziale	....	(al......19....)
	Valore residuo	....	(al......19....)
b) Equipaggiamento:	Valore iniziale		(al......19....)
	Valore residuo		(al......19....)

1. 1 *Ammortamento*

a) Immobili	(.......%)	
b) Equipaggiamento	(.......%)	....

1. 2 *Interesse*

a) Immobili	(.......%)	
b) Equipaggiamento	(.......%)	....

2. *Immobilizzi-Nave*

a) Nave	Valore iniziale	....	(al......19....)
	Valore residuo	....	(al......19....)
b) Equipaggiamento:	Valore iniziale	....	(al......19....)
	Valore residuo	....	(al......19....)

2. 1 *Ammortamento*

a) Nave	(.......%)	....
b) Equipaggiamento	(.......%)	....

2. 2 *Interesse*

a) Nave	(.......%)	...
b) Equipaggiamento	(.......%)	....

2. 3 Assicurazione per « perdita totale » ....

Totale delle spese di immobilizzo ....

3. *Ammortamento, interesse ed assicurazione.*

a) Ammortamento delle navi, degli edifici e dell'attrezzatura.

È indicato qui di seguito, per ogni elemento, il periodo di ammortamento più breve che le Parti concessionarie del diritto di esercizio saranno autorizzate ad utilizzare:

1) Immobili . . . . 20 anni

2) Attrezzatura (al porto di immatricolazione o sulle navi) . . . . 8 anni

3) Nuove navi . . . . 15 anni

b) Interesse.

L'interesse sul valore residuo delle navi, degli immobili e dell'attrezzatura dovrà essere imputato dalle Parti concessionarie del diritto di esercizio secondo il tasso che è in vigore nel loro paese per il finanziamento di spese pubbliche della stessa natura.

c) Assicurazione.

Le Parti concessionarie del diritto di esercizio potranno includere un elemento indicativo per l'assicurazione al tasso massimo an-

nuo di: 0,5 per cento del valore residuo della nave e del suo equipaggiamento, al fine di coprire la perdita totale sino a tale valore.

La perdita parziale della nave e del suo equipaggiamento o i danni alla nave o al suo equipaggiamento possono essere portati ai diversi posti del paragrafo precedente o, qualora le riparazioni fossero eccezionalmente importanti, al posto 2. B. 2 precedente.

In caso di perdita totale, gli immobilizzi non ancora rimborsati a titolo di ammortamento (cioè il valore di ammortamento indicato) saranno considerati come ricuperati dalla parte interessata per tramite di questa assicurazione.

4. *Vendita di navi o di equipaggiamento.*

Una Parte concessionaria del diritto di esercizio che vende una nave o l'equipaggiamento sostituendoli con altri, deve dedurre dal prezzo di acquisto di questi ultimi il prezzo di vendita dei precedenti ed aggiunge l'ammontare così ottenuto al valore residuo dei precedenti (ai sensi dell'Accordo), al fine di determinare l'ammontare del nuovo immobilizzo sul quale verrà calcolato l'ammortamento. Una parte concessionaria del diritto di esercizio ha tuttavia la facoltà, previo accordo del Consiglio, di adottare un altro metodo per portare in detrazione il prezzo di vendita della vecchia nave o del vecchio equipaggiamento.

5. *Costo per il primo esercizio finanziario.*

a) Le previsioni di bilancio per le spese del primo esercizio finanziario, dal 1° luglio 1975 al 31 dicembre 1976, ammontano a 6.540.000 lire sterline al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore il 1° ottobre 1974.

b) Le previsioni di bilancio delle spese che dovranno sostenere tutte le parti contraenti nel corso dell'esercizio finanziario sopra menzionato, sulla base di un rimborso delle spese di esercizio al 90 per cento, ammontano a 5.944.500 lire sterline.

c) Le previsioni indicate al paragrafo *a*) sono state determinate nel modo seguente:

i) spese previste in migliaia di lire sterline:

	Spese di esercizio	Spese di immobilizzo	Totale
Francia	1.316	119	1.435
Norvegia/Svezia	586	—	586
Paesi Bassi	638	97	735
Regno Unito	1.255	75	1.330
URSS	2.160	240	2.400

ii) le previsioni di bilancio delle spese sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione dell'Accordo nel corso del primo esercizio finanziario sono:

54.000 lire sterline al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore il 1° ottobre 1974,
nell'ipotesi che nel corso del primo esercizio finanziario il Consiglio terrà due sessioni di una durata massima di una settimana, vale a dire cinque giorni lavorativi, ciascuna con servizio di interpretazione nelle quattro lingue ufficiali (inglese, francese, spagnolo e russo), se necessario.

6. *Garanzia delle spese di immobilizzo.*

a) Si presume che le parti contraenti abbiano accettato quanto segue nell'intento di mantenere in esercizio, per la durata dell'Accordo, la rete indicata nell'allegato I:

i) la riparazione da parte del Governo del Regno Unito di due delle sue attuali navi, al prezzo stimato in un milione di lire sterline per nave, secondo la tariffa in vigore nel novembre 1974, e, di conseguenza, il ricupero da parte di questo governo della totalità delle sue spese di immobilizzo su un periodo di ammortamento di cinque anni;

ii) l'armamento da parte del Governo del Regno di Norvegia di una nave destinata a sostituire la nave attuale, sulla base di un contratto di locazione per cinque anni. avente effetto a partire dal 1° gennaio 1977 e, di conseguenza, il recupero da parte di tale Governo della parte di spese di noleggio dichiarata come facente capo alle spese di immobilizzo valutate in 287.000 lire sterline per anno sulla base dei prezzi in vigore del novembre 1974.

b) Le spese considerate nei capoversi i) e ii) del paragrafo *a*) precedente saranno ricuperate dai governi interessati, conformemente alle disposizioni dell'articolo 10 e del paragrafo 4) dell'articolo 19.

c) Le parti Concessionarie del diritto di esercizio che gestiranno, a titolo dell'Accordo, delle navi in servizio quando avrà termine l'Accordo sulle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord firmato a Parigi il 25 febbraio 1954, avranno il diritto di includere il proseguimento dell'ammortamento delle loro spese di immobilizzo e dovranno farne la dichiarazione conformemente alle disposizioni dell'articolo 10.

d) Nonostante le disposizioni dei paragrafi *b*) e *c*) precedenti, una Parte concessionarie del diritto di esercizio che ritiri definitivamente una nave dal servizio non potrà pretendere alcun rimborso a titolo di ammortamento o di noleggio di tale nave per la parte del periodo che deve ancora decorrere.

Conferenza dei rappresentanti dei Governi che avevano partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari relativa all'Accordo NAOS (1974)

RAPPORTO FINALE

OMISSIS

RISOLUZIONE N. 2

DISPOSIZIONI TRANSITORIE

(11 giugno 1975)

La Conferenza,

osservando:

1) l'Accordo di finanziamento collettivo delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord e l'Atto finale della Conferenza dei Plenipotenziari in vista della conclusione di un nuovo Accordo di finanziamento collettivo delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord (Ginevra, novembre 1974);

2) il fatto che le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'Accordo, che sono precisate nell'articolo 16, non sono state soddisfatte, ma che sembra assai probabile che l'Accordo entri in vigore nel corso dei primi mesi del 1976,

Considerando la necessità assoluta di mantenere in servizio senza interruzione la rete NAOS,

Notando con soddisfazione che i Governi che saranno Parti interessate sono pronti ad iniziare l'utilizzazione delle navi conformemente alle disposizioni dell'Accordo e dei suoi allegati a partire dal 1° luglio 1975, nonostante il fatto che l'Accordo non sarà ancora entrato in vigore a tale data,

Considerando tuttavia che tali Governi non possono assumersi, da soli, l'onere relativo al costo delle proprie attività, e che tantomeno l'OMM (Organizzazione Matereologica Mondiale) non può assumersi l'onere delle spese amministrative essenziali,

Chiede agli altri Governi di effettuare, il 1° ottobre 1975, un versamento provvisorio conformemente alla scala dei contributi che figura alla lettera *e*) del paragrafo 1 dell'Allegato III dell'Accordo, sulla base di un terzo delle spese relative alle stazioni, il cui ammontare è indicato alla lettera *b*) del paragrafo 5 dell'Allegato III e di effettuare, il 1° aprile 1976, nel caso in cui l'Accordo non

fosse entrato in vigore al 1° marzo 1976, un nuovo versamento provvisorio, sulla stessa base;

prega l'OMM (Organizzazione Materiologica Mondiale):

1) di agire, in materia, nel corso del periodo transitorio, uniformandosi il più strettamente possibile alle disposizioni dello Accordo e dei suoi Allegati, ed inoltre di provvedere al regolamento delle proprie spese essenziali;

2) di sottoporre alla prima sessione del Consiglio un estratto conto conformemente all'articolo 12 dell'Accordo, prendendo in consi derazione le disposizioni adottate per il periodo transitorio.

LEGGE 29 novembre 1980, n. 965.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo, adottata a Nizza il 17 dicembre 1976.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo, adottata a Nizza il 17 dicembre 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — BODRATO

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION

sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur dans les Etats arabes et les Etats européens riverains de la Méditerranée

Les Etats arabes et les Etats européens riverains de la Méditerranée, Parties à la présente Convention,

DÉSIREUX de resserrer les liens culturels êtroits que l'histoire et le voisinage géographique ont établis entre eux depuis les temps les plus anciens, et de poursuivre une politique d'action commune dans le domaine de l'éducation et de la formation scientifique et culturelle contribuant ainsi au renforcement de leur coopération sous tous ses aspects dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité permanente de leurs peuples;

CONVAINCUS que ces objectifs seraient plus facilement atteints si les habitants de chacun des Etats contractants se voyaient reconnaître le droit d'accéder librement aux ressources d'éducations des autres Etats contractans, et notamment de poursuivre leur formation dans les établissements d'enseignement supérieur de ces autres Etats;

CONSIDÉRANT que la reconnaissance par l'ensemble des Etats contractants des études faites et des diplômes obtenus dans l'un quelconque d'entre eux ne peut qu'intensifier la mobilité des personnes et les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences scientifiques et technologiques;

CONSTATANT que cette reconnaissance constitue l'une des conditions nécessaires en vue:

1. de permettre la meilleure utilisation commune possible des moyens de formation existant sur leurs territoires,

2. d'assurer une plus grande mobilité des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des professionnels,

3. de pallier les difficultés que rencontrent lors de leur retour dans leurs pays d'origine les personnes ayant reçu une formation à l'étranger;

DÉSIREUX d'assurer la plus large reconnaissance possible des études et des diplômes en tenant compte des principes qui concer-

nent la promotion de l'éducation permanente, la démocratisation de l'enseignement, l'adoption et l'application d'une politique de l'éducation adaptée aux transformations structurales, économiques et techniques, aux changements sociaux et aux contextes culturels;

Résolus à consacrer et à organiser leur collaboration future dans ces domaines par la voie d'une convention qui constituera le point de départ d'une action dynamique concertée, menée notamment par le moyen de mécanismes nationaux, bilatéraux et multilatéraux créés à cet effet;

Rappelant que l'objectif final que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est fixé, consiste dans « l'élaboration d'une convention internationale sur la reconnaissance et la validité des titres, grades et diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans tous les pays »;

Sont, convenus de ce qui suit:

I. DEFINITIONS

Article 1.

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « reconnaissance » d'un diplôme, titre ou grade de l'enseignement supérieur obtenu à l'étranger, son acceptation par les autorités compétents d'un Etat contractant et l'octroi à son titulaire de droits dont bénéficient les personnes justifiant d'un diplôme, titre ou grade national auquel le diplôme, titre ou grade étranger est assimilé. Suivant la portée donnée à la reconnaissance, ces droits ont trait soit à la poursuite des études, soit à l'exercice d'une activité professionnelle, soit à ces deux fins à la fois:

(*a*) la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade en vue d'entreprendre ou de poursuivre des études de niveau supérieur permettra au titulaire intéressé d'être admis dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de tout Etat contractant dans les mêmes conditions en matière d'études que celles applicables aux titulaires du diplôme, titre ou grade similaire délivré dans l'Etat contractant intéressé;

(*b*) la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade étranger pour l'exercice d'une activité professionnelle constitue la reconnaissance de la capacité technique exigée pour l'exercice de la profession dont il s'agit. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux conditions autres que celles relatives à la capacité technique qui ont pu être prescrites par les autorités gouvernementales ou professionnelles compétents pour l'exercice de l'activité professionnelle dont il s'agit.

2. Aux fins de la présente Convention:

(*a*) on entend par « enseignement secondaire » l'étape des études, de quelque genre que ce soit, qui fait suite à la formation primaire ou élémentaire, et préparatoire, et qui peut avoir, entre autres buts, celui de préparer à l'accès à l'enseignement supérieur;

(*b*) on entend par « enseignement supérieur » tous les types d'enseignement et de recherche du niveau post-secondaire ouverts dans les différents Etats et dans les conditions prévues par eux à toute personne possédant les qualifications suffisantes, soit parce qu'elle a obtenu un diplôme, titre ou certificat de fin d'études secondaires, soit parce qu'elle a reçu une formation ou acquis des connaissances appropriées.

3. Aux fins de la présente Convention, on entend par « études partielles » toute formation qui, selon les normes en vigueur dans l'établissement où elle a été acquise, est incomplète sur le plan de sa durée ou du contenu. La reconnaissance par un Etat contractant des études partielles faites dans un établissement situé sur le territoire d'un autre Etat contractant et reconnu par lui peut être octroyée en fonction du niveau de formation atteint par l'intéressé selon les critères utilisés par les organismes de formation de l'Etat d'accueil.

II. OBJECTIFS

Article 2.

1. Les Etats contractants affirment solennellement leur ferme résolution de coopérer ètroitement en vue de:

(*a*) permettre la meilleure utilisation possible dans l'intérêt de tous les Etats contractants de leurs ressources disponibles en matière de formation et de recherche, et à cette fin,

i) d'ouvrir aussi largement que possible l'accès de leurs établissements d'enseignement supérieur aux étudiants ou chercheurs en provenance de l'un quelconque des Etats contractants;

ii) de reconnaître les études et diplômes de ces personnes;

iii) d'harmoniser les conditions d'admission aux institutions d'enseignement de chacun des pays;

iv) d'adopter une terminologie et des critères d'évaluation qui faciliteraient l'application d'un système propre à assurer la comparabilité des unités de valeur, des matières d'étude et des diplômes;

v) d'adopter, aux fins d'admission aux étapes d'études ultérieures, une conception dynamique qui tiendrait compte non seulement des connaissances attestées par les diplômes obtenus, mais également des expériences

et des réalisations personnelles, dans la mesure où celles-ci peuvent être jugees valables par des institutions compétentes;

vi) d'adopter, aux fins d'évaluation des études partielles, des critères souples, fondés sur le niveau de formation atteint et sur le contenu des programmes suivis, et tenant compte du caractère interdisciplinaire des connaissances au niveau de l'enseignement supérieur;

vii) de perfectionner le système d'échanges d'information concernant la reconnaissance des études et des diplômes;

b) réaliser dans les Etats contractants une amélioration continue des programmes d'études ainsi que des méthodes de planification et de promotion des enseignements supérieurs tenant compte des impératifs du développement économique, social et culturel, des politiques de chaque pays et des objectifs qui figurent dans les recommandations formulées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour l'education, la science et la culture en ce qui concerne l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement, la promotion de l'éducation permanente et la démocratisation de l'éducation;

c) promouvoir la coopération régionale et mondiale en matière de reconnaissance des études et des qualifications académiques.

2. Les Etats contractants s'engagent à prendre toutes mesures nécessaires sur les plans national, bilatéral, multilalatéral, notamment par le moyen d'accords bilatéraux, sous-regionaux, régionaux ou autres, ainsi que par la voie d'accords entre universités ou autres établissements d'enseignement supérieur et par voie d'arrangements avec les organisations et organismes nationaux ou internationaux compétents, en vue d'atteindre progressivement les objectifs définis au présent article.

III. ENGAGEMENTS D'APPLICATION IMMEDIATE

Article 3.

1. Les Etats contractants reconnaissent, dans les mêmes conditions que celles applicables à leurs nationaux aux fins de la poursuite des études et de l'admission immédiate aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés sur leurs territoires respectifs, les diplômes de fin d'études secondaires délivrés dans les autres Etats contractants et dont la possession confère aux titulaires les qualifications requises pour être admis aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés dans les territoires de ces Etats contractants.

2. Toutefois, l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur pourra être subordonnée à la condition qu'il y existe

des places disponibles ainsi qu'aux conditions concernant les connaissances linguistiques exigées ou admises par les organismes d'enseignement des Etats contractants pour entreprendre les études considérées.

ARTICLE 4.

1. Les Etats contractants s'engagent à prendre sur le plan national toutes les mesures nécessaires afin:

a) de reconnaître, en vue de la poursuite immédiate des études et de l'admission aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés sur leurs territoires respectifs et dans les conditions applicables aux nationaux, les qualifications académiques obtenues dans un établissement d'enseignement supérieur situé sur le territoire d'un autre Etat contractant et reconnu par lui attestant qu'une étape complète d'études dans l'enseignement supérieur a été accomplie à la satisfaction des autorités compétentes;

b) de définir, autant que possible, les modalités suivant lesquelles pourraient être reconnues, aux fins de la poursuite des études, les périodes d'études passées dans les établissements d'enseignement supérieurs situés dans les autres Etats contractants.

2. Les disposizione du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus sont applicables aux cas prévus par le présent article.

ARTICLE 5.

Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour rendre effective, autant que possible, la reconnaissance, en vue de l'exercice d'une profession au sens de l'article premier 1 (*b*) ci-dessus, des diplômes, titres ou grades d'enseignement supérieur conférés par les autorités compétentes des autres Etats contractants.

ARTICLE 6.

1. Considérant que la reconnaissance porte sur les études dispensées et les diplômes, titres ou grades décernés dans les établissements reconnus d'un Etat contractant, le bénéfice des articles 3, 4 et 5 ci-dessus est acquis à toute personne qui a suivi ces études ou obtenu ces diplômes, titres ou grades, quels que soient la nationalité ou le statut politique ou juridique de l'intéressé.

2. Tout ressortissant d'un Etat contractant qui a obtenu sur le territoire d'un Etat non contractant un ou plusieurs diplômes, titres ou grades similaires à ceux qui sont définis aux articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut se prévaloir de celles de ces dispositions

qui sont applicables, à condition que ses diplômes, titres ou grades aient été reconnus dans son pays d'origine, et dans le pays dans lequel le ressortissant souhaite continuer ses études sans préjudice des dispositions prévues à l'article 20 de la présente Convention.

IV. MECANISMES DE MISE EN OEUVRE

Article 7.

Les Etats contractants poursuivent la réalisation des objectifs définis à l'article 2 et assurent l'exécution des engagements prévus aux articles 3, 4 et 5 qui précèdent, au moyen:

a) d'organismes nationaux;

b) du Comité intergovernemental défini à l'article 9 ci-après;

c) d'organismes bilateraux ou sous-régionaux.

Article 8.

1. Les Etats contractants reconnaissent que la réalisation des objectifs et l'exécution des engagements définis à la présente Convention exigent, sur le plan national, une coopération et une coordination étroites des efforts d'autorités nationales très diverses, gouvernementales ou non gouvernementales, notamment les universités et autres institutions éducatives. Ils s'engagent en conséquence à confier l'étude des questions relatives à l'application de la présente Convention à des organismes nationaux appropriés auxquels tous les secteurs intéressés seront associés et qui seront habilités à proposer les solutions adéquates. Les Etats contractants s'engagent en outre à prendre toutes mesures administratives nécessaires pour accélérer de façon efficace le fonctionnement de ces organismes nationaux.

2. Tout organisme national devra disposer des moyens nécessaires pour lui permettre soit de recuillir, d'analyser et de classer lui-même toutes informations utiles à ses activités concernant les études et diplômes de l'enseignement supérieur, soit d'obtenir dans les plus brefs délais, d'un centre national de documentation distinct, les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans ce domaine.

Article 9.

1. Il est institué un Comité intergouvernemental composé d'experts mandatés par les Etats contractants et dont le Secrétariat est confié au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Comité intergouvernemental a pour mission de promouvoir l'application de la présente Convention. Il reçoit et examine les rapports périodiques que les Etats contractants lui comuniquent sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés par eux dans l'application de la Convention, ainsi que les études établies par son secrétariat sur ladite Convention. Les Etats contractants s'engagent a soumettre un rapport au Comité au moins une fois tous les deux ans.

3. Le Comité intergouvernemental adresse, le cas échéant, aux Etats parties à la Convention des recommandations de caractère général ou individuel pour l'application de ladite Convention.

4. Le secrétariat du Comité intergouvernemental aide les organes nationaux à obtenir les renseignements dont ils ont besoin dans le cadre de leurs activités.

ARTICLE 10.

Le Comité intergouvernemental élit son président et adopte son règlement intérieur. Il se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Le Comité se réunira pour la primière fois trois mois après le depôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 11.

Les Etats contractants pourront confier à des organismes bilatéraux ou sous-régionaux déjà existants, ou spécialement institués à cet effet, le soin d'étudier les problèmes que pose, sur le plan bilatéral ou sous-régional, l'application de la présente Convention et d'en promouvoir la solution.

V. DOCUMENTATION

ARTICLE 12.

1. Les Etats contractants procéderont régulièrement entre eux à de larges échanges d'information et de documentation relatives aux études et diplômes de l'enseignement supérieur.

2. Ils s'efforceront de promouvoir le développement des méthodes et mécanismes permettant de collecter, d'analyser, de classer et de diffuser les informations utiles, relatives à la reconnaissance des études, diplômes et grades de l'enseignement supérieur, en tenant compte des méthodes et mécanismes utilisés et des informations réunies par les organismes nationaux, régionaux et internationaux, et notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ARTICLE 13.

Le Comité intergouvernamental prend toutes dispositions utiles pour associer à ses efforts, visant à assurer la meilleure application possible de la présente Convention, les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales compétentes.

VII. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SOUMIS A L'AUTORITE D'UN ETAT CONTRACTANT MAIS SITUES EN DEHORS DE SON TERRITOIRE

ARTICLE 14.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux études poursuivies, aux diplômes ou grades obtenus dans tout établissement d'enseignement supérieur soumis à l'autorité d'un Etat contractant alors même que cet établissement serait situé en dehors de son territoire.

VIII. RATIFICATION, ADHESION ET ENTREE EN VIGUEUR

ARTICLE 15.

La présente Convention est ouverte à la signature et à la ratification des Etats arabes et des Etats européens riverains de la Méditerranée invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'élaborer la présente Convention.

ARTICLE 16.

1. D'autres Etats, membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou parties au Statut de la Cour internationale de justice, pourront être autorisés à adhérer à cette Convention.

2. Toute demande dans ce sens devra être comuniquée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui la transmettra aux Etats contractants trois mois au moins avant la réunion du Comité intergouvernamental.

3. Le Comité se réunira en Comité ad hoc pour se prononcer sur cette demande.

Ses membres devront être munis, à cet effet, d'un mandat exprès de leurs gouvernements. La décision à prendre en pareil cas devra réunir la majorité des deux tiers des Etats contractants.

4. Cette procédure ne pourra être appliquée que lorsque la majorité des Etats visés à l'article 15 aura ratifié la présente Convention.

ARTICLE 17.

La ratification de la présente Convention ou l'adhésion à celle-ci s'effectue par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 18.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur, pour chaque autre Etat, un mois après le dépôt de son istrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 19.

1. Les Etats contractants ont la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prend effet douze mois après la réception de l'instrument de dénonciation. Toutefois les personnes ayant bénéficié du dispositif de la présente Convention, qui seraient en cours d'études sur le territoire d'un Etat contractant qui dénonce la Convention, pourront achever le cycle d'études commencé.

ARTICLE 20.

Cette Convention n'affectera en aucune manière les traités et conventions déjà en vigueur entre les Etats contractants, ni les législations nationales adoptées par eux, dans la mesure où ils offrent des avanteges plus larges que ceux prévus par la présente Convention.

ARTICLE 21.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats contractants et les autres Etats mentionnés aux articles 15 et 16 ci-dessus, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion visés à l'article 17 ainsi que des dénonciations prévues à l'article 19 de la présente Convention.

ARTICLE 22.

Conformément a l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Nice, ce dix-septième jour de décembre 1976, en anglais, arabe, espagnol et français, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dont une copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats visés aux articles 15 et 16 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Pour la République populaire d'Albanie

Pour la République algérienne démocratique et populaire

Pour la République de Chypre

COSTAS ELEFTHERIOU HADJISTEPHANOU

17 décembre 1976

Pour la République arabe d'Egypte

CHAMS ELDINE EL-WAKIL

17 décembre 1976

Pour l'Espagne

Pour la France

PIERRE TABATONI

17 décembre 1976

Pour la Grèce

Pour l'Italie

LUDOVICO CARDUCCI ARTENISIO

2 juin 1977

Pour le Liban

SALAH STÉTIÉ

28 septembre 1977

Pour la République arabe libyenne

MOHAMED ABDEL-KARIM EL-WAFI

6 juillet 1977

Pour Malte

Pour le Maroc

BELLAMINE DRISS

17 décembre 1976

Pour la Principauté de Monaco

Pour la République arabe syrienne

Pour la Tunisie

Pour la Turquie

Pour la République fédérative socialiste de Yougoslavie

BATRIC JOVANOVIC

17 décembre 1976

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE

sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo

Gli Stati arabi e gli Stati europei rievieraschi del Mar Mediterraneo, Parti della presente Convenzione;

DESIDEROSI di rafforzare gli stretti vincoli culturali che la storia e la vicinanza geografica hanno stabilito fra loro dai tempi più remoti, e di proseguire una politica d'azione comune nel campo dell'istruzione e della formazione scientifica e culturale contribuendo così al rafforzamento della loro cooperazione in tutti i suoi aspetti nell'interesse del benessere e della prosperità permanente dei loro popoli;

CONVINTI che tali obiettivi saranno più facilmente raggiunti se gli abitanti di ciascuno degli Stati Contraenti si vedranno riconoscere il diritto di accedere liberamente alle risorse educative degli altri Stati Contraenti, ed in particolare di proseguire la propria formazione professionale negli istituti d'insegnamento superiore di tali altri Stati;

CONSIDERANDO che il riconoscimento da parte dell'insieme degli Stati contraenti degli studi compiuti e dei diplomi ottenuti in uno qualsiasi di essi non può che intensificare la mobilità delle persone e degli scambi d'idee, di conoscenze e di esperienze scientifiche e tecnologiche;

CONSTATANDO che tale riconoscimento costituisce una delle condizioni necessarie al fine:

1. di permettere la migliore utilizzazione comune possibile dei mezzi di formazione esistenti sui loro territori,

2. di assicurare la più vasta mobilità degli insegnanti, degli studenti, dei ricercatori e dei professionisti,

3. di sopperire alle difficoltà che incontrano al momento del loro ritorno nel paese d'origine le persone che hanno ricevuto una formazione all'estero;

DESIDEROSI di assicurare il più vasto riconoscimento possibile degli studi e dei diplomi tenendo conto dei princìpi concernenti la promozione dell'istruzione permanente, la democratizzazione dell'insegnamento, l'adozione e l'applicazione di una politica dell'istruzione adottata alle trasformazioni strutturali, economiche e tecniche, ai cambiamenti sociali ed ai contesti culturali;

DECISI a dedicare e ad organizzare la propria collaborazione futura in tali campi mediante una convenzione che costituirà il punto di partenza di un'azione dinamica concertata, condotta in particolare a mezzo di meccanismi nazionali, bilaterali e multilaterali creati a tale scopo;

RICORDANDO che l'obiettivo finale che la Conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura si è proposto, consiste, nell'« elaborazione di una convenzione internazionale sul riconoscimento e la validità dei titoli, gradi e diplomi rilasciati dagli istituti di insegnamento superiore e di ricerca in tutti i paesi »;

Hanno convenuto quanto segue:

I. DEFINIZIONI

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente Convenzione, per « riconoscimento » di un diploma, titolo o grado d'insegnamento superiore ottenuto allo estero, si intende la sua accettazione da parte delle autorità competenti di uno Stato Contraente e la concessione al suo titolare dei diritti di cui godono le persone che possiedono un diploma, un titolo o grado d'insegnamento nazionale al quale il diploma, il titolo o grado di insegnamento ottenuto all'estero è assimilato. A seconda della portata attribuita al riconoscimento, tali diritti riguardano sia il proseguimento degli studi, sia l'esercizio di una attività professionale, sia le due cose insieme.

(*a*) Il riconoscimento di un diploma, titolo o grado di insegnamento, al fine di intraprendere o di proseguire studi di livello superiore, permetterà al titolare interessato di essere ammesso negli istituti di insegnamento superiore e di ricerca di ogni Stato Contraente alle stesse condizioni in materia di studi di quelle applicabili ai titolari del diploma, titolo o grado di insegnamento similare rilasciato nello Stato Contraente interessato;

(*b*) il riconoscimento di un diploma, titolo o grado di insegnamento straniero per l'esercizio di una attività professionale costituisce il riconoscimento della capacità tecnica richiesta per l'esercizio della professione di cui trattasi. Tale riconoscimento non ha l'effetto di dispensare il titolare del diploma, titolo o grado d'inse-

gnamento straniero dal soddisfare condizioni diverse da quelle relative alla capacità tecnica che siano state prescritte dalle autorità governative o professionali competenti per l'esercizio dell'attività professionale in questione.

2. Ai fini della presente Convenzione:

(*a*) per « insegnamento secondario » si intende il livello degli studi, di qualunque genere esso sia, che fa seguito alla istruzione primaria od elementare, e preparatoria e che può avere, tra gli altri scopi, quello di preparare all'accesso all'insegnamento superiore;

(*b*) per « insegnamento superiore » si intendono tutti i tipi di insegnamento e di ricerca del livello post-secondario aperti, nei diversi Stati e alle condizioni da essi previste, ad ogni persona che possieda requisiti sufficienti, sia perché essa ha ottenuto un diploma, titolo o certificato finale di studi secondari, sia perché ha ricevuto una formazione o acquisito delle conoscenze adeguate.

3. Ai fini della presente Convenzione, per « studi parziali » si intende ogni formazione che, in base alle norme in vigore nello istituto in cui essa sia stata acquisita, è incompleta sul piano della sua durata o contenuto. Il riconoscimento da parte di uno Stato Contraente degli studi parziali compiuti in un istituto situato nel territorio di un altro Stato Contraente e da esso riconosciuto può essere concesso in funzione del livello di istruzione raggiunto dall'interessato secondo i criteri utilizzati dagli organismi di formazione dello Stato di accoglimento.

II. OBIETTIVI

Articolo 2.

1. Gli Stati Contraenti affermano solennemente la loro ferma risoluzione a cooperare strettamente al fine di:

(*a*) permettere la migliore utilizzazione possibile nell'interesse di tutti gli Stati Contraenti delle loro risorse disponibili in materia di formazione e di ricerca, e a tale scopo,

(i) di aprire il più largamente possibile l'accesso dei loro istituti d'insegnamento superiore agli studenti o ai ricercatori provenienti da uno qualsiasi degli Stati Contraenti;

(ii) di riconoscere gli studi ed i diplomi di tali persone;

(iii) di armonizzare le condizioni di ammissione agli istituti d'insegnamento di ciascun paese;

(iv) di adottare una terminologia e dei criteri di valutazione che facilitino l'applicazione di un sistema atto ad assicurare la comparabilità delle unità di valore, delle materie di studio e dei diplomi;

(v) di adottare, ai fini dell'ammissione ai livelli di studio successivi, una concezione dinamica che tenga conto non solo delle conoscenze attestate dai diplomi ottenuti, ma anche dalle esperienze e delle realizzazioni personali, nella misura in cui queste possono essere ritenute valide dagli istituti competenti;

(vi) di adottare, ai fini delle valutazioni degli studi parziali, dei criteri flessibili, basati sul livello di formazione raggiunto e sul contenuto dei programmi seguiti, tenendo conto del carattere interdisciplinare delle conoscenze a livello dell'insegnamento superiore;

(vii) di perfezionare il sistema di scambi di informazione concernenti il riconoscimento degli studi e dei diplomi;

(*b*) realizzare negli Stati Contraenti un miglioramento continuo dei programmi di studio nonché dei metodi di pianificazione e di promozione dell'insegnamento superiore tenendo conto delle esigenze dello sviluppo economico, sociale e culturale, delle politiche di ogni paese e degli obiettivi che figurano nelle raccomandazioni formulate dagli organi competenti dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura per quanto attiene al miglioramento continuo della qualità dell'insegnamento alla promozione dell'istruzione permanente e alla democratizzazione della istruzione;

(*c*) promuovere la cooperazione regionale e mondiale in materia di riconoscimento degli studi e dei titoli accademici.

2. Gli Stati Contraenti si impegnano ad adottare tutte le misure necessarie sul piano nazionale, bilaterale, multilaterale, in particolare mediante accordi bilaterali, sub-regionali, regionali o altri, nonché mediante accordi tra università od altri istituti d'insegnamento superiore e mediante accordi con le organizzazioni ed organismi nazionali o internazionali competenti, allo scopo di raggiungere progressivamente gli obiettivi definiti nel presente articolo.

III. IMPEGNI DI APPLICAZIONE IMMEDIATA

Articolo 3.

1. Gli Stati Contraenti riconoscono, alle stesse condizioni di quelle applicabili ai loro cittadini ai fini del proseguimento degli studi e dell'ammissione immediata ai livelli successivi di formazione negli istituti d'insegnamento superiore situati nei loro territori rispettivi, i diplomi di compimento di studi secondari rilasciati negli altri Stati Contraenti ed il cui possesso conferisce ai titolari i requisiti richiesti per essere ammesso ai livelli successivi di formazione negli istituti d'insegnamento superiore situati nei territori di tali Stati Contraenti.

2. Tuttavia, l'ammissione in un istituto di insegnamento superiore potrà essere subordinata alla condizione che esistano posti disponibili nonché alle condizioni concernenti le conoscenze linguistiche richieste o ammesse dagli organismi d'insegnamento degli Stati Contraenti per intraprendere gli studi considerati.

ARTICOLO 4.

1. Gli Stati Contraenti si impegnano ad adottare, sul piano nazionale, tutte le misure necessarie al fine:

(*a*) di riconoscere, allo scopo dell'immediato proseguimento degli studi e dell'ammissione ai livelli successivi di formazione negli istituti di insegnamento superiore situati sui loro rispettivi territori e alle condizioni applicabili ai nazionali, i titoli accademici ottenuti in un istituto d'insegnamento superore situato nel territorio di un altro Stato Contraente e da esso riconosciuto, attestante che un ciclo completo di studi nell'insegnamento superiore è stato compiuto secondo quanto richiesto dalle autorità competenti;

(*b*) di definire, per quanto possibile, le modalità in base alle quali potrebbero essere riconosciuti, ai fini del proseguimento degli studi, i periodi di studio trascorsi negli istituti di insegnamento superiore situati negli altri Stati Contraenti.

2. Le disposizioni del paragrafo 2 del precedente articolo 3 sono applicabili ai casi previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 5.

Gli Stati contraenti si impegnano ad adottare le misure necessarie per rendere effettivo, per quanto possibile, il riconoscimento, in vista dell'esercizio di una professione ai sensi del precedente articolo primo 1 (*b*) i diplomi, titoli o gradi d'insegnamento superiori rilasciati dalle autorità competenti degli altri Stati Contraenti.

ARTICOLO 6.

1. Considerando che il riconoscimento verte sugli studi compiuti e sui diplomi, titoli o gradi rilasciati negli istituti riconosciuti di uno Stato Contraente, il beneficio dei precedenti articoli 3, 4 e 5 viene acquisito da parte di ogni persona che abbia seguito tali studi od ottenuto tali diplomi, titoli o attestati, quali che siano la nazionalità o lo statuto politico o giuridico dell'interessato.

2. Ogni cittadino di uno Stato Contraente che abbia ottenuto sul territorio di uno Stato non contraente uno o più diplomi, titoli o gradi simili a quelli definiti nei precedenti articoli 3, 4 e 5 può avvalersi di quelle disposizioni che gli sono applicabili, a condizio-

ne che i suoi diplomi, titoli o gradi siano stati riconosciuti nel suo paese d'origine, è nel paese in cui il cittadino desidera continuare i propri studi fatte salve le disposizioni previste dall'articolo 20 della presente Convenzione.

IV. MECCANISMI DI ESECUZIONE

Articolo 7.

Gli Stati Contraenti perseguono la realizzazione degli obiettivi definiti nell'articolo 2 ed assicurano l'esecuzione degli impegni previsti dagli articoli 3, 4 e 5 che precedono, mediante:

(*a*) organismi nazionali;

(*b*) il Comitato intergovernativo definito nell'articolo 9 che segue;

(*c*) Organismi bilaterali o sub-regionali.

Articolo 8.

1. Gli Stati contraenti riconoscono che la realizzazione degli obiettivi e l'esecuzione degli impegni definiti nella presente Convenzione esigono, sul piano nazionale, una cooperazione ed un coordinamento stretti di sforzi di autorità nazionali molto diverse, governative o non governative, in particolare di università ed altri istituti educativi. Essi si impegnano di conseguenza ad affidare lo studio delle questioni relative all'applicazione della presente Convenzione ad organismi nazionali idonei ai quali si associeranno tutti i settori interessati e che saranno abilitati a proporre soluzioni adeguate. Gli Stati Contraenti si impegnano inoltre ad adottare tutte le misure amministrative necessarie per accelerare in maniera efficace il funzionamento di tali organismi nazionali.

2. Ogni organismo nazionale dovrà disporre dei mezzi necessari per consentirgli sia di raccogliere, di analizzare e di classificare esso stesso ogni informazione utile alle proprie attività in relazione agli studi ed ai diplomi di insegnamento superiori, sia di ottenere nel più breve termine, da un diverso centro nazionale di documentazione, le informazioni di cui potrebbe aver bisogno in tal campo.

Articolo 9.

1. Viene istituito un Comitato intergovernativo composto di esperti incaricati dagli Stati Contraenti e il cui Segretariato viene affidato al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

2. Il Comitato intergovernativo ha il compito di promuovere l'applicazione della presente Convenzione. Esso riceve ed esamina i rapporti periodici che gli Stati Contraenti gli comunicano sui progressi realizzati e gli ostacoli da loro incontrati nell'applicazione della Convenzione, nonché gli studi effettuati dal proprio Segretariato sulla detta Convenzione. Gli Stati contraenti si impegnano a sottoporre un rapporto al Comitato almeno una volta ogni due anni.

3. Il Comitato intergovernativo invia, ove occorra, agli Stati parti della Convenzione delle raccomandazioni di carattere generale o individuale per l'applicazione di detta Convenzione.

4. Il Segretariato del Comitato intergovernativo aiuta gli organi nazionali nell'ottenimento delle informazioni di cui necessitano nel quadro delle loro attività.

ARTICOLO 10.

Il Comitato intergovernativo elegge il proprio presidente ed adotta il proprio regolamento interno. Esso si riunisce in sessione ordinaria ogni due anni. Il Comitato si riunirà per la prima volta tre mesi dopo il deposito del sesto strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 11.

Gli Stati contraenti potranno affidare ad organismi bilaterali o sub-regionali già esistenti, od appositamente istituiti a tale scopo, il compito di studiare i problemi che viene a porre, sul piano bilaterale o sub-regionale, l'applicazione della presente Convenzione e di promuoverne la soluzione.

V. DOCUMENTAZIONE

ARTICOLO 12.

1. Gli Stati contraenti procederanno regolarmente tra loro ad ampi scambi di informazioni e di documentazioni relativi agli studi ed ai diplomi di insegnamento superiore.

2. Essi si sforzeranno di promuovere lo sviluppo dei metodi e dei meccanismi che permettano di raccogliere, analizzare, classificare e diffondere le informazioni utili, relative al riconoscimento degli studi, diplomi e gradi dell'insegnamento superiore, tenendo conto dei metodi e meccanismi utilizzati e delle informazioni raccolte dagli organismi nazionali, regionali ed internazionali, ed in particolare dalla Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

VI. COOPERAZIONE CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

Articolo 13.

Il Comitato intergovernativo adotta tutte le disposizioni utili per associare ai propri sforzi, tendenti ad assicurare la migliore applicazione possibile della presente Convenzione, le organizzazioni internazionali governative e non governative competenti.

VII. ISTITUTI DI INSEGNAMENTO SUPERIORE SOGGETTI ALL'AUTORITÀ DI UNO STATO CONTRAENTE MA SITUATI AL DI FUORI DEL SUO TERRITORIO

Articolo 14.

Le disposizioni della presente Convenzione si applicano agli studi perseguiti, ai diplomi o gradi ottenuti in ogni istituto d'insegnamento superiore soggetto all'autorità di uno Stato contraente anche se tale istituto fosse situato al di fuori del suo territorio.

VIII. RATIFICA, ADESIONE ED ENTRATA IN VIGORE

Articolo 15.

La presente Convenzione è aperta alla firma ed alla ratifica degli Stati arabi e degli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo invitati a partecipare alla Conferenza diplomatica incaricata dell'elaborazione della presente Convenzione.

Articolo 16.

1. Altri Stati, membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica o parti dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, potranno essere autorizzati ad aderire alla presente Convenzione.

2. Ogni domanda in tal senso dovrà essere comunicata al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura che la trasmetterà agli Stati contraenti almeno tre mesi prima della riunione del Comitato intergovernativo.

3. Il Comitato si riunirà in Comitato *ad hoc* per pronunciarsi su tale domanda. I suoi membri dovranno essere muniti, a tale scopo, di un esplicito mandato dei loro Governi. La decisione da prendere in un simile caso dovrà riunire la maggioranza dei due terzi degli Stati contraenti.

4. Tale procedura non potrà essere applicata se la maggioranza degli Stati di cui all'articolo 15 non avrà ratificato la presente Convenzione.

ARTICOLO 17.

La ratifica della presente Convenzione o l'adesione ad essa avverrà mediante il deposito di uno strumento di ratifica o di adesione presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

ARTICOLO 18.

La presente Convenzione entrerà in vigore un mese dopo il deposito del secondo strumento di ratifica, ma unicamente nei confronti degli Stati che avranno depositato i propri strumenti di ratifica. Essa entrerà in vigore, per ogni altro Stato, un mese dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 19.

1. Gli Stati contraenti hanno la facoltà di denunciare la presente Convenzione.

2. La denuncia viene notificata mediante uno strumento scritto depositato presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

3. La denuncia acquista efficacia dodici mesi dopo la ricezione dello strumento di denuncia. Tuttavia le persone che abbiano beneficiato del dispositivo della presente Convenzione, che fossero in corso di studi sul territorio di uno Stato contraente che denuncia la Convenzione, potranno terminare il ciclo di studi iniziato.

ARTICOLO 20.

La presente Convenzione non pregiudicherà in alcun modo i trattati e le convenzioni già in vigore fra gli Stati contraenti, né le legislazioni nazionali da essi adottate, nella misura in cui offrono dei vantaggi maggiori di quelli previsti dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 21.

Il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura informerà gli Stati contraenti e gli altri Stati di cui ai precedenti articoli 15 e 16, nonché l'Orga-

nizzazione delle Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica o di adesione di cui all'articolo 17 nonché delle denunce previste dall'articolo 19 della presente Convenzione.

ARTICOLO 22.

Conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione verrà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite a richiesta del Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

IN FEDE DI CHE, i rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Nizza, il 17 dicembre 1976 in inglese, arabo, spagnolo e francese, i quattro testi facenti ugualmente fede, in unico esemplare che sarà depositato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e di cui una copia certificata conforme sarà inviata a tutti gli Stati di cui agli articoli 15 e 16 nonché all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 29 novembre 1980, n. 966.

Approvazione ed esecuzione dell'accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia per la definizione di problemi finanziari in sospeso, con allegati, firmato a Roma il 23 aprile 1977, e della dichiarazione e accordo, firmati in pari data.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvati i seguenti atti internazionali, firmati a Roma il 23 aprile 1977:

1) accordo tra la commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia per la definizione di problemi finanziari in sospeso, con allegati *A* e *B*;
2) dichiarazione di garanzia tra la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia;
3) accordo tra la Romania, da una parte, e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, agenti congiuntamente come membri della Commissione europea del Danubio, con sede in Roma, dall'altra parte.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente: all'articolo 5 dell'accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia; al numero 5 della dichiarazione di garanzia tra la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia; all'articolo 3 dell'accordo tra la Romania, da una parte, e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord, agenti congiuntamente come membri della Commissione europea del Danubio, con sede in Roma, dall'altra parte.

Art. 3.

La proprietà di chilogrammi 113,654 di oro fino, attualmente in deposito presso la Banca d'Italia al nome del Ministero del tesoro, in esecuzione della sentenza del tribunale di Roma emessa in data 4 maggio 1959, sarà trasferita alla Commissione europea del Danubio, ai sensi dell'articolo 2 dell'accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia, indicato al numero 1) dell'articolo 1.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI — ANDREATTA

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

ACCORD

entre la Commission Européenne du Danube et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République Hellénique

La Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ces trois gouvernements concluant simultanément avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie l'accord dont le texte est ci-annexè, et le Gouvernement de la République Hellénique,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de régler les questions en suspens avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie,

CONSIDÉRANT qu'il convient de transférer à la Commission Européenne du Danube 113 kilogrammes 654 grammes d'or fin qui se trouvent actuellement déposés à la Banca d'Italia au nom du Trèsor italien,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder, après déduction de la quantité d'or fin remise au Gouvernement roumain, à la répartition, entre les Gouvernements français, italien et britannique, des avoirs de la Commission Européenne du Danube, déposé à la Banque des Réglements internationaux, à Bâle, à la Banque de France à Paris et à la Barclay's Bank à Londres ainsi que de l'or actuellement déposé auprès de la Banca d'Italia,

CONSIDÉRANT qu'il importe que les Gouvernements français, italien et britannique donnent des garanties adéquates au Gouvernement hellénique, qui ne participe pas à cette répartition, quant aux prétentions qui pourraient éventuellement être émises contre lui en sa qualité d'ancien membre de la Commission Européenne du Danube,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

La Commission Européenne du Danube donne son accord pour que les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Nord réglent, conformément aux dispositions de l'accord dont le texte est ci-annexé (annexe *B*), les rapports entre la Commission Européenne du Danube et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie pour ce qui concerne les pensions des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube et en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la mise à la disposition des dits gouvernements des avoirs en or détenus par la Commission Européenne du Danube chez la Banque des Réglements Internationaux à Bâle: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kilogrammes) d'or fin, chez la Banque de France à Paris; vingt trois kilogrammes quatre cent neuf grammes neuf décigrammes (23,4099 kilogrammes) d'or fin, les bons du Trèsor britanniques déposés chez la Barclay's Bank de Londres pour le montant – valeur d'achat – de huit mille quatre cent soixante quinze livres sterling soixante huit pence (£ 8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui se trouve en Italie et dont il est traité à l'article suivant.

ARTICLE 2.

Pour ce qui concerne, le Gouvernement de la République Italienne transfère à la Commission Européenne du Danube, qui en aura la libre disposition, la propriété de cent treize kilogrammes six cent cinquante quatre grammes (113,654 kilogrammes) d'or fin qui se trouvent actuellement déposés chez la Banca d'Italia au nom du Trésor italien et que l'ancienne Direction du Danube Maritime avait, à l'origine, déposés en son nom chez la Banca Commerciale Italiana de Milan.

La Commission Européenne du Danube verse au Gouvernement de la République Italienne la somme correspondant aux frais légaux et de garde dont le montant s'élève à cinq millions cent vingt trois mille huit cent quatre vingt treize lires (5.123.893 lires).

ARTICLE 3.

Déduction faite de ce qui fait l'objet de l'accord dont le texte est ci-annexé et éventuellement des autres dettes de la Commission Européenne du Danube, l'or et les titres visés aux articles 1 et 2, ainsi que les autres avoirs qui pourraient encore exister sont la propriété de la Commission Européenne du Danube.

ARTICLE 4.

Le Gouvernement de la République Hellénique, n'étant pas créancier de la Commission Européenne du Danube, dèclare n'avoir aucune prétention vis-à-vis de celle-ci et des Gouvernements des trois autres pays membres.

Ceux-ci accordent une garantie au Gouvernement de la République Hellénique selon les termes et les conditions fixés dans la déclaration annexée au présent accord (Annexe *A*).

Cette garantie ne pourra pas, en tous cas, s'étendre au-delà de l'actif qui sera partagé entre les trois gouvernements créanciers de la Commission Européenne du Danube et sera proportionnelle aux quotes-parts de chacun d'eux.

ARTICLE 5.

Chaque gouvernement signataire devra faire connaitre par écrit au Ministère italien des Affaires Etrangères à Rome que la procédure constitutionnelle requise dans chaque pays pour la mise en vigueur du présent accord a été régulièrement accomplie.

Lorsque l'ensemble des notifications nécessaires pour l'application du présent accord ainsi que de l'accord entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie et le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont le texte est ci-annexé auront été accomplies, les deux accords entreront simultanément en vigueur et le Gouvernement italien informera chaque gouvernement signataire de la date d'entrée en vigueur.

FAIT à Rome le vingt-troit Avril milleneufcentsoixantedixsept en cinq exemplaires en langue française, un pour chaque signataire.

Pour la Commission Européenne du Danube:

Orazio ANTINORI

Pour le Gouvernement de la République Française:

Dejean DE LA BATÎE

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Orazio ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Alan CLOWES GOODISON

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

Leonidas VRAILAS

ANNEXE *A*

DÉCLARATION

Le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Hellènique, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent ce qui suit:

1. En leur qualité de membres de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique n'ont aucune réclamation à formuler à l'égard du Gouvernement de la République Hellénique. Celui-ci, en sa qualité de membre de la Commission Européenne du Danube, n'a aucune réclamation à formuler à l'égard des trois autres Gouvernements.

2. Toutefois, si, à la suite d'une éventuelle dissolution de la Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Hellénique était appelé par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement Hellénique était membre de la Commission Europeenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique effectueront au Gouvernement hellénique des remboursements des sommes payées au Gouvernement roumain, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employès de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit, en proportion et dans les limites des actifs que les Gouvernements français, italien et britannique auront reçus de la Commission Européenne du Danube.

3. Dans la même proportion et dans les mêmes limites, tous les frais de jugement soutenus par le Gouvernement hellénique, en raison des decisions judiciaires éventuelles susmentionnées, seront remboursés par les trois autres Gouvernements.

4. Les Gouvernements français, italien et britannique renoncent à leur droits de réclamation envers le Gouvernement de la République Hellénique dans le cas où, par suite d'une dissolution éventuelle de la Commission Européenne du Danube, ils seraient appelés par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à des anciens employés de la Commission ou à leurs ayant-droit en considération du fait que le Gouvernement de la Répuquique Hellénique ou les trois autres Gouvernements ont eté membres de la Commission Européenne du Danube.

5. Les engagements dont il s'agit entreront en vigueur pour les Gouvernements français, italien et britannique aprés qu'ils auront reçu les avoirs qui leur sont dûs et s'appliqueront seulement aux décisions judiciaires éventuelles, postérieures à cette date.

FAIT à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Française:

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

ANNEXE *B*

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part,

DÉSIRANT résoudre les problèmes financiers en suspens à propos des avoirs de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome s'engage à remettre, par prélèvement sur ses propres avoirs, après la mis en oeuvre des mesures prévues à l'article 2 paragraphe 2 du présent accord, une quantité d'or fin de Kg 50,856 (cinquante kilogrammes huit cent cinquante-six grammes) au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

ARTICLE 2.

1. Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie renonce en son nom et au nom des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz et de leurs ayant-droits, à toute revendication à l'égarde de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome et des Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des Gouvernements membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, les avoirs détenus par ladite Commission chez la Banque des Réglements Internationaux: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg) d'or fin, chez la Banque de France: vingt-trois kilogrammes quatre cent neuf grammes et neuf décigrammes (23,409.9 Kg.) d'or fin, chez la Barclays Bank de Londres: bons du Trésor britanniques pour un montant - valeur d'achat - de huit mille quatre cent soixante-quinze livres sterling soixante-huit pence (£ 8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui a été déposée en Italie au nom de la Direction du Danube Maritime: cent treize kilogrammes six cent cinquante-quatre grammes (113,654 Kg.) d'or fin, avoirs au sujet desquels le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie déclare ne plus émettre aucune prétention vis-à-vis de la Commission et des autres Gouvernements contractants.

3. Ces renociations prennent effet immédiatement après qu'aura été remise à la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie la quantité d'or prévue à l'article 1er.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur lorsque sera achavée la procédure prévue pour son approbation par les legislations des pays signataires.

Le dépôt des instruments d'approbation aura lieu à Rome auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

En foi de quoi les représentants des Gouvernements contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie:

Pour le Gouvernement de la République Française:

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

DÉCLARATION

Le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Hellénique, le Gouvernement de la Republique Italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent ce qui suit:

1. En leur qualité de membres de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique n'ont aucune réclamation à formuler à l'égard du Gouvernement de la République Hellénique. Celui-ci, en sa qualité de membre de la Commission Européenne du Danube, n'a aucune réclamation à formuler à l'égard des trois autres Gouvernements.

2. Toutefois, si, à la suite d'une éventuelle dissolution de la Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Hellénique était appelé par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayant-droit en considération du fait que le Gouvernement Hellénique était membre de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique effectueront au Gouvernement hellénique des remboursements des sommes payées au Gouvernement roumain, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit, en proportion et dans les limites des actifs que les Gouvernements français, italien et britannique auront recus de la Commission Européenne du Danube.

3. Dans la mêmes limites, tous les frais de jugement soutenus par le Gouvernement hellénique, en raison des décisions judiciaires éventuelles susmentionnées, seront remboursès par les trois autres Gouvernements.

4. Les Gouvernements français, italien et britannique renoncent à leur droits de réclamation envers le Gouvernement de la République Hellénique dans le cas où, par suite d'une dissolution éventuelle de la Commission Européenne du Danube, ils seraient appelés par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à des anciens employés de la Commission, ou à leurs ayant-droit en considération du fait que le Gouvernement de la République Hellénique ou les trois autres Gouvernements ont été membres de la Commission Européenne du Danube.

5. Les engagements dont il s'agit entreront en vigueur pour les Gouvernements français, italien et britannique après qu'ils auront reçu les avoirs qui leur sont dûs et s'appliqueront seulement aux décisions judiciaires éventuelles, postérieures à cette date.

FAIT à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Française:

Dejean DE LA BATÎE

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Orazio ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Alan CLOWES GOODISON

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

Leonidas VRAILAS

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part,

DÉSIRANT résoudre les problèmes financiers en suspens à propos des avoirs de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz.

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome s'engage à remettre, par prélèvement sur ses propres avoirs, après la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article 2 paragraphe 2 du présent accord, une quantité d'or fin de Kg. 50,856 (cinquante kilogrammes huit cent cinquante-six grammes) au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

ARTICLE 2.

1. Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie renonce en son nom et au nom des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz et de leurs ayant-droits, a toute revendication a l'égard de la Commission Européenne du Danube ayant son siège a Rome et des Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des Gouvernements membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, les avoirs détenus par ladite Commission chez la Banque des Réglements Internationaux: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg.) d'or fin, chez la Banque de France: vingt-trois kilogrammes quatre cent neuf grammes et neuf décigrammes (23,409.9 Kg.) d'or fin, chez la Barclays Bank de Londres: bons du Trésor britanniques pour un montant - valeur d'achat - de huit mille quatre cent soixante-quinze livres sterling soixant-huit pence (£ 8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui a été déposée en Italie au nom de la Direction du Danube Maritime: cent treize kilogrammes six cent cinquante-quatre grammes (113,654 Kg.) d'or fin, avoirs au sujet desquels le Gouvernement de la Républiique Socialiste de Roumanie déclare ne plus émettre aucune prétention vis-à-vis de la Commission et des autres Gouvernements contractants.

3. Ces renonciations prennent effet immédiatement après qu'aura été remise à la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie la quantité d'or prévue à l'article 1er.

ARTICLE 3.

Le présent accord entrera en vigueur lorsque sera achevée la procédure prévue pour son approbation par les legislations des pays signataires.

Le dépôt des instruments d'approbation aura lieu à Rome auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

EN FOI DE QUOI les représentants des Gouvernements contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie:

Eugen LUCHIAN

Pour le Gouvernement de la République Française:

Dejean DE LA BATÎE

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

Orazio ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Alan CLOWES GOODISON

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese.

ACCORDO

tra la Commissione Europea del Danubio e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana, del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e della Repubblica Ellenica

La Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Italiana e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, concludendo contemporaneamente i tre suddetti governi con il Governo della Repubblica Socialista di Romania l'accordo di cui si allega il testo, e il Governo della Repubblica Ellenica,

CONSIDERANDO che occorre regolare le questioni in sospeso con il Governo della Repubblica Socialista di Romania,

CONSIDERANDO che è opportuno trasferire alla Commissione Europea del Danubio 113 chilogrammi e 654 grammi di oro fino che si trovano attualmente depositati presso la Banca d'Italia a nome del Tesoro italiano,

CONSIDERANDO che occorre procedere, dopo aver detratto la quantità d'oro fino consegnata al Governo romeno, alla ripartizione, tra i Governi francese, italiano e britannico, dei beni della Commissione Europea del Danubio, depositati presso la Banca dei Regolamenti Internazionali, a Basilea, alla Banca di Francia a Parigi e alla Barclay's Bank a Londra, nonché alla ripartizione dell'oro attualmente depositato presso la Banca d'Italia,

CONSIDERANDO che è opportuno che i Governi francese, italiano e britannico forniscano garanzie adeguate al Governo ellenico, che non partecipa a tale ripartizione, quanto alle pretese che potrebbero eventualmente essere avanzate nei suoi confronti per la sua qualità di ex membro della Commissione Europea del Danubio,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio accorda il suo consenso a che i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, confor-

memente alle disposizioni dell'accordo di cui si allega il testo (allegato. *B*), regolino i rapporti tra la Commissione Europea del Danubio e il Governo della Repubblica Socialista di Romania per quanto concerne le pensioni degli ex impiegati romeni della Commissione Europea del Danubio e per quanto riguarda le misure atte ad assicurare la messa a disposizione dei suddetti governi dei beni in oro detenuti dalla Commissione Europea del Danubio presso la Banca dei Regolamenti Internazionali di Basilea: quattordici chilogrammi e cinquecento sedici grammi (14,516 Kg.) di oro fino, presso la Banca di Francia a Parigi: ventitrè chilogrammi e quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,4099 Kg.) d'oro fino, i buoni del Tesoro britannici depositati presso la Barclay's Bank di Londra per l'ammontare – valore d'acquisto – di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (£. 8.475,68 sterline), nonché la quantità d'oro che si trova in Italia e di cui si tratta nell'articolo successivo.

ARTICOLO 2.

Per quanto lo concerne, il Governo della Repubblica italiana trasferisce alla Commissione Europea del Danubio, che ne disporrà liberamente, la proprietà di centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 Kg.) di oro fino che si trovano attualmente depositati presso la Banca d'Italia a nome del Tesoro italiano e che l'ex Direzione del Danubio Marittimo aveva, all'origine, depositato a suo nome presso la Banca Commerciale Italiana di Milano.

La Commissione Europea del Danubio versa al Governo della Repubblica Italiana la somma corrispondente alle spese legali e di custodia la cui entità ammonta a cinque milioni centoventitremilaottocentonovantatre lire (5.123.893 lire).

ARTICOLO 3.

Fatta detrazione di quanto è oggetto dell'accordo di cui si allega il testo ed eventualmente di altri debiti della Commissione Europea del Danubio, l'oro e i titoli di cui agli articoli 1 e 2, nonché gli altri averi che potrebbero ancora sussistere, sono proprietà della Commissione Europea del Danubio.

ARTICOLO 4.

Il Governo della Repubblica Ellenica, non essendo creditore della Commissione Europea del Danubio, dichiara di non avanzare alcuna pretesa nei confronti di essa e dei Governi degli altri tre Paesi membri.

Questi accordano una garanzia al Governo della Repubblica Ellenica secondo i termini e le condizioni fissate nella dichiarazione allegata al presente accordo (Allegato *A*).

Questa garanzia non potrà, in ogni caso, estendersi oltre l'attivo che sarà suddiviso fra i tre Governi creditori della Commissione Europea del Danubio e sarà proporzionale alle quote-parti di ciascuno di essi.

ARTICOLO 5.

Ogni Governo firmatario dovrà informare per iscritto il Ministero degli Esteri italiano a Roma che la procedura costituzionale richiesta in ogni Paese per l'attuazione del presente accordo è stata regolarmente eseguita.

Allorché l'insieme delle notifiche necessarie per l'applicazione del presente accordo nonché dell'accordo tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord di cui si allega il testo, sarà stato eseguito, i due accordi entreranno simultaneamente in vigore e il Governo italiano informerà ogni Governo firmatario della data di entrata in vigore.

FATTO a Roma il ventitrè aprile millenovecentosettantasette in cinque esemplari in lingua francese, uno per ogni firmatario.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO *A*

DICHIARAZIONE

Il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Ellenica, il Governo della Repubblica Italiana, il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord dichiarano quanto segue:

1. Nella loro qualità di membri della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico non hanno alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica. Quest'ultimo, nella sua qualità di membro della Commissíone Europea del Danubio, non ha alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti degli altri tre Governi.

2. Tuttavia se, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Ellenica fosse chiamato da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni, o a ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in considerazione del fatto che il Governo Ellenico è stato membro della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico verseranno al Governo ellenico i rimborsi delle somme pagate al Governo romeno o a cittadini romeni, o ad ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in proporzione e nei limiti degli attivi che i Governi francese, italiano e britannico avranno ricevuto dalla Commissione Europea del Danubio.

3. Nella stessa proporzione e negli stessi limiti, tutte le spese di giudizio sostenute dal Governo ellenico, in ragione delle suddette eventuali decisioni giudiziarie, saranno rimborsate dagli altri tre Governi.

4. I Governi francese, italiano e britannico rinunciano ai loro diritti di reclamo nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica nel caso in cui, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, fossero chiamati da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o ai cittadini romeni o ad ex impiegati della Commissione o ai loro aventi diritto in considerazione del fatto che il Governo della Repubblica Ellenica o gli altri tre Governi sono stati membri della Commissione Europea del Danubio.

5. Gli impegni di cui si tratta entreranno in vigore per i Governi francese, italiano e britannico dopo che essi avranno ricevuto i beni che sono dovuti loro; tali impegni si applicheranno esclusivamente alle eventuali decisioni giudiziarie posteriori a tale data.

FATTO a Roma il ventitre aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

ALLEGATO *B*

ACCORDO

tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte

Il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte,

DESIDERANDO risolvere i problemi finanziari in sospeso a proposito dei beni della Commissione Europea del Danubio che ha avuto la sua sede a Galatz,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio con sede a Roma si impegna a consegnare, prelevando dai propri averi, dopo l'attuazione delle misure previste all'articolo 2 paragrafo 2 del presente accordo, una quantità di oro fino di Kg. 50,856 (cinquanta chilogrammi ottocentocinquantasei grammi) al Governo della Repubblica Socialista di Romania.

ARTICOLO 2.

1. Il Governo della Repubblica Socialista di Romania rinuncia per sé e per gli ex dipendenti romeni della Commissione Europea del Danubio, che ha avuto la sua sede a Galatz e per i loro aventi diritto, ad ogni rivendicazione nei confronti della Commissione Europea del Danubio.

2. Il Governo della Repubblica Socialista di Romania si impegna ad adottare tutte le misure necessarie per porre a disposizione

dei Governi membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma gli averi in possesso della detta Commissione presso la Banca dei Regolamenti Internazionali: quattordici chilogrammi e cinquecentosedici grammi (14.516 Kg.) d'oro fino, presso la Banca di Francia: ventitrè chilogrammi quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,409.9 Kg.) di oro fino, presso la Barclay's Bank di Londra: buoni del Tesoro britannici per un ammontare-valore d'acquisto di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (L. 8.475,68 sterline), nonché la quantità d'oro che è stata depositata in Italia a nome della Direzione del Danubio Marittimo: centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 Kg.) d'oro fino, averi in relazione ai quali il Governo della Repubblica Socialista di Romania dichiara di non avanzare più alcuna pretesa nei confronti della Commissione e degli altri Governi contraenti.

3. Queste rinunce avranno effetto immediatamente dopo la consegna alla Banca Nazionale della Repubblica Socialista di Romania della quantità di oro prevista all'articolo 1.

ARTICOLO 3.

Il presente accordo entrerà in vigore non appena sarà completata la procedura prevista per la sua approvazione dalla legislazione dei Paesi firmatari.

Il deposito degli strumenti di ratifica avrà luogo a Roma presso il Ministero degli Affari Esteri.

IN FEDE DI CIÒ i rappresentanti dei Governi contraenti, debitamente autorizzati a questo effetto, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Roma il ventitrè aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

DICHIARAZIONE

Il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Ellenica, il Governo della Repubblica Italiana, il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord dichiarano quanto segue:

1. Nella loro qualità di membri della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico non hanno alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica. Quest'ultimo, nella sua qualità di membro della Commissione Europea del Danubio, non ha alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti degli altri tre Governi.

2. Tuttavia se, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Ellenica fosse chiamato da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o ai cittadini romeni, o a ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in considerazione del fatto che il Governo Ellenico è stato membro della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico verseranno al Governo ellenico i rimborsi delle somme pagate al Governo romeno o a cittadini romeni, o ad ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in proporzione e nei limiti degli attivi che i Governi francese, italiano e britannico avranno ricevuto dalla Commissione Europea del Danubio.

3. Nella stessa proporzione e negli stessi limiti, tutte le spese di giudizio sostenute dal Governo ellenico, in ragione delle suddette eventuali decisioni giudiziarie, saranno rimborsate dagli altri tre Governi.

4. I Governi francese, italiano e britannico rinunciano ai loro diritti di reclamo nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica nel caso in cui, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, fossero chiamati da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni o ad ex impiegati della Commissione o ai loro aventi diritto in considerazione del fatto che il Governo della Repubblica Ellenica o gli altri tre Governi sono stati membri della Commissione Europea del Danubio.

5. Gli impegni di cui si tratta entreranno in vigore per i Governi francese, italiano e britannico dopo che essi avranno ricevuto i beni che sono dovuti loro; tali impegni si applicheranno esclusivamente alle eventuali decisioni giudiziarie posteriori a tale data.

FATTO a Roma il ventitrè aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

(*Seguono le firme*).

ACCORDO

tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte

Il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte,

DESIDERANDO risolvere i problemi finanziari in sospeso a proposito dei beni della Commissione Europea del Danubio che ha avuto la sua sede a Galatz,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio con sede a Roma si impegna a consegnare, prelevandola dai propri averi, dopo l'attuazione delle misure previste all'articolo 2 paragrafo 2 del presente accordo, una quantità di oro fino di chilogrammi 50,856 (cinquanta chilogrammi ottocentocinquantasei grammi) al Governo della Repubblica Socialista di Romania.

ARTICOLO 2.

1. Il Governo della Repubblica Socialista di Romania rinuncia per sé e per gli ex dipendenti romeni della Commissione Europea del Danubio, che ha avuto in sua sede a Galatz e per i loro aventi diritto, ad ogni rivendicazione nei confronti della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma e dei Governi della Repubblica francese, della Repubblica italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord.

2. Il Governo della Repubblica Socialista di Romania si impegna ad adottare tutte le misure necessarie per porre a disposizione dei Governi membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma gli averi in possesso della detta Commissione presso la Banca dei Regolamenti Internazionali: quattordici chilogrammi e cinquecentosedici grammi (14,516 chilogrammi) d'oro fino, presso la Banca di Francia: ventitrè chilogrammi quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,4099 chilogrammi) di oro fino, presso la Barclay's Bank di Londra: buoni del Tesoro britannici per un ammontare – valore d'acquisto – di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (lire 8.475,68 sterline), nonché la quantità di oro che è stata depositata in Italia a nome della Direzione del Danubio Marittimo: centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 chilogrammi) d'oro fino, averi in relazione ai quali il Governo della Repubblica Socialista di Romania dichiara di non avanzare più alcuna pretesa nei confronti della Commissione e degli altri Governi contraenti.

3. Queste rinunce avranno effetto immediatamente dopo la consegna alla Banca Nazionale della Repubblica Socialista di Romania della quantità di oro prevista all'articolo 1.

ARTICOLO 3.

Il presente accordo entrerà in vigore non appena sarà completata la procedura prevista per la sua approvazione dalla legislazione dei Paesi firmatari.

Il deposito degli strumenti di ratifica avrà luogo a Roma presso il Ministero degli affari esteri.

IN FEDE DI CIÒ i rappresentanti dei Governi contraenti, debitamente autorizzati a questo effetto, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Roma il ventitrè aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 29 novembre 1980, n. 967.

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'adesione della Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonchè al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, firmata a Lussemburgo il 9 ottobre 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa all'adesione del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord alla convenzione di Bruxelles del 27 settembre 1968, concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonchè al protocollo di Lussemburgo del 3 giugno 1971, relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, firmata a Lussemburgo il 9 ottobre 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 39 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENZIONE

relativa all'adesione del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord alla Convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonché al Protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia

PREAMBOLO

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

CONSIDERANDO che il Regno di Danimarca, l'Irlanda e il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, divenendo membri della Comunità, si sono impegnati ad aderire alla Convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale ed al Protocollo relativo all'interpretazione di tale Convenzione da parte della Corte di Giustizia e ad avviare a tal fine negoziati con gli Stati membri originari della Comunità per apportarvi i necessari adattamenti,

HANNO DECISO di stipulare la presente Convenzione ed a questo effetto hanno designato come plenipotenziari:

Sua Maestà il Re dei Belgi:

RENAAT VAN ELSLANDE,

Ministro della Giustizia;

Sua Maestà la Regina di Danimarca:

NATHALIE LIND,

Ministro della Giustizia;

Il Presidente della Repubblica federale di Germania:

Dr. HANS-JOCHEN VOGEL,

Ministro federale della Giustizia;

Il Presidente della Repubblica francese:

ALAIN PEYREFITTE,

Guardasigilli,

Ministro della Giustizia;

Il Presidente dell'Irlanda:

GERARD COLLINS,

Ministro della Giustizia;

Il Presidente della Repubblica Italiana:

PAOLO BONIFACIO,

Ministro della Giustizia,

Sua Altezza Reale il Granduca del Lussemburgo:

ROBERT KRIEPS,

Ministro della Pubblica Istruzione e della Giustizia;

Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi:

Prof. Mr. J. DE RUITER,

Ministro della Giustizia;

Sua Maestà la Regina del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord:

The Right Honourable the Lord ELWYN-JONES, C. H.,

Lord High Chancellor of Great Britain;

I QUALI, riuniti in sede di Consiglio, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO LE DISPOSIZIONI CHE SEGUONO:

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

Il Regno di Danimarca, l'Irlanda ed il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord aderiscono alla Convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, firmata a Bruxelles il 27 settembre 1968, in appresso denominata « Convenzione del 1968 », nonché al

Protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di Giustizia, firmato a Lussemburgo il 3 giugno 1971, in appresso denominato « Protocollo del 1971 ».

ARTICOLO 2.

Gli adattamenti della Convenzione del 1968 e del Protocollo del 1971 figurano nei Titoli II, III e IV della presente Convenzione.

TITOLO II

ADATTAMENTI DELLA CONVENZIONE DEL 1968

ARTICOLO 3.

L'articolo 1, primo comma, della Convenzione del 1968 è completato nel modo seguente:

« Essa non concerne, in particolare, la materia fiscale, doganale ed amministrativa ».

ARTICOLO 4.

L'articolo 3, secondo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« Nei loro confronti non possono venire invocati, in particolare:

nel Belgio	l'articolo 15 del Codice civile (Code civil - Burgerlijk Wetboek) e l'articolo 638 del Codice giudiziario (Code judiciaire - Gerechtelijk Wetboek);
in Danimarca	l'articolo 248, paragrafo 2 della Legge sulla procedura civile (Lov om rettens pleje) e il capitolo 3, articolo 3 della Legge sulla procedura civile in Groenlandia (Lov for Grønland om rettens pleje);
nella Repubblica federale di Germania:	l'articolo 23 del Codice di procedura civile (Zivilprozessordnung);
in Francia ·	gli articoli 14 e 15 del Codice civile (Code civil);
in Irlanda :	le disposizioni relative alla competenza basata su di un atto di citazione notificato o comunicato al convenuto durante il suo temporaneo soggiorno in Irlanda;

in Italia	l'articolo 2 e l'articolo 4 nn. 1 e 2 del Codice di procedura civile;
nel Lussemburgo	gli articoli 14 e 15 del Codice civile (Code civil);
nei Paesi Bassi	l'articolo 126, terzo comma, e l'articolo 127 del Codice di procedura civile (Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering);
nel Regno Unito	le disposizioni sulla competenza basata: *a*) su un atto di citazione notificato o comunicato al convenuto durante il suo temporaneo soggiorno nel Regno Unito; *b*) sull'esistenza nel Regno Unito di beni appartenenti al convenuto; ovvero *c*) sul sequestro, ottenuto dall'attore, di beni esistenti nel Regno Unito ».

ARTICOLO 5.

1. Il testo francese dell'articolo 5, primo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« 1. - en matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée; ».

2. Il testo olandese dell'articolo 5, primo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« 1. - ten aanzien van verbintenissen uit overeenkomst: voor het gerecht van de plaats, waar de verbintenis, die aan de eis ten grondslag ligt, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd; ».

3. L'articolo 5, secondo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« 2. - in materia di obbligazione alimentare, davanti al giudice del luogo in cui il creditore di alimenti ha il domicilio o la residenza abituale, o qualora si tratti di una domanda accessoria ad un'azione di stato delle persone, davanti al giudice competente a conoscerne, secondo la legge nazionale, salvo il caso che tale competenza sia fondata unicamente sulla nazionalità di una delle parti; ».

4. L'articolo 5 della Convenzione del 1968 è completato dal testo seguente:

« 6. - nella sua qualità di fondatore, *trustee* o beneficiario di un *trust* costituito in applicazione di una legge o per iscritto o con clausola verbale confermata per iscritto, davanti ai giudici dello Stato contraente nel cui territorio il *trust* ha domicilio;

7. qualora si tratti di una controversia concernente il pagamento della somma richiesta per l'assistenza o il salvataggio di cui hanno beneficiato un carico o un nolo, davanti al giudice nell'ambito della cui competenza il carico o il nolo ad esso relativo:

a) è stato sequestrato a garanzia di questo pagamento oppure

b) avrebbe potuto essere sequestrato a tal fine ma è stata fornita una cauzione o un'altra garanzia;

questa disposizione si applica solo se viene affermato che il convenuto ha un diritto sul carico o sul nolo ad esso relativo o ha avuto un tale diritto al momento dell'assistenza o del salvataggio ».

ARTICOLO 6.

Nel titolo II, sezione 2 della Convenzione del 1968 è aggiunto l'articolo seguente:

« ARTICOLO 6-*bis*.

Qualora, ai sensi della presente Convenzione, un giudice di uno Stato contraente abbia competenza per i procedimenti legali relativi alla responsabilità nell'impiego o nel funzionamento di una nave, tale giudice, o qualsiasi altro giudice che lo sostituisca in virtù della legislazione interna di detto Stato, è anche competente per le domande relative alla limitazione di tale responsabilità ».

ARTICOLO 7.

L'articolo 8 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 8.

L'assicuratore domiciliato nel territorio di uno Stato contraente può essere convenuto:

1) davanti ai giudici dello Stato in cui ha domicilio, oppure

2) in un altro Stato contraente, davanti al giudice del luogo in cui ha domicilio il contraente dell'assicurazione, oppure

3) se si tratta di un coassicuratore, davanti al giudice d'uno Stato contraente presso il quale sia stata proposta l'azione contro l'assicuratore delegato della coassicurazione.

Qualora l'assicuratore non abbia il proprio domicilio nel territorio di uno Stato contraente, ma possieda una succursale, un'agenzia o qualsiasi altra filiale in uno Stato contraente, egli è considerato, per le contestazioni relative al loro esercizio, come avente domicilio nel territorio di tale Stato ».

ARTICOLO 8.

L'articolo 12 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 12.

Le disposizioni della presente Sezione possono essere derogate solo con una convenzione:

1) posteriore al sorgere della controversia o

2) che consenta al contraente dell'assicurazione, all'assicurato o al beneficiario di adire un organo giurisdizionale diverso da quelli indicati nella presente sezione o

3) che, conclusa tra un contraente dell'assicurazione e un assicuratore aventi entrambi il domicilio o la residenza abituale nel medesimo Stato contraente al momento della conclusione del contratto, abbia per effetto, anche nel caso in cui l'evento dannoso si produca all'estero, di attribuire la competenza ai giudici di tale Stato, sempreché la legge di quest'ultimo non vieti dette convenzioni o

4) conclusa da un contraente dell'assicurazione che non abbia il proprio domicilio in uno Stato contraente, salvo che si tratti di assicurazione obbligatoria o relativa ad un immobile situato in uno Stato contraente o

5) che riguardi un contratto di assicurazione in quanto questo copra uno o più rischi di cui all'articolo 12-*bis* ».

ARTICOLO 9.

Nel titolo II, sezione 3, della Convenzione del 1968 è aggiunto l'articolo seguente:

« ARTICOLO 12-*bis*.

I rischi di cui all'articolo 12, quinto comma, sono i seguenti:

1) ogni danno:

a) subìto dalle navi marittime, dagli impianti *offshore* e d'alto mare o dalle aeronavi, causato da un avvenimento in relazione alla loro utilizzazione a fini commerciali,

b) subìto dalle merci diverse dai bagagli dei passeggeri, durante un trasporto effettuato totalmente da tali navi o aeronavi oppure effettuato da queste navi o aeronavi in combinazione con altri mezzi di trasporto;

2) ogni responsabilità, salvo per danni all'integrità fisica dei passeggeri o ai loro bagagli,

a) risultante dall'impiego o dal funzionamento delle navi, degli impianti o delle aeronavi di cui al punto 1° lettera *a*), sem-

preché la legislazione dello Stato contraente in cui l'aeronave è immatricolata non vieti le clausole attributive di competenza nell'assicurazione di tali rischi,

b) derivante dalle merci durante un trasporto ai sensi del punto 1°, lettera *b)*;

3) ogni perdita pecuniaria connessa con l'impiego ed il funzionamento delle navi, degli impianti o delle aeronavi di cui al punto 1°, lettera *a)*, in particolare quelle del nolo o del beneficio del noleggio;

4) ogni rischio connesso con uno dei rischi di cui ai precedenti punti da 1° a 3° ».

ARTICOLO 10.

Il titolo II, Sezione 4 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« *Sezione 4*

Competenza in materia di contratti conclusi da consumatori

ARTICOLO 13.

In materia di contratti conclusi da una persona per un uso che possa essere considerato estraneo alla sua attività professionale, in appresso denominata consumatore, la competenza è regolata dalla presente Sezione, salve le disposizioni dell'articolo 4 e dell'articolo 5, quinto comma:

1) qualora si tratti di una vendita a rate di beni mobili materiali;

2) qualora si tratti di un prestito con rimborso rateizzato o di un'altra operazione di credito, connessi con il finanziamento di una vendita di tali beni;

3) qualora si tratti di un altro contratto che abbia per oggetto una fornitura di servizi o di beni mobili materiali se:

a) la conclusione del contratto è stata preceduta da una proposta specifica o da una pubblicità nello Stato in cui il consumatore ha il proprio domicilio e se

b) il consumatore ha compiuto in tale Stato gli atti necessari per la conclusione del contratto.

Qualora la controparte del consumatore non abbia il proprio domicilio nel territorio di uno Stato contraente, ma possieda una

succursale, un'agenzia o qualsiasi altra filiale in uno Stato contraente. essa è considerata. per le contestazioni relative al loro esercizio, come avente domicilio nel territorio di tale Stato.

La presente Sezione non si applica ai contratti di trasporto.

ARTICOLO 14.

L'azione del consumatore contro l'altra parte del contratto può essere proposta sia davanti ai giudici dello Stato contraente nel cui territorio tale parte ha il proprio domicilio, sia davanti ai giudici dello Stato contraente nel cui territorio è domiciliato il consumatore.

L'azione dell'altra parte del contratto contro il consumatore può essere proposta solo davanti ai giudici dello Stato nel cui territorio il consumatore ha il proprio domicilio.

Queste disposizioni non pregiudicano il diritto di proporre una domanda riconvenzionale davanti al giudice della domanda principale in conformità della presente Sezione.

ARTICOLO 15.

Le disposizioni della presente Sezione possono essere derogate solo con una convenzione:

1) posteriore al sorgere della controversia o

2) che consenta al consumatore di adire un organo giurisdizionale diverso da quelli indicati nella presente Sezione o

3) che, conclusa tra il consumatore e la sua controparte aventi entrambi il domicilio o la residenza abituale nel medesimo Stato contraente al momento della conclusione del contratto, attribuisca la competenza ai giudici di tale Stato, sempreché la legge di quest'ultimo non vieti dette convenzioni ».

ARTICOLO 11.

L'articolo 17 della Convenzione del 1968 è sostituito dal seguente articolo:

« ARTICOLO 17.

Qualora le parti, di cui almeno una domiciliata nel territorio di uno Stato contraente, abbiano convenuto la competenza di un giudice o dei giudici di uno Stato contraente a conoscere delle controversie, presenti o future, nate da un determinato rapporto giuridico, la competenza esclusiva spetta al giudice o ai giudici di quest'ultimo Stato contraente. Questa clausola attributiva di competenza deve essere conclusa sia per iscritto, sia verbalmente con

conferma scritta, sia nel commercio internazionale, in una forma ammessa dagli usi in questo campo e che le parti conoscevano od avrebbero dovuto conoscere. Quando nessuna delle parti che concludono tale clausola è domiciliata nel territorio di uno Stato contraente, i giudici degli altri Stati contraenti non possono conoscere della controversia fintantoché il giudice o i giudici la cui competenza è stata convenuta non abbiano declinato la competenza.

Il giudice o i giudici di uno Stato contraente, ai quali l'atto costitutivo di un *trust* ha attribuito competenza a giudicare, hanno competenza esclusiva per giudicare delle azioni contro un fondatore, un *trustee* o un beneficiario di un *trust*, ove si tratti di relazioni tra tali persone o di loro diritti od obblighi nell'ambito del *trust*.

Le clausole attributive di competenza e le clausole simili di atti costitutivi di *trust* non sono valide se in contrasto con le disposizioni degli articoli 12 e 15 o se derogano alle norme sulla competenza esclusiva attribuita ai giudici ai sensi dell'articolo 16.

Se una clausola attributiva di competenza è stata stipulata a favore di una soltanto delle parti, questa conserva il diritto di adire qualsiasi altro giudice competente ai sensi della presente Convenzione ».

ARTICOLO 12.

L'articolo 20, secondo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« Al giudice è fatto obbligo di sospendere il processo fin quando non si sarà accertato che al convenuto è stata data la possibilità di ricevere la domanda giudiziale od un atto equivalente, in tempo utile perché questi possa presentare le proprie difese, ovvero che è stato fatto tutto il possibile in tal senso ».

ARTICOLO 13.

1. L'articolo 27, 2°, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« 2° - se la domanda giudiziale od un atto equivalente non è stato notificato o comunicato al convenuto contumace regolarmente ed in tempo utile perché questi possa presentare le proprie difese; ».

2. L'articolo 27 della Convenzione del 1968 è completato dal testo seguente:

« 5° - se la decisione è in contrasto con una decisione resa precedentemente tra le medesime parti in uno Stato non contraente, in una controversia avente il medesimo oggetto e il medesimo titolo, allorché tale decisione riunisce le condizioni necessarie per essere riconosciuta nello Stato richiesto ».

ARTICOLO 14.

L'articolo 30 della Convenzione del 1968 è completato dal comma seguente:

« L'autorità giudiziaria di uno Stato contraente davanti alla quale è richiesto il riconoscimento di una decisione che è stata resa in Irlanda o nel Regno Unito e la cui esecuzione è sospesa nello Stato d'origine per la presentazione di un ricorso, può sospendere il procedimento ».

ARTICOLO 15.

L'articolo 31 della Convenzione del 1968 è completato dal comma seguente:

« Tuttavia la decisione è eseguita in una delle tre parti del Regno Unito (Inghilterra e Galles, Scozia e Irlanda del Nord) soltanto dopo esservi stata registrata per esecuzione, su istanza della parte interessata ».

ARTICOLO 16.

L'articolo 32, primo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« L'istanza deve essere proposta:

in Belgio, al " tribunal de première instance " o " rechtbank van eerste aanleg ";

in Danimarca, all' " underret ";

nella Repubblica federale di Germania, al Presidente di una sezione del " Landgericht ";

in Francia, al Presidente del " Tribunal de grande instance ";

in Irlanda, alla " High Court ";

in Italia, alla Corte d'appello;

nel Lussemburgo, al Presidente del " Tribunal d'arrondissement ";

nei Paesi Bassi, al Presidente dell' " arrondissements-rechtbank ";

nel Regno Unito:

1) in Inghilterra e nel Galles, alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, alla " Magistrates' Court ", alla quale l'istanza sarà trasmessa dal " Secretary of State ";

2) in Scozia, alla " Court of Session " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, alla " Sheriff Court ", alla quale l'istanza sarà trasmessa dal " Secretary of State ";

3) nell'Irlanda del Nord, alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, alla " Magistrates' Court ", alla quale l'istanza sarà trasmessa dal " Secretary of State " ».

ARTICOLO 17.

L'articolo 37 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 37.

L'opposizione è proposta, secondo le norme sul procedimento in contraddittorio:

in Belgio, davanti al " tribunal de première instance " o " rechtbank van eerste aanleg ";

in Danimarca, davanti al " landsret ";

nella Repubblica federale di Germania, davanti all' " Oberlandesgericht ";

in Francia, davanti alla " Cour d'appel ";

in Irlanda, davanti alla " High Court ";

in Italia, davanti alla Corte d'appello;

nel Lussemburgo, davanti alla " Cour supérieure de Justice " giudicante in appello in materia civile;

nei Paesi Bassi, davanti all' " arrondissementsrechtbank ";

nel Regno Unito:

1) in Inghilterra e nel Galles, davanti alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Magistrates' Court ";

2) in Scozia, davanti alla " Court of Session " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Sheriff Court ";

3) nell'Irlanda del Nord, davanti alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Magistrates' Court ".

La decisione resa sull'opposizione può costituire unicamente oggetto di:

ricorso in cassazione, in Belgio, Francia, Italia, Lussemburgo e nei Paesi Bassi;

ricorso davanti al "højesteret", con autorizzazione del Ministro della Giustizia, in Danimarca;

" Rechtsbeschwerde ", nella Repubblica federale di Germania;

ricorso alla " Supreme Court " per motivi di diritto, in Irlanda;

unico ricorso per motivi di diritto, nel Regno Unito ».

ART. 18.

Nell'articolo 38 della Convenzione del 1968 è inserito dopo il primo comma un nuovo comma così redatto:

« Qualora la decisione sia stata resa in Irlanda o nel Regno Unito, qualsiasi mezzo di impugnazione esperibile nello Stato di origine è considerato " impugnazione plenaria " ai sensi del primo comma ».

ARTICOLO 19.

L'articolo 40, primo comma, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« Se l'istanza viene respinta, l'istante può proporre opposizione:

in Belgio, davanti alla " Cour d'appel " o " hof van beroep ";

in Danimarca, davanti al " landsret ";

nella Repubblica federale di Germania, davanti all' " Oberlandesgericht ";

in Francia, davanti alla "Cour d'appel";

in Irlanda, davanti alla " High Court ";

in Italia, davanti alla Corte d'appello;

nel Lussemburgo, davanti alla " Cour supérieure de Justice " giudicante in appello in materia civile;

nei Paesi Bassi, davanti al "gerechtshof";

1) in Inghilterra e nel Galles, davanti alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Magistrates' Court ";

2) in Scozia, davanti alla " Court of Session " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Sheriff Court ",

3) nell'Irlanda del Nord, davanti alla " High Court of Justice " ovvero, nel caso di procedimenti in materia di obbligazione alimentare, davanti alla " Magistrates' Court ".

ARTICOLO 20.

L'articolo 41 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 41.

La decisione resa sull'opposizione di cui all'articolo 40 può costituire unicamente oggetto di:

ricorso in cassazione, in Belgio, Francia, Italia, Lussemburgo e Paesi Bassi;

ricorso davanti al "højesteret", con l'autorizzazione del Ministro della Giustizia, in Danimarca;

" Rechtsbeschwerde ", nella Repubblica federale di Germania;

ricorso alla " Supreme Court " per motivi di diritto, in Irlanda;

unico ricorso per motivi di diritto, nel Regno Unito ».

ARTICOLO 21.

L'articolo 44 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 44.

L'istante che, nello Stato in cui è stata resa la decisione, ha beneficiato in tutto o in parte dell'assistenza giudiziaria o di un'esenzione dalle spese, beneficia, nella procedura di cui agli articoli da 32 a 35, dell'assistenza più favorevole o dell'esenzione più larga dalle spese previste nel diritto dello Stato in cui presenta l'istanza.

L'istante che chiede l'esecuzione di una decisione in materia di obblighi alimentari resa in Danimarca da un'autorità amministrativa può invocare nello Stato in cui l'istanza è proposta i benefici di cui al primo comma, se presenta un'attestazione del Ministero danese della Giustizia comprovante che egli adempie alle condizioni economiche richieste per beneficiare in tutto o in parte dell'assistenza giudiziaria o dell'esenzione dalle spese ».

ARTICOLO 22.

L'articolo 46, 2°, della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« 2° - se si tratta di una decisione contumaciale, l'originale o una copia certificata conforme del documento comprovante che la domanda giudiziale od un atto equivalente è stato notificato o comunicato al contumace ».

ARTICOLO 23.

L'articolo 53 della Convenzione del 1968 è completato dal comma seguente:

« Per determinare se un *trust* ha domicilio nel territorio di uno Stato contraente i cui giudici siano stati aditi, il giudice applica le norme del suo diritto internazionale privato ».

ARTICOLO 24.

Nell'elenco dell'articolo 55 della Convenzione del 1968 sono inserite le convenzioni seguenti nell'ordine cronologico:

la convenzione tra il Regno Unito e la Francia sulla reciproca esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, con Protocollo accluso, firmata a Parigi il 18 gennaio 1934;

la convenzione tra il Regno Unito e il Belgio sulla reciproca esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, con Protocollo accluso, firmata a Bruxelles il 2 maggio 1934;

la convenzione tra il Regno Unito e la Repubblica federale di Germania sul riconoscimento reciproco e la reciproca esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, firmata a Bonn il 14 luglio 1960;

la convenzione tra il Regno Unito e la Repubblica italiana sul riconoscimento reciproco e la reciproca esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, firmata a Roma il 7 febbraio 1964 ed il relativo protocollo di modifica, firmato a Roma il 14 luglio 1970;

la convenzione tra il Regno Unito ed il Regno dei Paesi Bassi sul riconoscimento reciproco e la reciproca esecuzione delle decisioni in materia civile, firmata all'Aia il 17 novembre 1967.

ARTICOLO 25.

1. L'articolo 57 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 57.

La presente Convenzione non deroga alle convenzioni cui gli Stati contraenti sono o saranno parti e che, in materie particolari, disciplinano la competenza giurisdizionale, il riconoscimento o l'esecuzione delle decisioni.

Essa non pregiudica l'applicazione delle disposizioni che, in materie particolari, disciplinano la competenza giurisdizionale, il riconoscimento o l'esecuzione delle decisioni e che sono o saranno contenute negli atti delle Istituzioni delle Comunità Europee o nelle legislazioni nazionali armonizzate in esecuzione di tali atti ».

2. Al fine di assicurare la sua interpretazione uniforme, l'articolo 57 primo comma è applicato nel seguente modo:

a) La Convenzione del 1968 modificata non impedisce che il giudice di uno Stato contraente che sia parte di una convenzione relativa ad una materia particolare possa fondare la propria competenza su tale convenzione, anche se il convenuto è domiciliato nel territorio di uno Stato contraente che non è parte di tale convenzione. Il tribunale adito applica in ogni caso l'articolo 20 della Convenzione del 1968 modificata.

b) Le decisioni rese in uno Stato contraente da un giudice che abbia fondato la propria competenza su una convenzione relativa ad una materia particolare sono riconosciute ed eseguite negli altri Stati contraenti conformemente alla Convenzione del 1968 modificata.

Se una convenzione relativa ad una materia particolare di cui sono parti lo Stato d'origine e lo Stato richiesto determina le condizioni del riconoscimento e dell'esecuzione delle decisioni, si applicano tali condizioni. È comunque possibile applicare le disposizioni della Convenzione del 1968 modificata concernenti la procedura relativa al riconoscimento e all'esecuzione delle decisioni.

ARTICOLO 26.

L'articolo 59 della Convenzione del 1968 è completato dal comma seguente:

« Tuttavia, nessuno Stato contraente può impegnarsi nei confronti di uno Stato terzo a non riconoscere una decisione resa in un altro Stato contraente da un giudice la cui competenza si basi sul fatto che in tale Stato si trovano beni appartenenti al convenuto o sul sequestro, da parte dell'attore, di beni ivi esistenti:

1) se la domanda verte sulla proprietà o il possesso di tali beni, è volta ad ottenere l'autorizzazione di disporne o è relativa ad un'altra causa che li riguarda ovvero

2) se i beni costituiscono la garanzia di un credito che è l'oggetto della domanda ».

ARTICOLO 27.

L'articolo 60 della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 60.

La presente Convenzione si applica al territorio europeo degli Stati contraenti, ivi compresa la Groenlandia, ai dipartimenti e territori francesi d'oltremare e a Mayotte.

Il Regno dei Paesi Bassi può, al momento della firma o della ratifica della presente Convenzione, ovvero successivamente, dichia-

rare mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee, che la presente Convenzione si applicherà alle Antille olandesi. In mancanza di tale dichiarazione, i procedimenti in atto nel territorio europeo del Regno in seguito all'introduzione di un ricorso in cassazione avverso le decisioni dei tribunali delle Antille olandesi, sono considerati procedimenti in atto davanti a questi ultimi tribunali.

In deroga al primo comma, la presente Convenzione non si applica:

1) alle Isole Faeröer, salvo dichiarazione contraria del Regno di Danimarca,

2) ai territori europei situati fuori del Regno Unito, di cui il Regno Unito assume la rappresentanza nei rapporti con l'estero, salvo dichiarazione contraria del Regno Unito relativamente ad uno o più territori.

Queste dichiarazioni possono essere fatte in ogni momento mediante notificazione al Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee.

I procedimenti d'appello proposti nel Regno Unito avverso decisioni pronunciate da giudici di uno dei territori di cui al n. 2 del terzo comma, sono considerati come procedimenti in atto davanti a tali giudici.

I procedimenti che nel Regno di Danimarca sono trattati secondo la legge sulla procedura civile per le Isole Faeröer (Lov for Faeroerne om rettens pleje) sono considerati come procedimenti in atto davanti ai tribunali delle Isole Faeröer ».

ARTICOLO 28.

L'articolo 64, lettera *c*), della Convenzione del 1968 è sostituito dal testo seguente:

« *c*) le dichiarazioni ricevute in applicazione dell'articolo 60; ».

TITOLO III

ADATTAMENTI DEL PROTOCOLLO ALLEGATO ALLA CONVENZIONE DEL 1968

ARTICOLO 29.

Nel Protocollo allegato alla Convenzione del 1968 sono inseriti gli articoli seguenti:

« ARTICOLO V *bis*.

In materia di obbligazioni alimentari, i termini « giudice », « tribunale », « organi giurisdizionali » e « autorità giudiziaria » comprendono le autorità amministrative danesi.

ARTICOLO V-*ter*.

Nelle controversie tra il capitano ed un membro dell'equipaggio di una nave marittima immatricolata in Danimarca o in Irlanda, relative alle paghe o alle altre condizioni di servizio, gli organi giurisdizionali di uno Stato contraente devono accertare se l'agente diplomatico o consolare competente per la nave è stato informato della controversia. Essi devono sospendere il processo fintantoché tale agente non sia stato informato. Essi devono, anche d'ufficio, dichiarare la propria incompetenza se tale agente, debitamente informato, ha esercitato le attribuzioni riconosciutegli in materia da una convenzione consolare o, in mancanza di una tale convenzione, ha sollevato obiezioni sulla competenza entro il termine assegnatogli.

ARTICOLO V-*quater*.

Se, ai sensi dell'articolo 69, paragrafo 5 della Convenzione sul Brevetto europeo per il Mercato comune, firmata a Lussemburgo il 15 dicembre 1975, gli articoli 52 e 53 della presente Convenzione si applicano alle disposizioni relative alla *residence* in base al testo inglese della prima Convenzione, ogni riferimento alla *residence* nella prima Convenzione deve avere la stessa portata del termine *domicile* negli articoli 52 e 53.

ARTICOLO V-*quinquies*.

Fatta salva la competenza dell'Ufficio Europeo dei Brevetti, in base alla Convenzione sul rilascio di brevetti europei, firmata a Monaco di Baviera il 5 ottobre 1973, i tribunali di ciascuno Stato contraente hanno competenza esclusiva, a prescindere dal domicilio, in materia di registrazione o di validità di un brevetto europeo rilasciato per tale Stato e che non sia un brevetto comunitario in applicazione delle disposizioni dell'articolo 86 della Convenzione sul Brevetto europeo per il Mercato comune, firmato a Lussemburgo il 15 dicembre 1975 ».

TITOLO IV

ADATTAMENTI DEL PROTOCOLLO DEL 1971

ARTICOLO 30.

L'articolo 1 del Protocollo del 1971 è completato dal comma seguente:

« La Corte di Giustizia delle Comunità Europee è ugualmente competente a pronunciarsi sull'interpretazione della Convenzione relativa all'adesione del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord alla Convenzione del 27 settembre 1968 nonché al presente Protocollo ».

ARTICOLO 31.

L'articolo 2, punto *1* del Protocollo del 1971 è sostituito dal testo seguente:

« 1. - in Belgio: la Cour de cassation - het Hof van Cassatie e le Conseil d'Etat - de Raad van State,

in Danimarca: højesteret,

nella Repubblica federale di Germania: die obersten Gerichtshöfe des Bundes,

in Francia: la Cour de Cassation e le Conseil d'Etat,

in Irlanda: the Supreme Court,

in Italia: la Corte Suprema di Cassazione,

nel Lussemburgo: la Cour supérieure de Justice giudicante in cassazione,

nei Paesi Bassi: de Hoge Raad,

nel Regno Unito: the House of Lords e le giurisdizioni adite a norma dell'articolo 37, secondo comma, o dell'articolo 41 della Convenzione ».

ARTICOLO 32.

L'articolo 6 del Protocollo del 1971 è sostituito dal testo seguente:

« ARTICOLO 6.

Il presente Protocollo si applica al territorio europeo degli Stati contraenti, ivi compresa la Groenlandia, ai dipartimenti e territori francesi d'oltremare e a Mayotte.

Il Regno dei Paesi Bassi può, al momento della firma o della ratifica del presente Protocollo, ovvero successivamente, dichiarare, mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee, che il presente Protocollo si applicherà alle Antille olandesi.

In deroga al primo comma, il presente Protocollo non si applica:

1) alle Isole Faeröer, salvo dichiarazione contraria del Regno di Danimarca,

2) ai territori europei situati fuori del Regno Unito, di cui il Regno Unito assume la rappresentanza nei rapporti con l'estero, salvo dichiarazione contraria del Regno Unito relativamente ad uno o più territori.

Queste dichiarazioni possono essere fatte in ogni momento mediante notificazione al Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee ».

ARTICOLO 33.

L'articolo 10, lettera *d*) del Protocollo del 1971 è sostituito dal testo seguente:

« *d*) le dichiarazioni ricevute in applicazione dell'articolo 6 ».

TITOLO V
DISPOSIZIONI TRANSITORIE

ARTICOLO 34.

1. La Convenzione del 1968 ed il Protocollo del 1971 modificati dalla presente Convenzione si applicano solo alle azioni giudiziarie proposte ed agli atti autentici ricevuti posteriormente all'entrata in vigore della presente Convenzione nello Stato di origine e, quando è chiesto il riconoscimento o l'esecuzione di una decisione o di un atto autentico, nello Stato richiesto.

2. Tuttavia, nelle relazioni tra i sei Stati che sono parti della Convenzione del 1968, le decisioni rese dopo la data dell'entrata in vigore della presente Convenzione a seguito di azioni proposte prima di tale data sono riconosciute ed eseguite conformemente alle disposizioni del Titolo III della Convenzione del 1968 modificata.

3. Inoltre, nelle relazioni tra i sei Stati che sono parti della Convenzione del 1968 ed i tre Stati di cui all'articolo 1 della presente Convenzione, nonché nelle relazioni tra questi ultimi, le decisioni rese dopo la data dell'entrata in vigore della presente Convenzione fra lo Stato di origine e lo Stato richiesto, a seguito di azioni proposte prima di tale data, sono riconosciute ed eseguite conformemente alle disposizioni del Titolo III della Convenzione del 1968 modificata, se la competenza era fondata su norme conformi alle disposizioni del Titolo II modificato o alle disposizioni previste da una convenzione in vigore tra lo Stato di origine e lo Stato richiesto al momento della proposizione dell'azione.

ARTICOLO 35.

Se le parti in una controversia relativa a un contratto hanno convenuto per iscritto, anteriormente all'entrata in vigore della pre-

sente Convenzione, di applicare al contratto il diritto irlandese o il diritto di una parte del Regno Unito, gli organi giurisdizionali dell'Irlanda o di questa parte del Regno Unito conservano la loro competenza per tale controversia.

ARTICOLO 36.

Per la Danimarca e l'Irlanda e per un periodo di tre anni, dopo l'entrata in vigore della Convenzione del 1968, la competenza in materia marittima è determinata, in ciascuno di tali Stati, oltre che dalle disposizioni di detta Convenzione, dalle disposizioni elencate nei seguenti nn. da 1 a 6. Tuttavia, tali disposizioni non saranno più applicabili in ciascuno di detti Stati allorché entrerà in essi in vigore la Convenzione internazionale sull'unificazione di alcune norme relative al sequestro conservativo delle navi d'alto mare, firmata a Bruxelles il 10 maggio 1952.

1. Una persona avente il domicilio nel territorio di uno Stato contraente può essere citata davanti agli organi giurisdizionali di uno degli Stati di cui sopra per una rivendicazione di diritto marittimo quando alla nave oggetto della rivendicazione o a qualsiasi altra nave di sua proprietà è stata oggetto di sequestro conservativo nel territorio di quest'ultimo Stato a garanzia della rivendicazione, oppure avrebbe potuto esserlo, ma è stata fornita una cauzione o altra garanzia, nei seguenti casi:

a) quando l'attore ha il domicilio nel territorio di detto Stato;

b) quando la rivendicazione è sorta in detto Stato;

c) quando la rivendicazione è sorta durante un viaggio nel corso del quale è stato operato o avrebbe potuto essere operato il sequestro conservativo;

d) quando la rivendicazione ha origine da una collisione o da un danno causato da una nave ad un'altra nave o alle cose o alle persone a bordo di queste, in seguito a esecuzione o omissione di una manovra o per inosservanza dei regolamenti;

e) quando la rivendicazione è sorta in seguito a salvataggio o assistenza;

f) quando la rivendicazione è garantita da ipoteca sulla nave di cui è stato operato il sequestro conservativo.

2. Può essere sequestrata la nave oggetto della rivendicazione di diritto marittimo o a qualsiasi altra nave appartenente alla persona che, nel momento in cui è sorta la rivendicazione, era proprietaria della nave oggetto di tale rivendicazione. Tuttavia, per le rivendicazioni previste al punto 5, lettere *o*), *p*), o *q*), potrà essere sequestrata soltanto la nave oggetto della rivendicazione.

3. Le navi sono considerate appartenenti allo stesso proprietario quando tutte le quote di proprietà appartengono alla stessa o alle stesse persone.

4. In caso di noleggio di una nave con cessione della gestione nautica, qualora il noleggiatore risponda da solo di una rivendicazione di diritto marittimo relativa alla nave, questa nave o qualsiasi altra nave appartenente al noleggiatore può essere sequestrata in virtù di tale rivendicazione ma non un'altra nave appartenente al proprietario. Ciò vale anche in tutti i casi in cui una persona diversa dal proprietario risponda di una rivendicazione di diritto marittimo.

5. Si intende per « rivendicazione di diritto marittimo » una rivendicazione originata da uno o più dei seguenti motivi:

a) danni causati da una nave per collisione o in altro modo;

b) perdita della vita o danni fisici a causa di una nave oppure avvenuti in seguito alle operazioni di una nave;

c) assistenza e salvataggio;

d) accordo per l'uso o il noleggio di una nave mediante contratto di noleggio o altro;

e) accordo per il trasporto di merci su una nave mediante contratto di noleggio, di carico o altro;

f) perdita di merci o danni alle medesime, compresi i bagagli trasportati su una nave;

g) avaria comune;

h) cambio marittimo;

i) rimorchio;

j) pilotaggio;

k) merci o materiali ovunque forniti ad una nave per il suo funzionamento o manutenzione;

l) costruzione, riparazione, armamento di una nave o costi di bacino;

m) retribuzioni dei capitani, degli ufficiali o dell'equipaggio;

n) esborsi del capitano, compresi quelli effettuati da spedizionieri marittimi, noleggiatori o agenti per conto di una nave o del suo proprietario;

o) controversie sulla proprietà di una nave;

p) controversie tra comproprietari di una nave in materia di proprietà, possesso, uso o profitti della stessa;

q) garanzia ipotecaria su una nave.

6. Per quanto riguarda le rivendicazioni di diritto marittimo di cui alle lettere *o*) e *p*), l'espressione « sequestro conservativo » comprende, in Danimarca, il « forbud » nella misura in cui tale procedura sia la sola ammessa, nella fattispecie, dagli articoli da 646 a 653 della legge sulla procedura civile (Lov om rettens pleje).

TITOLO VI

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 37.

Il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee rimetterà ai governi del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord copia certificata conforme della Convenzione del 1968 e del Protocollo del 3 giugno 1971 nelle lingue francese, italiana, olandese e tedesca.

I testi della Convenzione del 1968 e del Protocollo del 1971, redatti nelle lingue danese, inglese e irlandese sono allegati alla presente Convenzione. I testi redatti nelle lingue danese, inglese e irlandese fanno fede alle stesse condizioni dei testi originari della Convenzione nel 1968 e del Protocollo del 1971.

ARTICOLO 38.

La presente Convenzione sarà ratificata dagli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee.

ARTICOLO 39.

La presente Convenzione entrerà in vigore, nelle relazioni tra gli Stati che l'avranno ratificata, il primo giorno del terzo mese successivo al deposito dell'ultimo strumento di ratifica effettuato dagli Stati membri originari della Comunità e da un nuovo Stato membro.

Per ogni nuovo Stato membro che ratificherà in seguito la Convenzione, essa entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito del suo strumento di ratifica.

ARTICOLO 40.

Il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità Europee notificherà agli Stati membri:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica;

b) le date di entrata in vigore della presente Convenzione per gli Stati contraenti.

ARTICOLO 41.

La presente Convenzione, redatta in unico esemplare nelle lingue danese, francese, inglese, irlandese, italiana, olandese e tedesca, i sette testi facenti ugualmente fede, sarà depositata negli archivi del Segretario del Consiglio delle Comunità Europee. Il Segretario Generale provvederà a trasmettere copia certificata conforme al Governo di ciascuno degli Stati firmatari.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente Convenzione.

FATTO a Lussemburgo, addì nove ottobre millenovecentosettantotto.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Foor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
RENAAT VAN ELSLANDE

Foor Hendes Majestaet Danmarks Dronning
NATHALIE LIND

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland
HANS-JOCHEN VOGEL

Pour le Président de la République Française
ALAIN PEYREFITTE

Thar ceann Uachtarán na hÉireann
GERARD COLLINS

Per il Presidente della Repubblica italiana
PAOLO BONIFACIO

Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg
ROBERT KRIEPS

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden
J. DE RUITER

For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
ELWYN-JONES

N.B. — I testi della Convenzione del 27 settembre 1968 e del Protocollo del 3 giugno 1971, sono pubblicati rispettivamente nella *Gazzetta Ufficiale* n. 254 dell'8 ottobre 1971 (legge 21 giugno 1971, n. 804) e nella *Gazzetta Ufficiale* n. 151 dell'11 giugno 1975 (legge 19 maggio 1975, n. 180).

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

ERNESTO LUPO, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(2651004/4) Roma, 1981 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.